SOMMAIRE

- Le Parti Communiste et la nécessité d'une politique anticapitaliste — page 2
- La Pérestroika en Union soviétique — page 5
- La Pologne après le référundum — page 6
- J. POSADAS : Sur la fonction du Trotskisme — page 3

25e année **numéro 375** **mars 1988** **10 Francs**

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Correspondance : « LUTTE OUVRIERE » — Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél. : (02) 648.76.75 — CCP 000 - 0976234 - 26 (Pôlet)

Un front de la gauche pour exiger l'étatisation de la Société Générale sous contrôle des travailleurs.

EDITORIAL

La bataille féroce des grands capitalistes d'Europe pour le contrôle de la Générale de Belgique présage ce que sera l'Europe du Marché Commun après 1992, avec une redistribution de la puissance aux multinationales les plus fortes avec l'écrasement de tous les autres. Et il y en a qui disent que Marx est dépassé ! et qu'il faut créer une nouvelle interprétation des processus historiques pour saisir la réalité. Cette réalité, elle saisit tous les travailleurs et les directions du mouvement ouvrier à la gorge, dans toute sa brutalité : la crise du système capitaliste est très profonde et plus les marchés se rétrécissent, plus la concurrence est aiguë entre eux et plus la lutte pour la suprématie du marché est âpre et violente. En d'autres temps, il y aurait déjà eu des déclarations de guerre entre les Etats européens pour cette suprématie, maintenant ils doivent la faire au moyen de la spéculation et des surenchères financières.

Qu'il y ait ou non un "projet industriel" chez De Benedetti ou le groupe Suez ne change strictement rien pour les travailleurs de Belgique et d'Europe capitaliste. Le mouvement syndical ne doit pas se laisser prendre à cette illusion. Au nom de ses projets industriels, le grand patron de Olivetti a rationalisé et restructuré de grands secteurs de l'économie italienne, en réduisant l'emploi, en augmentant la technification, en attaquant les conquêtes sociales de la classe ouvrière. Il a aussi mis la main sur des entreprises correspondantes dans le reste de l'Europe, notamment en Allemagne en 1986, et le résultat en est que chez Adler, qui occupait 6000 travailleurs à Francfort, il en reste 2000 dont la majorité doivent accepter des conditions de travail très mauvaises. Cela s'appelle le "travail court", on va travailler quand le patron vous convoque et avec le salaire correspondant aux heures prestées, soit en moyenne 60 % d'un horaire complet. Et cela en attendant la fermeture pure et simple.

Le projet industriel d'un grand capitaliste européen, ne peut être autre chose que la lutte pour s'imposer sur le marché mondial à n'importe quel prix. On sait ce que ce prix signifie pour les travailleurs de Belgique, de nouvelles fermetures d'entreprises, des liquidations de milliers d'emplois et une exploitation accrue de ceux qui resteront au travail avec des exigences de productivité plus grande sous la menace du licenciement.

Le silence des "pouvoirs publics" au niveau national comme au niveau régional wallon ou flamand ou bruxellois, n'est pas le fait du hasard. Tous les changements en profondeur dans la structure économique de ce pays se font sans eux, ou en considérant leur appui tacite comme allant de soi. Pour cela, il importe peu aux De Benedetti, Davignon ou Suez qu'il y ait ou pas de gouvernement. Le gouvernement démissionnaire est le complice et le témoin de ces changements de pouvoir. Les protagonistes d'un futur gouvernement de centre gauche, et essentiellement les partis socialistes, sont eux aussi bien silencieux. A quoi sert-il de dire qu'il faudrait dans l'avenir des lois pour contrôler les manœuvres financières des multinationales, alors que la lutte pour le contrôle de la Générale se déroule maintenant sous leurs yeux ! C'est un constat d'impuissance devant le capitalisme.

suite page 2

Solidarité à la lutte des masses palestiniennes à Gaza et en Cisjordanie

La télévision nous a montré comment l'armée israëlienne mutile, assassine depuis des mois les populations de Gaza et de Cisjordanie. Les régimes dit de "démocratie bourgeoise" comme les dictatures les plus sanglantes ont honte de leurs crimes et les cachent par tous les moyens. Le pouvoir israëlien comme les américains au Vietnam, comme les nazis avec leurs camps d'extermination humaine, a toujours nié de tels faits. Au contraire, le pouvoir prétend libére les gens de la barbarie. Comment condamner ses propres soldats de ces faits quand, dans le gouvernement israëlien se trouve le ministre Sharon, instigateur du massacre de Sabra et Chatila, et si des soldats ont été arrêtés c'est sous la pression de la réprobation mondiale et d'une partie du peuple israëlien et sourtout pour le fait de se laisser filmer pendant leur séance de mutilation. Le gouvernement israëlien veut faire croire que c'est un cas isolé, comme font tous les gouvernements qui oppriment les peuples. Le capitalisme prétend être la forme la plus avancée de la liberté individuelle, des droits de l'homme, mais ne sait pas comment justifier la pratique contraire. Combien de crimes sont présentés comme simple bavure policière ou comme de la légitime défense.

Comment avoir la conscience tranquille en livrant des armes à la "contra" et dénoncer les crimes qu'elle perpètre. Comment le gouvernement belge et notamment dans le cadre de l'OTAN, peut condamner Israël et reconnaître le peuple palestinien sans perdre d'appui militaire pour l'OTAN. Pour rappel, le quartier général de l'OLP en Tunisie n'a pu être bombardé que grâce à l'appui total de l'OTAN.

Israël est une base militaire de l'impérialisme américain au sein du Moyen-Orient et le soutien financier y est totalement conditionné. Mais pour cela, il ne peut être question d'établir une paix juste, oùles juifs et palestiniens pourraient vivre en harmonie, Israël n'aurait plus la nécessité d'un armement aussi important, ni des liens actuels avec l'impérialisme. Pour mener cette politique, l'impérialisme s'appuie sur les tendances les plus réactionnaires, dont une partie est purement fasciste, et celles-ci ont une politique régionale propre nullement en contradiction avec son rôle de gendarme du Moyen-Orient : la surexplitation des travailleurs palestiniens, pour faire baisser les salaires des travailleurs israëliens, la dépossession des terres des palestiniens à Gaza et en Cisjordanie au profit d'une clique d'israëliens sous le couvert d'un intégrisme religieux. Pour faciliter cette politique, ils provoquent en permanence les palestiniens pour les obliger à fuir le pays. Déjà les meilleures terres sont dans les mains des colonisateurs.

Les palestiniens ont une longue histoire de lutte de libération, contre les Turcs, les Anglais et aujourd'hui Israël. La jeunesse porte en elle l'histoire de son peuple. Elle refuse un nouvel exil imposé par la barbarie. Les pierres de leur terre sont leurs armes, armes dérisoires, volant autour du monde et tombant sur la table du Pentagone.

Le peuple américain et notamment la communauté juive, est profondément choqué d'aider des alliés et des frères qui lui rappellent la gueerre du Vietnam et les crimes que leurs enfants ont perpétré. Une partie des Israëliens manifestent contre l'occupation et pour la création d'un état palestinien. Au sein de l'armée, des soldats refusent d'obéir aux ordres de répression de la population civile.

Il est possible dans l'avenir que pour maintenir la terreur sur les palestiniens, le gouvernement devra l'étendre aux israëliens. Dans quelques mois, les élections auront lieu aux Etats-Unis c'est cela qui pousse Schulz à voyager en Israël pour trouver une solution pour rendre plus acceptable aux yeux de l'Amérique l'occupation israëlienne. Il veut séparer les palestiniens des territoires occupés des palestiniens exilés, trouver parmi eux une autre représentation que l'OLP. Aucune marionnette ne s'est présentée.

L'OLP est et restera le seul représentant du peuple palestinien et toutaccord devra être négocié par lui, cela est l'expression de toutes les manifestations.

Le Parti Communiste de Belgique et le besoin d'une politique anticapitaliste et révolutionnaire

La grande majorité de la population de ce pays a profité des élections du 13 décembre pour condamner la politique de régression sociale du gouvernement Martens-Gol, qui a provoqué dans le pays une augmentationn de la pauvreté, et des conditions de vie de plus en plus précaires. En accordant aux Partis Socialistes près de 5% de voix supplémentaires, les électeurs ont démontré qu'ils rejettent le gouvernement et sa politique de malheur et qu'ils souhaitent un changement.

Dans les élections, la partie de la population qui a la possibilité de s'exprimer, est minime par rapport à celle qui a subi les conséquences de la politique gouvernementale. Les élections reflètent de façon lointaine, l'opinion de la population qui n'a pas beaucoup d'autres moyens d'expression. "Pays démocratique"... paraît-il ? Comment les gens peuvent-ils exprimer leur opinion ? Chaque fois que le gouvernement tombe, en allant voter. C'est tout.

Malgré que les Partis Socialistes, dans la campagne électorale, n'ont pas d'alternative sociale pour faire face à la crise capitaliste, ils ont augmenté considérablement leur voix. C'est pour une politique combative, radicale, de défense des intérêts de l'ensemble des travailleurs, et des plus démunis, de défense des acquis sociaux, des services publics, pour une politique socialiste que les gens ont voté.

Quand, au travers des élections, les PS-SP ont augmenté de 5% leur nombre de voix, sans avoir changé d'une virgule leur programme politique et économique, cela signifie que le climat social dans le pays est mûr pour des transformations sociales importantes que personne ne prend en charge, qu'il existe une force sociale considérable qui n'est pas organisée, et qui cherche une orientation, une direction que les partis socialistes et les syndicats ne donnent pas.

Les conclusions des élections du 13 décembre pour les organisations à gauche des partis socialistes, ne sont pas défavorables, même si le Parti Communiste a encore perdu des voix et n'a pas récupéré une représentation parlementaire. Il faut considérer l'augmentation des voix aux partis socialistes comme un progrès pour toute la gauche. C'est une démonstration que les travailleurs de ce pays, et encore, seulement ceux qui peuvent voter, ne sont pas découragés, mais cherchent par tous les moyens aussi limités qu'ils soient, à exprimer leur volonté de changement social.

Les partis socialistes ne répondent pas à leur attente. Les militants de la gauche socialiste, les délégués syndicaux, en majorité membres des partis socialistes, ont parfaitement conscience qu'il ne suffit pas d'être au gouvernement ou d'avoir plus de voix aux élections, mais qu'il faut aussi une politique de défense des intérêts des travailleurs, un programme anticapitaliste, une politique révolutionnaire.

Cette politique révolutionnaire, et ce programme anticapitaliste, ne peuvent être l'émanation que du Parti Communiste et des organisations à gauche du PS-SP. Et le Parti Communiste n'a pas non plus défendu ni aux élections, ni dans les luttes sociales, cette politique révolutionnaire, et ce programme anticapitaliste. La conclusion des pertes de voix aux élections successives est tout à fait simple. Il faut renouer coûte que coûte avec les principes de Lénine, et revenir à la lutte pour des changements révolutionnaires. C'est la seule issue pour que le PC récupère son influence, son autorité et par conséquent également son écoute parlementaire. Il ne faut pas chercher ailleurs la responsabilitef des pertes électorales.

La base d'appui la plus solide des partis socialistes et des communistes en Belgique et dans le reste du monde, est et reste la classe ouvrière, le prolétariat, et l'ensemble des travailleurs salariés. Les travailleurs, inclus les socialistes, n'ont que faire d'un Parti Communiste qui se dissout dans un Mouvement wallon, aussi populaire soit-il, ou qui se dissout dans quelque mouvement que ce soit en perdant son identité. La bourgeoisie en Belgique n'est pas plus wallonne que flamande, elle investit là où se trouvent ses intérêts financiers et économiques, c'est-à-dire ailleurs que dans ce pays. Le développement économique du pays n'intéresse pas les groupes financiers, les trusts et les holdings. Ce qui les intéresse, c'est le développement des technologies avancées, pour servir à l'exportation, et à augmenter leurs bénéfices. Pendant que les groupes financiers, et leurs défenseurs au gouvernement prospèrent, la population s'appauvrit. Les capitalistes n'ont aucun intérêt à développer le bien-être de la population et on en connaît les résultats sur les soins de santé, la vie communale, les services publics, etc...

Il ne faut pas s'adresser à 15% de l'électorat à gauche du PS, mais répondre aux besoins de l'ensemble de la gauche, de l'ensemble des travailleurs wallons et flamands. Cela veut dire également qu'il ne faut pas s'adresser seulement à des électeurs potentiels, mais à une base sociale qui agit, intervient, qui se bat et qui dépasse largement l'audience des PS.

La base d'appui essentielle du Parti Communiste étant la classe ouvrière et les travailleurs salariés, c'est vers elle qu'il faut se tourner et renouer avec l'activité militante du Parti vers les entreprises, dans tout le pays. Recréer des cellules d'entreprises, avec patience, refaire des interventions systématiquement aux portes des grandes entreprises, pas seulement à la veille des élections, mais devant chaque problème ponctuel, propre à l'entreprise, ou face aux problèmes internationaux, distribuer des tracts régulièrement, et développer beaucoup de discussions, d'argumentation, d'explications. Non seulement en gardant l'identité et la qualité des communistes de convaincre, mais en étant fiers de cette qualité et de cette identité. Et cela ne ressemble pas du tout à de l'héroïsme de militants qui nagent à contre-courant. Au contraire, en Belgique existe un courant qui n'est pas défavorable aux idéaux et aux objectifs communistes qui restent une nécessité pour l'humanité.

En 1917, l'Union Soviétique était le seul Etat ouvrier, après la guerre 40-45, 15 autres pays sont entrés dans le camp socialiste, puis il y a eu après 1960, le développement de révolutions coloniales qui ont fait basculer beaucoup de pays hors du camp capitaliste, dont l'Algérie, la Libye, ensuite il y a eu une succession de révolutions et de changements importants dans le monde dont la victoire du Vietnam et l'expulsion de l'impérialisme américain, la chute des dictatures militaires en Europe, en Espagne, en Grèce, au Portugal et également le développement de processus démocratiques ou révolutionnaires en Amérique latine, à Cuba, au Nicaragua, en Argentine, au Pérou. En Afrique, une série de révolutions ont chassé le colonialisme, en Angola, au Mozambique. Tout cela a bien changé la carte du monde depuis 1917. La Belgique est toujours capitaliste, mais on ne peut s'arrêter ni aux frontières wallonnes, ni aux frontières du pays pour considérer ce progrès du monde vers le socialisme. Et ces idées sont toujours nécessaires et réalisables aussi. Il faut avoir la confiance et la conviction que le Drapeau Rouge flottera un jour, rue de la Loi. Ce n'est pas qu'un beau rêve de révolutionnaire romantique, mais une nécessité pour le pays.

L'assemblée de la régionale de Bruxelles du PCB pose entre autres comme conclusion des résultats des élections du PCB : "La constitution d'un axe Rouge-Vert fondé sur une coopération Ecolo-SEP-PC, avec une partie de la gauche socialiste, des indépendants progressistes et alternatifs".

Cette proposition conduit à la dissolution du Parti Communiste dans un large mouvement progressiste. Il est indispensable que le Parti maintienne son identité, son activité indépendante, sa relation privilégiée avec la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs, en proposant un programme de transformations sociales, un programme anticapitaliste. Il est indispensable aussi qu'il maintienne et approfondisse ses liens avec le mouvement communiste mondial et avec l'Union Soviétique. Effectivement, à partir de cette conception, il est possible de s'intégrer dans un front de la gauche, dans un mouvement ou dans des alliances ponctuelles, mais sans se dissoudre comme Parti. Il ne faut pas être plus pacifistes que les pacifistes, plus antinucléaires que les Ecolos, ou plus féministes que les féministes, ou encore mettre son drapeau en poche quand on est délégué syndical, et être plus FGTBistes que la FGTB.

Nous avons la conviction que beaucoup de camarades partagent cette conception, tant à Bruxelles que dans le reste du pays. Les 52 voix obtenues par notre camarade sur la liste du PCB, mais aussi les très bons résultats d'autres camarades montrent que ce courant existe et qu'il est bien vivant dans le Parti et en dehors pour réanimer l'activité du PCB et en faire une organisation dirigeante, un centre politique qui tout en étant petit est capable de donner des idées, d'orienter la pensée des militants syndicaux, des militants politiques d'autres organisations pour sortir la Belgique de l'arrièrement dans lequel l'entraîne le système capitaliste.

EDITORIAL *Suite de la page 1*

Cette lutte pour la Générale n'est pas accidentelle, elle est une conséquence du krach boursier et de toute la crise financière qui a secoué le capitalisme mondial ces derniers mois. Les OPA (offres publiques d'achat) se sont multipliées : les gros poissons mangent les petits. Quand ils en ont besoin, les capitalistes sortent l'argent par centaines de milliards alors qu'ils disputent aux travailleurs de maigres millions quand ceux-ci réclament le rétablissement de l'index ou des adaptations de salaires ou le maintien de leur emploi. Les restructurations dont le capitalisme a besoin à cette étape de sa crise, se font en fonction d'enjeux mondiaux, ou de ce qui leur reste de domination du monde. Ils doivent aussi affronter la concurrence que représente le progrès des Etats ouvriers et des pays dits du tiers monde qui échappent à leur contrôle ou se rebellent contre leur domination.

On peut bien dire, en toute certitude, qu'il n'y a rien de bon à attendre pour les travailleurs de la guerre pour la Générale, dans laquelle le groupe De Benedetti est en train de l'emporter.

Cependant, celui-ci s'est targué dans ses intervieuws à la télévision, d'être en bons termes avec les syndicats et le Parti Communiste Italien. Il ne parlait que d'une petite partie des dirigeants de ces organisations, car il faut se rappeler les longues et dures grèves des travailleurs italiens contre les restructurations, contre la suppression de l'indexation des salaires, contre les "caisses de travail" qui distribuent le travail à la carte selon les besoins des grandes entreprises.

Il ne va pas en être autrement en Belgique, et ce sera encore pire car il n'y a plus aucune entreprise industrielle, dépendant de la Générale, qui soit de taille à résister dans la concurrence européenne et mondiale qui va devenir encore plus terrible ces prochaines années. Inévitablement, il y aura des restructurations, des liquidations de secteurs entiers décrétés non rentables dans la stratégie européenne des multinationales maîtres de la Générale, ou qui entreront en concurrence avec d'autres entreprises semblables de cette même multinationale et où on va liquider les moins intéressantes.

Les travailleurs des ACEC se sont rendus en délégation à l'hôtel de De Benedetti pour demander des garanties sur "l'avenir de leur entreprise". Quelle est la réponse ? Rien du tout ! Il faut discuter ce problème au sein même du mouvement ouvrier et bien voir que nous n'avons pas à espérer d'un capitaliste plus que d'un autre. Il y a une réponse à cette situation de plus en plus désastreuse et c'est la classe ouvrière qui est seule capable de la donner : c'est de mettre sous contrôle public, d'étatiser la Générale immédiatement ! Avant de poser la question de comment on pourrait y parvenir, il faut discuter que c'est bien cela qui est la seule issue pour le mouvement ouvrier, sans tergiverser plus longtemps sur les capacités de contrôle futur, d'un futur parlement européen, doté de futurs pouvoirs législatifs pour un hypothétique contrôle des manipulations financières des holdings et des multinationales. Ensuite, se pose le problème de comment y parvenir. Là il s'agit d'organiser le rapport de forces pour imposer cette solution et de s'unifier avec les travailleurs des autres pays d'Europe capitaliste pour élaborer en commun un plan de développement économique. On peut commencer déjà avec les travailleurs et les organisations syndicales des pays les plus directement concernés, l'Italie, la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne. Quelle concertation a déjà eu lieu entre les travailleurs

Suite page 6

A propos de la fonction du trotskysme

J. Posadas
4 juillet 1978

Présentation

Ce texte de J. Posadas est extrait du livre "La Pensée Vivante de Trotsky" qui sera bientôt réédité par l'Edition Science Culture et Politique. Il définit clairement ce que représente aujourd'hui la continuation de la pensée de Trotsky et comment le posadisme se situe vis-à-vis du vieux mouvement trotskyste.

Ce sont des définitions et des précisions nécessaires au moment où la discussion se développe en Union Soviétique pour renouer avec les premières années de la Révolution russe et comprendre la fonction de tous les dirigeants bolchéviques, réprimés ou liquidés par le stalinsime et dont la pensée et les actes, en particulier dans le cas de Trotsky, ont été complètement défigurés, trahis, effacés de l'histoire officielle pendant des dizaines d'années.

Le vieux mouvement trotskyste, pour toutes les raisons expliquées par Posadas dans ce texte, n'a pas eu la force ni la capacité de se préparer pour comprendre le processus actuel de la regénérescence partielle dans les états ouvriers. De ce fait, il a continué à critiquer la politique soviétique comme si le stalinisme en était encore la direction. Il n'a pas aidé non plus à faire comprendre la fonction de Trotsky dans la révolution elle-même et dans le développement de la pensée marxiste actuelle. C'est ainsi que des Basmaniov et Vassetsky, spécialistes de la vieille bureaucratie soviétique en ce qui concerne les mensonges sur Trotsky et le trotskysme, ont trouvé des points d'appui dans les positions du vieux trotskysme, pour étayer leurs mensonges.

Mais la perestroika et la glasnost ne peuvent s'accomoder de ce genre d'analyse car elles n'apportent aucune compréhension de ce que Trotsky et le trotskysme ont signifié et signifient réellement dans le mouvement révolutionnaire mondial et en URSS. Ce texte de Posadas, ainsi que le livre "La Pensée Vivante de Trotsky" situe le trotskysme d'aujourd'hui comme une partie intégrante du mouvement communiste qui contribue à retrouver et développer la méthode de pensée marxiste qui a été enterrée par 40 ans de stalinisme et que les communsites soviétiques et dans le monde cherchent à remettre sur ses pieds. Pour cela, il est très important de continuer à remplir les pages blanches de l'histoire de l'URSS et du mouvement communsite dans son ensemble.

La pièce de théâtre de l'écrivain Chatrov, dont "Temps Nouveaux" publie des extraits, est très significative à cet égard. Nous saluons chaleureusement la préoccupation qu'elle exprime pour comprendre la vérité historique et considérer Trotsky comme un dirigeant bolchévique révolutionnaire qui a pris une part très importante à la révolution et à la construction de l'état ouvrier dans ses premières années. Toute la vie de Trotsky a été consacrée à la même tâche et aux mêmes objectifs et bientôt les dirigeants soviétiques le reconnaîtront parce que c'est une nécessité pour approfondir la perestroika, étendre le programme communiste de l'état ouvrier à l'ensemble du monde.

Le processus actuel de la révolution permanente n'est pas le même que celui défini par Trotsky. Trotsky le définissait pour la Russie de son époque. Il revenait aux marxistes qui suivaient Trotsky de déterminer les étapes postérieures. Aucun parti communiste ne s'est préoccupé de le faire. Notre vieux mouvement de la IVe Internationale ne l'a pas fait non plus, c'est une des raisons pour lesquelles il s'est dissous. Le fait de ne pas s'intéresser à ces problèmes essentiels indiquait sa faiblesse, sa fragilité théorique et politique.

Le courage ou la décision politique révolutionnaire ne signifie pas nécessairement une capacité programmatique. On peut avoir une grande volonté de lutte, mais c'est le programme qui doit définir l'orientation de cette volonté, sinonn celle-ci s'appuie sur le vide. Rien qu'en lisant les journaux, on peut voir un grand nombre de mouvements révolutionnaires qui s'occupent des problèmes actuels. Entre autres : le Mozambique, l'Angola. Ces pays n'ont rien, mais ils possèdent une immense volonté de progrès culturel, politique et scientifique. Le Mozambique est une expression de ce processus de l'histoire.

Les pays les plus arriérés économiquement atteignent le niveau le plus élevé de progrès historique. Par exemple, l'Ethiopie. Avant la révolution, le négus donnait de la nourriture spéciale à ses chiens et à ses lions, qu'il faisait venir d'Australie, alors que les Ethiopiens ne savaient même pas ce qu'était de la viande. Cet âne de Hailé Sélassié avait obligé à enseigner dans les écoles que la terre était carrée. Il y avait à cela une certaine raison : il concevait les formes de la terre en fonction des formes de sa pensée... Ces exemples permettent de comprendre quel était l'état arriéré de ce pays. Et en deux ans à peine, l'Ethiopie est parvenue à constituer des milices ouvrières chargées d'apprendre à lire et à écrire. Il n'y a aucun conflit pour des problèmes de ravitaillement. Les paysans ne disent pas, contrairement à ce que concevait le capitalisme : "je veux ma terre, je veux ma terre". Voilà le progrès de l'histoire ! ces processus ne décident pas par eux-mêmes le progrès de l'histoire, ils n'en ont pas la force économique, ni militaire, ni sociale. Mais ils montrent comment il faut déterminer le cours de l'histoire. Sans l'Union Soviétique, que tout ceci n'existerait pas.

Le capitalisme s'est basé sur l'intérêt de propriété privée pour contenir l'avance de la révolutionn socialiste. La propriété privée semblait l'instrument pour résoudre les problèmes de la faim, de la société, de la famille et de la vie. Mais les paysans d'Ethiopie, de Madagascar, du Mozambique ou du Vietnam décident de surmonter leur arrièrement sans se disputer et en cherchant à développer l'économie au travers de leur propres élévation culturelle et scientifique. Voilà les problèmes que l'histoire pose actuellement. Le rapport de forces mondial est tel que l'immense majorité de l'humanité, unie aux Etats ouvriers, dirige le progrès de l'histoire. Le capitalisme mène au décès de l'histoire...

Ce ne sont pas les armes, mais bien les idées, le programme, la politique - moyens militaires y inclus - qui décident de l'histoire. Les moyens militaires ne sont pas une condition pour progresser. Le peuple d'Angola est sans armes, sans armée, et même sans chaussures, mais il a une volonté immense de développer la société. En Chine, en Angola, au Laos, à Cuba, au Mozambique, en Libye, en Algérie, il n'y a pas de dispute pour la terre. Les paysans, de leur propre initiative décident d'organiser des coopératives et un travail collectif. La paysannerie n'a plus la mentalité stupide qu'elle avait à l'époque de Marx. Elle a acquis une intelligence qui lui a été transmise grâce à l'assurance émanant des Etats ouvriers. Les paysans ne se sont pas élevés sur un plan culturel, mais ils ont avancé sur le plan social sous l'influence des Etats ouvriers, et leur acceptation de ce progrès se transforme en une élévation culturelle de leur part.

Tel est le cours de l'histoire. Les Etats ouvriers doivent l'accompagner, prendre des initiatives pour le développer : c'est très différent de l'époque de Trotsky. Il existe encore une bureaucratie, mais pas de stalisme. Le stalinisme, cela signifiait une direction sociale, une politique, un objectif contre-révolutionnaire d'alliance avec le capitalisme contre la révolution. La bureaucratie, c'est un pouvoir bureaucratique. Le stalinisme ne pouvait pas changer. Il fallait l'écraser. La révolution l'a fait. Staline a disparu - peu importe la façon dont il est mort, si c'est par balles, par empoisonnement ou par mort naturelle - parce qu'il n'était pas nécessaire dans l'histoire. Dans ces cas, assassinats ou suicides corresppondent à des nécessités de l'histoire. L'histoire enregistre simplement que Staline n'est plus là. Staline a disparu. Il n'était pas nécessaire. La bureaucratie qui a suivi Staline a dû supprimer le stalinisme. La destruction des statues de Staline dans tous les Etats ouvriers indiquait la volonté et l'intelligence ces masses. Lorsque les nazis envahirent l'Union Soviétique, les masses ne se sont pas jointes à eux pour se débarrasser de Staline. Elles ont mis les nazis en déroute et ensuite, elles ont liquidé Staline. C'est une preuve de l'immense intelligence des masses.

Les paysans montrent, par leur attitude dans le problème de la terre, qu'ils tendent vers la production collective. Les masses soviétiques ont mesuré avec intelligence le devoir historique qu'elles avaient à accomplir. L'invasion nazie menaçait d'écraser l'URSS, instrument du progrès de l'histoire même s'il avait à sa tête une direction contre-révolutionnaire et réactionnaire. Face à cela, les masses soviétiques ont écrasé le nazisme, développé l'Etat ouvrier et d'autres révolutions. Ensuite, elles ont écrasé Staline. Elles exprimaient ainsi une des attitudes les plus intelligentes de l'histoire. L'Etat ouvrier est seul capable de produire cette intelligence car il est le seul à pouvoir orienter la pensée de cette façon. Les relations sociales qu'il engendre permettent de créer de telles idées et une telle conduite.

La bureaucratie postérieure à Staline se trouva confrontée à l'élévation économique de l'URSS et à la structuration de sa puissance, de sa supériorité face au capitalisme. D'autre part, le développement même de l'économie posait la nécessité d'une coordination et d'une planification plus harmonieuses. La direction du Plan doit conduire celui-ci en harmonie avec les nécessités de l'Etat ouvrier. Sans cette harmonie entre la nécessité et la planification, il se produit une paralysie. Le plan économique exigeait l'extension de l'Union Soviétique.

L'URSS doit s'étendre pour vivre et elle doit s'harmoniser avec le reste du monde. Autrement, l'économie de l'Etat ouvrier stagne. Le développement de celui-ci n'étant pas seulement économique mais aussi social, il doit promouvoir et impulser la révolution. Tout en faisant l'apologie de la direction bureaucratique. Brejnev doit appuyer la révolution, et non la contre-révolution. Il doit appuyer le Vietnam, l'Angola et Cuba, même s'il le fait au nom "de la paix et de la détente". Sans cet appui, ces pays auraient été écrasés pas l'impérialisme.

Il n'en était pas de même à l'époque de Staline. Aujourd'hui, le développement se fait à l'opposé de l'époque de Staline. L'Etat ouvrier a besoin de s'étendre au monde entier pour vivre, sinon son économie stagne. Sa conduite politique est déterminée par cette nécessité.

Les partis communistes n'ont aucune expérience historique. Ils sont comme des enfants, vaillants et décidés, qui n'ont pas suivi les premières années scolaires et sont obligés d'assister aux cours supérieurs sans apprentissage antérieur. Ces cours supérieurs sont ceux de la lutte contre le système capitaliste : ils doivent se poser ce problème, sans apprentissage préalable. Ils n'ont eu aucune préparation à l'étape de Staline. Ils devaient s'adapter aux alliances avec le capitalisme. Le marxisme était absent, la rationalité ignorée, la dialectique méconnue.

Ce n'est que maintenant que les partis communistes sont en train d'apprendre à vivre ces problèmes, les directions bureaucratiques ou conciliatrices des partis communistes n'ont pas les mêmes failles historiques que Staline, parce que la base, le prolétariat, le développement des rapports de forces mondiaux sont favorables à la révolution. De toute évidence, l'humanité requiert les transformations sociales pour progresser...

Le vieux trotskysme devait envisager tout cela. Il ne s'est pas préparé pour comprendre tous ces problèmes. Il croyait à une politique, à un programme et à un objectif qui se sont démontrés irréalisables : entre autres "l'entrisme". (ndlr : politique consistant à entrer dans les partis communistes ou socialistes pour en détacher un courant et le gagner au mouvement trotskyste). On ne doit plus parler d'entrisme aujourd'hui. C'est une politique sans perspective et sans nécessité. Les rapports de forces sont clairs et catégoriques : capitalisme ou Etat ouvrier. L'affrontement se précise de plus en plus : système contre système.

L'Ethiopie n'a aucune importance sur le plan économique. Elle produit du minerai, du café, certains autres produits agricoles. Mais elle est un centre d'influence révolutionnaire et un exemple pour l'Afrique. Elle n'est pas seulement un centre stratégique. Ce n'est pas juste de parler de la Mer rouge, de la Corne d'Afrique comme d'une zone stratégique. La mer est rouge... car elle sert de voie de transport de la révolution socialiste.

Suite page 4

A propos de la fonction du trotskysme

Cette zone a une certaine importance stratégique, mais ce n'est pas cela qui décide. On n'est plus à l'époque des croisades. La stratégie navale ne s'établit pas seulement sur la mer, mais également au-dessus et en dessous. Les sous-marins chargés de missiles peuvent envoyer un coup au derrière de Carter, sur un simple coup de bouton. Les Soviétique eux-mêmes disent que la stratégie n'est pas déterminée en fonction des unités navales, mais par la capacité d'employer les armes atomiques. La mer a toujours une certaine importance, mais elle a perdu son rôle stratégique fondamental, car une seule arme atomique suffit à détruire toute une escadre.

La Mer rouge n'est pas un centre essentiel de stratégie militaire. Par contre, elle est fondamentale pour la stratégie révolutionnaire. L'impérialisme escamote la réelle fonction de l'Ethiopie en disant que c'est un lieu stratégique militaire. Non. C'est un point stratégique révolutionnaire qui influence toute l'Afrique, alors que l'Ethiopie était un des pays les plus arriérés du continent. On peut imaginer le niveau culturel de ce pays quand on enseignait dans les universités que la terre était carrée.

Le trotskysme a d'autres tâches à accomplir. La révolution progresse. L'appui donné par l'Etat ouvrier à l'Ethiopie, à l'Angola, au Vietnam, est un appui à la révolution. C'est un appui anticapitaliste, même s'il est accordé bureaucratiquement. Les communistes sont prêts à s'allier avec n'importe qui, mais ils considèrent sans importance l'alliance de l'URSS avec l'Ethiopie, l'Angola, Madagascar. Or, c'est justement le fait qu'elle ne peut plus s'allier avec le capitalisme qui définit aujourd'hui l'Union Soviétique.

Le trotskysme a une autre tâche à accomplir maintenant. Il s'agit d'une autre phase de la révolution permanente et de la révolution politique. On ne peut pas confondre Staline qui envoyait des tanks contre la révolution et Brejnev qui envoie des tanks pour soutenir la révolution. Notre tâche est de monter sur le tank qui va impulser la révolution, de discuter avec ceux qui les conduisent et de leur dire s'il vaut mieux faire ceci ou cela. Il faut faire sauter les tanks contre-révolutionnaires.

La tâche du trotskysme est différente aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous nous appelons Posadistes. La révolution politique ne constitue plus l'objectif. Le but est d'en finir avec le système capitaliste. L'objectif de Trotsky n'était pas de se venger de Staline mais d'écarter l'entrave que celui-ci représentait pour le développement de la révolution. C'est cela qui est en train de se faire maintenant ! Si notre fonction est nécessaire, c'est parce que les partis communistes et les Etats ouvriers n'ont pas de politique ni de programme conséquents. Ils ont des conceptions bureaucratiques, des conflits internes qui les empêchent de poursuivre cette tâche sans interruption. Cela permet au capitalisme de survivre et de causer beaucoup de dommages dans l'histoire et d'en retarder le progrès. Les vieux trotskystes ne comprennent pas cela.

L'Amérique du Nord est un exemple de la lenteur du progrès historique. Il n'y a pas de parti ouvrier dans ce pays. Les syndicats sont dirigés par une mafia d'assassins. Le prolétariat n'a pas d'instrument politique. Il ne peut donc s'exprimer et ce processus se fait plus lent.

En France, le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont une volonté de combat, mais ils ont un programme, des objectifs, une vie politique très limités. Ils doivent apprendre comment se développe le processus mondial de la révolution, comment se mène la lutte en vue du progrès. La plupart des partis communistes d'Europe sortent "l'eurocommunisme", au moment même où il y a une centralisation croissante des luttes et du progrès de l'histoire. C'est absurde ! C'est comme si Archimède faisait un trou dans sa baignoire pour laisser partir l'eau, avant d'en sortir pour crier Eurêka. Il aurait crié pour rien. Ces partis communistes crient pour rien. Ils crient dans le vide.

Ce processus de l'histoire est porteur d'un progrès qui ne s'exprime pas dans "l'eurocommunisme", mais bien dans la centralisation, la correction de la bureaucratie. Comment comparer Brejnev à Staline ou à Krouchtchev ? Il faut voir qu'il y a trois points révolutionnaires dans la nouvelle Constitution soviétique. Le premier dit que la fonction historique de l'Union Soviétique est d'étendre le socialisme à l'échelle mondiale (Staline avait supprimé ce point établi par Lénine). Le second dit que l'Union Soviétique appuie tout mouvement de libération nationale et sociale. Le troisième dit que c'est le Parti et non le gouvernement qui détermine la politique de l'URSS. Cela va contre la bureaucratie ! Comment rester insensible à un tel progrès ? Il est limité, sans aucun doute. La fonction des syndicats y est ignorée, par exemple. Mais ces trois points l'emportent sur toutes les limitations.

Un autre aspect fondamental, c'est que, lors de l'élaboration de la nouvelle Consitution, ils ont discuté le principe "à chacun selon ses besoins". Brejnev a été obligé de dire, en plein débat, que le moment n'est pas encore venu de poser ce principe. Il a dû se prononcer ainsi parce qu'un secteur très important de la direction propose d'appliquer ce principe dès maintenant. Brejnev était contre, mais il a simplement dit : "ce n'est pas le moment"... ; donc,, ils discutent déjà de ce moment.

Le vieux trotskysme peut-il rester insensible à tout cela ? Il doit sentir qu'il y a là un progrès, qu'il faut l'aider à acquérir des formes programmatiques. Il ne faut pas se consacrer à combattre la bureaucratie soviétique, mais à combattre le capitalisme. Cette avance va faciliter tous les changements et les progrès qui sont encore nécessaires en Union Soviétique et dans tous les autres Etats ouvriers.

Le vieux trotskysme ne discute pas de tous ces problèmes. Il discute en fonction de préoccupations particulières d'un groupe ou l'autre. Ils sont tous à un niveau politique très arriéré. En France, par exemple, le groupe de "Rouge" a convoqué une réunion avec tous les dissidents, qui sont des bandits, des types antisoviétiques, anticommunistes. Ces individus ne représentent qu'eux-mêmes. Ils mesurent la démocratie en fonction de ce qu'ils peuvent dire ou non personnellement, et non en fonction du progrès de l'Etat ouvrier.

L'Union Soviétique donne des armes à l'Indochine, au Mozambique, et affronte les Américains. On ne laisse certes pas parler des types comme Bahro, en RDA. Mais ces idiots de Bahro et cie ne disent pas que c'est bien pour l'URSS et la RDA d'avoir appuyé la lutte contre l'impérialisme yankee. Ils disent seulement qu'on ne les laisse pas parler, eux. Les masses allemandes disent : "tant mieux pour nos oreilles"...

Le vieux trotskysme a abandonné sa fonction dans l'histoire. Nous ne sommes pas "le nouveau trotskysme". Cela n'a rien à voir. Nous sommes la représentation consciente, pour aujourd'hui, de l'instrument que fut Trotsky à son époque. Il faut se demander quelle est la fonction du trotskysme aujourd'hui, de la même manière qu'on se demande quelle est la fonction du léninisme.

Nous ne considérons pas que le léninisme est dépassé, qu'il ne sert plus. Il est toujours complètement valable. Le programme et la tactique changent. Mais la conception de Lénine se maintient intégralement. Ceux qui parlent de changer ne cherchent pas à changer la tactique ou le programme, mais Lénine lui-même ! Lénine, c'est le Parti qui a pris le pouvoir. Lénine, cela veut dire détruire le pouvoir capitaliste, éliminer tout pouvoir bourgeois et construire les organes de direction du parti avec les masses. Ceux qui veulent des changements proposent le pluralisme, à la place de Lénine, c'est-à-dire, une alliance entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est une chose irréalisable.

L'histoire ne peut progresser en combinant le socialisme et le capitalisme. Ce sont deux éléments antagoniques. L'histoire ne fonctionne pas ainsi. Croire cela est une chose insensée, une attitude ignorante du processus de l'histoire. D'où vient ce manque de logique, cette ignorance, de la part de gens qui ne manquent pas d'intelligence ? C'est une peur devant le processus révolutionnaire de l'histoire, une peur sociale et non individuelle. D'autre part, c'est aussi le résultat du manque d'expérience historique du parti communiste. Notre fonction consiste à transmettre et développer cette expérience.

Nous sommes des communistes qui ne sont pas dans le parti communiste. Mais nous devons accomplir la fonction que nous sommes en train d'accomplir et ne pourrions le faire en entrant dans un parti communiste. Trotsky aurait pu être vice-président de l'Union Soviétique, mais alors il ne serait plus Trotsky. Il faut continuer cette tâche que menait Trotsky et pour laquelle il fut assassiné. Le vieux trotskysme ne s'est pas préparé pour cela, il n'a pas mené la vie politique, culturelle, programmatique nécessaire et il garde toujours la vieille conception : "... et la révolution permanente ?... et la révolution politique... ?".

L'élimination de Staline fut un des points essentiels de la révolution politique. Le centre du pouvoir stalinien fut brisé. Nous ne sommes pas les concurrents des partis communistes, nous sommes communistes comme eux. Nous croyons qu'il est nécessaire de mener la politique que nous proposons. Mais le parti communiste a la force et le pouvoir. Il s'est structuré de façon empirique et opportuniste et agit encore empiriquement. Notre devoir est de les aider, sans agir avec dogmatisme, mais comme des membres du parti communiste qui doivent accomplir cette fonction en dehors du parti. Autrement, nous ne pouvons pas l'accomplir. Nous devons augmenter notre capacité numérique et politique afin de pouvoir exercer cette fonction.

Nous ne sommes pas un instrument de protection. Nous sommes un élément nécessaire au progrès de la vie des partis communistes. Nous devons rester séparés d'eux sans quoi nous ne pouvons accomplir cette tâche. Les vieux trotskystes pensent encore que l'objectif consiste à lutter contre la bureaucratie, pour la révolution politique et ils considèrent que la révolution politique exige le renversement de la direction soviétique. Ils ne voient pas que la révolution politique se réalise quand les troupes cubaines vont en Angola et au Mozambique. La finalité de Trotsky n'était pas de se venger de Staline. Il voulait la révolution politique pour impulser la révolution mondiale. Ces vieux trotskystes ne voient rien de tout cela.

Je suis trotskyste depuis 1935. Je suis le seul qui s'est maintenu, depuis l'étape du début du trotskysme. Tous les autres sont partis. Je suis d'origine ouvrière. Cette étape de l'histoire permet déjà au prolétariat d'accomplir la fonction de direction intellectuelle et programmatique et de ne pas rester une force qui a simplement un grand poids social. Les dirigeants d'Angola, du Mozambique font la même chose que nous. En lisant Samora Machel, on croirait parfois lire Posadas. Ce n'est pas parce qu'il nous copie, mais parce qu'il raisonne comme nous. Il en est de même pour Agostinho Neto, ou les Vietnamiens. Ils font des raisonnements similaires aux nôtres. Ils arrivent à une conclusion très importante et profonde, entre autres, quand ils acceptent le principe "à chacun selon ses besoins". Ils l'acceptent parce qu'ils comprennent la possibilité sociale de l'appliquer, même sans en avoir les moyens économiques. Ceux qui croient qu'il faut d'abord créer des bases économiques suivent un raisonnement arriéré, individuel. Quand il existe une vie de parti qui exerce une influence communiste intense, on accepte comme quelque chose de logique le principe de la distribution "à chacun selon ses besoins".

Le vieux trotskysme ne comprend rien à cela, les partis communistes non plus.. Ce sont les nouveaux communistes qui agissent ainsi. Cunhal, par exemple, développe des idées très bonnes et importantes. C'est un communiste qui vit les expériences. Nous ne sommes pas d'accord avec certaines de ses positions, mais il exprime un amour communiste supérieur à tous les autres dirigeants communistes. Le vieux trotskyste, ainsi qu'une partie du mouvement communiste mondial, ne comprend rien à cela. Ils considèrent le parti comme une source de pouvoir. Or, le parti n'est pas seulement un instrument pour le pouvoir. C'est unn instrument pour le progrès de l'histoire dont la lutte pour le pouvoir fait partie.

4 juillet 1978
J. POSADAS

La perestroika et la regénérescence partielle en Union Soviétique

(Extrait de "Voz proletario" – Journal de la Section Argentine de la IVe I. Pos.)

La perestroika est une expression de la regénérescence partielle en URSS, que J. Posadas avait prévue et analysée dès les années 60. C'est en 1970 que Posadas a donné la définition précise des formes adoptées par le processus de révolution politique dans les états ouvriers, en le qualifiant de regénérescence partielle. Mais les bases de cette analyse résident déjà dans la défaite nazie à Stalingrad et les changements qui s'en sont suivis.

Ces changements se sont accélérés depuis la chute de Kroutchev, que Posadas analysait comme une nouvelle étape non seulement de l'URSS, mais de toute l'histore humaine. Et ce mouvement débouche maintenant sur la perestroika qui exprime une phase de concentration beaucoup plus élevée.

La régénérescence partielle, cela veut dire qu'il s'agit de surmonter plus de 40 ans de stalinisme, qui a signifié l'élimination de toute vie théorique et politique du Parti Bolchévique et, par conséquent, de sa fonction de guide pour le progrès socialiste. La vie et la conception d'appareil ont remplacé la pensée scientifique de Marx, Engels, Lénine. Ce n'est pas par hasard qu'onn'a pas encore entièrement recours au Parti pour résoudre les problèmes causés par l'existence de la bureaucratie, que ce soit au plan économique, social ou culturel. On donne encore de l'importance à des "experts" en économie ou à des technocrates qui prennent des positions étrangères aux nécessités socialistes, comme l'économiste Smielof qui dit que l'URSS doit s'habituer à l'existence d'un certain nombre de chômeurs.

Ce processus doit s'appuyer sur la vie marxiste du parti

la perestroika représente une phase élevée de ce processus, non parce qu'elle se le propose consciemment, mais parce qu'elle doit s'appuyer inévitablement sur tous les progrès accomplis antérieurement par l'URSS dans son soutien à la révolution et aux mouvements révolutionnaires du monde. Elle est plus complexe parce qu'elle affronte les problèmes les plus ardus des changements intérieus nécessaires en URSS. Le progrès énorme réalisé par l'URSS dans le camp de la révolution mondiale doit trouver sa correspondance dans des progrès internes. L'économie, la structure interne, toute la société soviétique doit se préparer à l'affrontement avec l'impérialisme qui prépare la guerre.

Tout ce processus de retour au marxisme, de changements intérieurs, n'a pas de direction consciente. Pour être conscient il devrait s'appuyer sur le Parti, sur le fonctionnement et la vie marxiste du Parti, sur sa fonction de guide de la société. Autrement, il s'exprime de façon contradictoire.

La perestroika montre des facettes différentes au plan économique, politique, militaire. Il y a des manifestations et progrès, d'avance de la structure et de la fonction de l'URSS. Une des raisons essentielles est dans le fait que les changements proposés sont l'objet d'une discussion et d'une polémique publiques comme il n'y en avait plus en URSS depuis l'époque de Lénine et Trotsky. Ils n'ont pas la même profondeur, mais ils englobent les aspects les plus importants des problèmes de cette étape historique. Afanassiev l'exprime en partie quand il affirme, dans un article des "Nouvelle de Moscou" qu'il faut discuter le passé, certes, mais pour comprendre comment le stalinisme a affecté les principes du socialisme.

La démocratie socialiste mettra en évidence la conscience sociale des masses

Les prises de positions d'Afanassiev expriment un certain niveau,les réformes économiques en expriment un autre. Ce processus se déroule de manière inégale, par manque de direction et de discussion basée sur le marxisme et sur l'expérience de l'histoire. Mais les tendances qui vont décider sont celles qui veulent résoudre les problèmes en revenant aux principes léninistes, c'est à dire en considérant la conscience sociale des masses comme le moteur irremplaçable du progrès de l'état ouvrier. Cette conscience des masses a montré sa valeur pendant les 7 premières années d'existence de l'Union Soviétique, qui a triomphé du siège du capitalisme mondial; elle l'a montré aussi au moment de l'invasion nazie, alors que la politique contre-révolutionnaire de Staline mettait en danger les fondements de l'état ouvrier; il en était de même pour la révolution chinoise, yougoslave etc... Le progrès requis par la structure du camp socialiste doit s'appuyer sur la conscience sociale des masses soviétiques et sur leur capacité d'intervention pour diriger la société au travers du parti et des autres organes de l'état ouvrier. Toute tentative de s'appuyer sur le stimulant matériel, sous quelque forme que ce soit, va échouer. Toutes les expériences l'ont montré, que ce soit en Pologne, à Cuba, ou même en URSS.

L'application de l'autonomie financière des entreprises peut entraîner une augmentation de la production ou de la productivité dasn certaines branches industrielles, mais elle va tendre, au plan global, à accroître les inégalités sociales et elle va entrer en conflit avec la planification centralisée. L'état va continuer à contrôler ce qui se produit et combien, en tenant compte des besoins. Donc, les usines qui pourront offrir au marché une production excédentaire, du fait de leur plus grande capacité, devront trouver des acheteurs. Cette production trouvera des débouchés parmi certains secteurs sociaux qui ont un meilleur pouvoir d'achat. Cela va entrer en conflit avec la nécessité de l'économie socialiste d'arriver à une augmentation générale du pouvoir d'achat de toute la population et de tendre vers la distribution "à chacun selon ses besoins". Mais à côté de ces aspects contradictoires, le développement de la cémocratie socialiste est une garantie pour empêcher toute régression, et aussi pour trouver les justes solutions requises par le progrès socialiste. On va mettre en lumière que la majorité des problèmes de faible productivité ou d'inefficience sont dûs, non à des faiblesses technologiques, mais à la mauvaise organisation sociale du travail, par exemple, aux administrateurs et gérants qui n'accomplissent aucune fonction, comme cela est dénoncé dans certaines usines où s'applique la réforme.

Ce processus est inégal et combiné et il faut y intervenir avec des idées qui tendent à élever la fonction dirigeante de la population. La polémique provient surtout de la vieille bureaucratie moyenne; celle-ci ne s'oppose pas aux changements mais elle veut en être l'administrateur. Comme elle ne peut plus s'y opposer comme avant, elle essaie de s'adapter et elle accentue touts les aspects du stimulant individuel pour se créer une nouvelle base sociale d'appui. Mais c'est une chose impossible à faire aujourd'hui parce que la bureaucratie n'est plus en conditions de se reproduire comme à l'époque de Staline et de Kroutchev.

Les problèmes créés par la planification bureaucratique ne peuvent se résoudre qu'au travers de l'intervention des masses pour développer scientifiquement cette planification. Et celle-ci doit s'appuyer sur un principe théorique fondamental : on ne peut construire le socialisme dans un seul pays.

Cette discussion est à nouveau à l'ordre du jour. On se remet à discuter de Trotsky. Quand Afanassiev se réfère aux torts causés par le stalinisme aux principes socialistes, il pose ce problème, même sans le dire. L'économie soviétique ne pourra dépasser l'économie capitaliste sans une élévation et une extension de l'ensemble des pays socialistes. En dernière instance, l'extension de l'économie planifiée est une condition sine qua non pour le progrès de l'URSS. Et pour cela, le progrès mondial de révolution est nécessaire.

Même si Afanassiev ne dit pas que le mal essentiel du stalinisme est d'avoir détruit le Parti, toute son analyse mène à cette conclusion quand il dit : "sans cette discussion, nous ne comprendrons jamais les racines de la faible productivité du travail, de la perpétution des files et du déficit de l'économie souterraine". D'autres vont poser cette discussion si luimême ne le fait pas. On va rediscuter la fonction du Parti. Il est impossible de se baser sur le stimulant moral sans construire le Parti comme l'instrument irremplaçable pour organiser les masses. Sans faire de volontarisme, on doit tirer la conclusion de la manière dont s'est accompli le progrès de l'histoire. C'est le Parti qui élève la conscience sociale révolutionnaire des masses.

Suite page 6

La Pologne après le referendum

Les résultats du referendum organisé par le gouvernement polonais ont été présentés par la presse occidentale comme un désaveu de la population vis-à-vis de la politique de Jaruzelsky. Et d'attendre fébrilement de grands mouvements de grève contre la réforme des prix. Ils attendent toujours. S'il ne s'est rien passé, ce n'est pas parce que les gens ont peur ou sont démoralisés, mais parce que, une fois encore, les masses polonaises font preuve d'une grande conscience politique et d'une adhésion profonde à l'état ouvrier.

Tout d'abord il convient de remettre en place certaines idées fausses sur le referendum lui-même. Une forte majorité des électeurs y a pris part, 70% environ. Ce fait montre déjà que les masses n'ont pas suivi les consignes d'abstention de Solidarnosc, alors qu'elles étaient entièrement libres de voter ou non. Ce résultat s'est même retourné contre Solidarnosc en provoquant la crise parmi ses membres, dont la section de Varsovie a décidé de participer dorénavant à tous les processus électoraux organisés par le pouvoir socialiste.

D'autre part, il y avait deux questions dans le referendum. Si la première – concernant la hausse des prix – a reçu une majorité de réponses négatives, la deuxième - concernant des propositions de développement de la démocratie socialiste – a reçu une forte majorité de réponses positives. De plus, la majorité de Non à la première question est par rapport au nombre d'électeurs et non au nombre de votants.

Les masses polonaises ne se sont certes pas toutes exprimées dans ce referendum. Nous considérons d'ailleurs que ce n'est pas la forme la meilleure pour organiser l'intervention des gens, car après le vote dans le referendum, chacun rentre chez soi et n'a pas d'autre lieu, d'autre moyen pour faire entendre en permanence son jugement, ses propositions, ses critiques pour faire avancer l'état ouvrier. La démocratie socialiste doit fonctionner en permanence, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les organisations du Parti et des syndicats. C'est pour demander cela que les gens ont voté massivement Oui à la deuxième question. Mais en même temps, ils ont manifesté leur adhésion à l'état ouvrier et leur soutien critique à la direction de Jaruzelsky en émettant des réserves quant à la réforme économique en cours.

L'état ouvrier en Pologne souffre, plus que l'Union Soviétique, des effets de la crise capitaliste mondiale, du fait de son grand endettement envers les banques capitalistes et les mesures de réforme économique n'ont pas assez envisagé comment rompre avec cette dépendance et renforcer tous les liens avec les autres pays socialistes. Il y a aussi le poids important du secteur privé agricole qui se maintient et fait pression sur les conditions et les prix des produits alimentaires. L'autonomie accrue des entreprises et la possibilité de liens directs avec des entreprises capitalistes augmente les disparités et les inégalités entre les branches d'industrie, les différentes régions dans la mesure où la planification de l'état n'est pas assez sous le contrôle et la critique constante de la classe ouvrière. L'auto-gestion en elle-même n'est pas la démocratie socialiste, et elle risque de créer de nouveaux intérêts particuliers, tout en voulant lutter contre la bureaucratie. Il n'y a pas de collectifs de travailleurs qui fonctionnent comme en Union Soviétique. C'est pour cela que la demande massive de démocratie socialiste de la part de la population dans le referendum est très importante et c'est la garantie pour permettre le progrès économique socialiste de l'état ouvrier.

La perestroika et la regénérescence partielle en Union Soviétique

L'économie est mondiale

L'autre principe fondamental est que le progrès de l'URSS dépend du progrès du monde. L'économie est mondiale et l'on ne peut passer à une phase supérieure de relations au sein de la société et de celle-ci avec la nature tant que l'on ne planifie pas harmonieusement et rationnellement les ressources de la terre au niveau mondial. L'état ouvrier a besoin d'étendre l'économie planifiée pour renforcer sa propre structure. Tant que le régime capitaliste existe dans le monde, l'état ouvrier doit consacrer une partie de sa production à s'armer pour affronter le capitalisme qui cherche à le détruire par la guerre.Cela réduit énormément les capacités de l'économie socialiste. Comme l'explique Posadas, le capitalisme maintient une structure industrielle sur la base de la préparation de la guerre. La guerre est pour le capitalisme la forme naturelle par laquelle il a toujours résolu ses problèmes. Par contre, ces dépenses de guerre représentent un coût relativement supérieur pour l'état ouvrier que pour le capitalisme.

Il faut tenir compte de cet aspect quand on discute l'inefficience de l'économie socialiste, pour voir, entre autres, la fonction sociale d'un régime qui est un guide pour le progrès de l'humanité. Posadas posait que tous les problèmes du progrès des états ouvriers doivent se juger en fonction de leur affrontement contre le capitalisme.

Le principe de Trotsky "le socialisme dans un seul pays est impossible" va inévitablement être à l'ordre du jour, de même que l'impossibilité de maintenir une coexistence économique, commerciale pacifique entre l'état capitaliste et l'état socialiste. Pour se développer, le socialisme doit liquider le capitalisme. Il est certain que l'état ouvrier doit réaliser du commerce avec les pays capitalistes et il profite ainsi de la crise du marché pour étendre ses liens avec les pays en voie de développement ou pour utiliser des technologies avancées des pays développés. Mais autre chose est de croire que l'on peut développer un système mondial où socialisme et capitalisme coexistent et se développent l'un et l'autre. Ce sont des régimes antagoniques. Le développement de l'un est dans la destruction de l'autre. L'histoire a déjà démontré que c'est le capitalisme qui est épuisé, qui ne peut donner de solutions et que c'est le socialisme qui représente la perspective d'avenir.

D'autre part, la situation mondiale place l'Union Soviétique face à la possibilité permanente du déclenchement de la guerre par l'impérialisme. Et on ne peut pas faire ce que se proposaient les Chinois, soit arrêter tout le processus mondial pour que l'économie se développe. Le monde exige une intervention chaque fois plus grande de l'Union Soviétique, qui ne peut pas faire reculer toute son intervention des années 70. C'était l'époque du soutien au Vietnam et à toutes les révolutions et mouvements révolutionnaires, de l'appui à Cuba, au Moyen Orient, à l'Afghanistan. Non seulement cela ne peut pas reculer, mais l'URSS doit augmenter son intervention. IL est certain qu'elle a besoin de changements intérieurs pour cela.

Le processus de la perestroika exprime aussi la nécessité de changements intérieurs pour correspondre à la fonction que l'URSS a développée internationalement. Ces changements ne s'accomplissent pas au détriment de la fonction de l'URSS dans le monde. Il n'y a pas eu de nouvelles révolutions ces derniers temps, mais non plus aucun recul. Le seul fait que le Nicaragua se maintienne est déjà un immense progrès. L'impérialisme n'a pas pu aller au-delà de son invasion de la Grenade. Mais le Nicaragua a étendu son influence au Pérou, dans toute l'Amérique Centrale, aux Philippines, en Iran, dans toute l'Amérique Latine.

Bien que de nouveaux états ouvriers ne se soient pas créés, il y a un approfondissement de la structure mondiale antiimpérialiste. Le processus de la perestroika prépare des conditions pour une immense élévation de l'Union Soviétique qui s'étendra à toute la révolution mondiale et au développement de la révolution politique dans tous les états ouvriers.

Le programme pour résoudre les difficultés qui entravent un développement supérieur de l'URSS réside dans l'élévation de la vie et de la fonction du Parti, l'indépendance des syndicats, le plein fonctionnement des soviets, dans l'intensification de la démocratie socialiste.

EDITORIAL *Suite de la page 2*

européens ? Et il ne s'agit pas seulement de rencontrer quelques dirigeants des différents syndicats de ces pays, qui sont tellement loin des réalités et des luttes et de la volonté de combat des travailleurs dans les entreprises. Ce sont des rencontres entre délégués et militants syndicaux des différents pays d'Europe qu'il faut organiser pour faire ensemble un plan de développement économique, à partir des entreprises mises en cause dans la restructuration de la Générale, pour prendre en compte les intérêts des travailleurs et ceux de la population, au lieu des intérêts du profit capitaliste.

Il est vrai que personne ne va aller pleurer sur la tombe de la Vieille Dame, comme le posait un responsable de la FGTB wallonne. La Générale a déjà contribué pas mal au démantèlement de l'économie de la Belgique, en se désintéressant des entreprises et en investissant à l'étranger et en participant aux grandes spéculations financières internationales. Mais un nouveau maître européen de la Générale ne fera qu'accentuer ce processus. La seule force qui peut s'y oppposer est celle des travailleurs, des organisations ouvrières de tout le pays, qui n'ont pas d'intérêts particuliers à défendre, mais bien ceux du développement de toute la population. Le programme de fédéralisme sur lequel continuent à s'accrocher les organisations de gauche, des socialistes aux communistes aux dirigeants syndicaux, n'apporte rien non plus face à cette crise que la lutte pour la Générale exprime. Par contre, les partis socialistes, flamand et wallon, le mouvement syndical et la gauche chrétienne, et aussi les écolos (qui restent eux aussi bien silencieux devant ce problème) pourraient former un front et présenter une alternative : l'étatisation de la Société Générale et sa mise sous contrôle ouvrier. Et inclure cette revendication dans un programme d'ensemble pour un gouvernement de gauche qui est possible nationalement.

Nous présentons l'oeuvre de J.POSADAS

à la Foire Internationale du Livre

- La guerre, la paix et le socialisme
- La France de Mai 68 au gouvernement de gauche
- La fonction de l'art dans l'histoire
- La religion, le progrès social de l'histoire et le socialisme
- La fonction du cinéma dans l'histoire
- Théâtre et socialisme
- La pensée vivante de Trostky
- Les enseignements de la Pologne pour le progrès socialiste de l'humanité
- Le socialisme et les relations humaines avec la nature et le cosmos
- La femme et le communisme
- Le processus permanent de la révolution en Iran
- La lutte pour le socialisme dans le processus actuel de l'Algérie
- Le triomphe de l'humanité aux Jeux Olympiques de Moscou
- L'Amérique Latine et la révolution socialiste
  Volume 1 — L'Argentine
- L'Afghanistan et la discussion pour le progrès de l'histoire
  (2e édition complétée)
- L'Union Soviétique : son évolution de Staline à aujourd'hui
- Vietnam-Cambodge, et les problèmes de la Construction du socialisme
- Le procès des "Quatre", et la direction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier chinois
- Etat ouvrier, société socialiste, et l'invasion du Vietnam par la direction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier chinois
- Les enfants, la famille et le socialisme
- Le Marché Commun, le progrès de l'Europe, et la fonction des Partis Communistes
- La signification historique du triomphe de la guérilla au Nicaragua
- Les problèmes de la guerre et de la paix
- L'Algérie : le processus révolutionnaire et la construction du socialisme
- Cinéma et libération
- L'Amérique Latine et la révolution socialiste
  Volume 2 — Nicaragua et la guérilla en Amérique Centrale
- Du nationalisme arabe au socialisme

SOMMAIRE

. MANIFESTE DU 1er MAI 1988

. Insurrection des masses palestiniennes page 4

. J. POSADAS : Analyses sur Mai 68 en France page 3

. Décès de la cde Milte du P.O.R. d'Uruguay page 4

25e année numéro 376 Mai 1988 10 Francs

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - Correspondance/Editeur responsable : C. Pôlet
Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles - Tél : 02-6487675 - CCP 000-0976234-26 (Pôlet)

LES ELECTIONS EN FRANCE

Extrait de "Lutte Communiste" organe de la section française de la IVe Internationale Posadiste à la veille du 1er tour des élections présidentielles.

D'ici un mois vont avoir lieu les élections présidentielles. La campagne électorale qu'organisent les partis ouvriers est un reflet de ce qu'a été leur intervention politique depuis Mai 1981. L'intervention qu'ils mènent dans la campagne électorale - exceptée la manifestation du 8 Mars pour les droits de la femme - reste dans le cadre d'une mobilisation à l'intérieur de chaque parti. Les partis de gauche ne se sont pas adressés à la population, ou tout au moins ils ne l'ont pas fait jusqu'à maintenant, afin qu'elle intervienne dans la discussion des graves problèmes que connaît le pays, à travers l'organisation de manifestations, de grèves, d'assemblées populaires.

Le chômage dépasse les 10% de la population, dans un pays qui se veut une des puissances industrielles les plus importantes du monde capitaliste. Le niveau de vie est descendu au cours de ces dernières années de façon considérable. Les loyers ont été multipliés par deux, quand ce n'est pas par trois, il y a eu une réduction des prestations sociales, une réduction de la qualité de l'enseignement. On a diminué le nombre de professeurs et le personnel enseignant, et cela au moment où le gouvernement annonce que 80% des élèves seront bacheliers en l'an 2000. Entre les discours du gouvernement - dans lesquels parfois participent aussi les responsables des partis de gauche - et la réalité, il y a une distance énorme.

Les conquêtes qui ont été octroyées à la population entre 1981 et 1983, et qui se traduisaient par une amélioration réelle des conditions de travail et du niveau de vie, devaient être défendues par des mesures de contrôle du commerce extérieur. Les mesures sociales prises par le gouvernement auraient pu alors favoriser le développement de l'économie du pays, et non se traduire, comme cela a été le cas, par un déséquilibre du commerce extérieur, en faisant bénéficier les autres pays capitalistes des mesures sociales prises en France. Il est bien évident que si on ne prend pas des mesures de protection du marché extérieur, aucune mesure sociale d'importance ne peut être envisagée.

Voilà des expériences concrètes sur lesquelles le Parti Communiste pourrait développer la discussion. Mais pour faire celle-ci, il faudrait mobiliser les forces propres du parti, et il est vrai qu'au cours des dernières années, il y a eu une baisse d'activité des cellules, au niveau des usines, au niveau des quartiers, parce que les militants communistes se sont trouvés confrontés à des difficultés qui les mettaient dans une contradiction permanente. Il y avait effectivement une différence très grande entre ce qu'était la politique du parti pendant les premières années du gouvernement de gauche, et la réalité des usines où le patronat était en train de mettre en place la politique dont les effets catastrophiques se traduisent aujourd'hui par l'aggravation du chômage et tous les problèmes évoqués plus haut.

Le Parti Socialiste agit aujourd'hui comme un parti de gouvernement, en disputant à la bourgeoisie la direction de l'économie du pays. Il n'agit pas comme un parti de la population travailleuse, mais en tant que représentant des intérêts de la bourgeoisie. C'est pour cela que dans son programme, il n'y a pas une seule mesure destinée à changer la structure économique du pays. Au contraire, il se présente ouvertement comme un parti qui ne veut pas mettre en question les méthodes à partir desquelles l'économie est organisée. Il parle de justice sociale, de solidarité, mais comment appliquer ce programme abstrait quand on laisse les forces économiques, les forces productives, agir sur la base de la recherche du profit maximum ! Si on laisse les grands capitalistes continuer à diriger l'économie, il est logique qu'ils vont chercher le profit maximun.

Nous croyons que dans ces élections il faudrait mener la discussion sur la base des problèmes réels, et non comme cherche à le faire le Parti Socialiste sur la base d'une dispute avec les candidats des partis de la bourgeoisie, visant à se présenter devant eux comme le plus capable de diriger l'économie en abstrait. Toute la campagne du Parti Socialiste est menée dans un grand flou. Le seul fait de n'avoir pas de candidat à quarante jours des élections, même si tout le monde sait que Mitterrand va se présenter, signifie que le Parti Socialiste ne veut pas discuter les problèmes de fond. Il s'appuie sur le fait que la population, n'ayant pas d'autre perspective, va voter Mitterrand, parce que c'est à travers ce vote qu'elle espère défendre au mieux certaines conquêtes. Mais il y a une désaffection totale des masses par rapport à la politique qu'a menée le Parti Socialiste. C'est pour cela qu'il n'y a pas un enthousiasme dans ces élections, contrairement à l'activité qu'il y avait en 1981.

Comme nous le disons dans un autre article de ce journal, même les syndicats, pour la première fois depuis de nombreuses années, se déclarent neutres face aux prochaines élections, comme si on pouvait rester neutres dans les luttes que les travailleurs mènent contre la bourgeoisie et le grand capital !

Pour les prochaines élections, notre parti appelle à voter pour le Parti Communiste Français, parce que ce n'est qu'à travers celui-ci que la classe ouvrière peut se concentrer, avec la petite-bourgeoisie et les masses progressistes, afin de relancer l'offensive contre le patronat et d'appliquer un programme économique qui tienne compte des intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Nous appelons à voter pour le Parti Communiste pour que dans le pays, indépendamment du nombre de voix que celui-ci va obtenir dans ces élections, se fasse une campagne pour mettre toutes les grandes entreprises multinationales et toutes les entreprises qui produisent des biens indispensables au bon fonctionnement de l'économie, sous le contrôle des travailleurs. Nous pensons que la lutte

EDITORIAL

Fédéralisme ou lutte des classes

Après cinq mois de discussions, de négociations, un nouveau gouvernement n'a pas encore été formé. Mais l'ancien gouvernement de droite de Martens continue de gouverner et de défendre les intérêts des grandes sociétés et entreprises capitalistes.

Le nouveau gouvernement n'arrive pas à se former, parce que les différentes parties en présence n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un futur plan de «redressement économique», de «relance», et que la seule chose qu'ils peuvent proposer est une fois de plus un plan d'économie qui serait cette fois de 80 milliards, et qu'ils ne peuvent le faire que sur le dos de l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Or, les résultats des élections ont démontré que la majorité de la population et des travailleurs de ce pays rejette l'ancienne coalition chrétienne libérale, et souhaite une autre politique «sociale», le rétablissement des acquis sociaux, la défense de la sécurité sociale, des Services Publics contre toute privatisation. Pendant que les capitalistes s'enrichissent, que les banques augmentent leurs bénéfices, et que l'on assiste à la guerre des groupes au sein de la SGB, pour qui sera le plus fort, et qui détiendra la majorité du capital pour mieux l'investir et en tirer un profit immédiat, le niveau de vie de la population baisse constamment et le chômage augmente, et les entreprises suppriment des emplois partout, dans toutes les régions du pays, dans tous les secteurs, en Flandre et en Wallonie, et à Bruxelles.

Le marché européen unique que l'on nous propose pour 1992 ne servira que les intérêts des multinationales, qui font et feront ce qu'elles veulent dans leur intérêt. Les groupes les plus puissants détermineront ce marché. Cela signifiera des centaines de milliers d'emplois perdus, dans tous les pays d'Europe. Déjà maintenant, l'Europe des 12 compte 17 millions de chômeurs et 30 millions de pauvres. «Mon pays : l'Europe», les travailleurs n'ont rien à tirer de cette Europe-là.

Dans les négociations pour la formation d'un gouvernement, les Partis Socialistes sortis vainqueurs des élections du 13 décembre ne font aucune proposition en défense des intérêts des travailleurs, aucune proposition de plan de combat, de perspective d'unification européenne sur la base d'un programme contre le capitalisme. Les dirigeants socialistes wallons se retrouvent dans le mouvement créé par José Happart : «Wallonie, région d'Europe». L'objectif de ce mouvement est de se débarrasser de la tutelle de la Flandre, au delà des clivages politiques, en défense du pluralisme, de la démocratie et de la Wallonie. La lutte de classes n'existe plus et les dirigeants socialistes qui ont participé à ce congrès s'allient sans aucun complexe avec toute une série de «personnalités politiques» de droite en défense de la «Wallonie».

José Happart se réjouit du succès de ce congrès, alors que les 1900 participants ne représentaient pas les véritables forces sociales de la région wallonne et de Bruxelles : les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les allocataires sociaux, et ceux qui se battent tous les jours pour défendre leur emploi, leur niveau de vie, les services publics.

Ce mouvement n'arrive même pas à rassembler la grande masse des travailleurs, comme l'a fait le mouvement d'André Renard des années 60. Le mouvement fédéraliste semblait être une perspective de progrès pour des dizaines de milliers de travailleurs, qui participaient passionnément aux meetings . Aujourd'hui, les travailleurs ne se font plus aucune illusion à ce sujet et ne participent pas à ce mouvement.

Dans ce pays, le clivage se fait entre les capitalistes, leurs défenseurs y compris la droite au gouvernement, et ceux qui, du nord au sud du pays, en sont les victimes. Dans le conflit de la Générale, José Happart a pris position tout à fait ouvertement pour De Benedetti contre le Groupe Suez, préférant soutenir le capitaliste industriel contre le capitaliste financier. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à soutenir les uns contre les autres, parce que de toute façon cette guerre de la Générale aboutira à la domination du capitaliste le plus fort et n'apportera rien aux travailleurs. Cela n'a aucun sens de défendre De Benedetti contre les autres.

La majorité de la population a voté aux élections du 13 décembre contre la politique de régression sociale, elle a voté pour un changement social et non pas pour les Partis Socialistes. Il est indispensable que les PS s'appuient sur ces luttes, sur cette base sociale fondamentale qu'est la classe ouvrière, et discutent une perspective de transformations sociales, un programme anti-capitaliste de nationalisation de toutes les entreprises en crise, de la SGB, un programme de développement économique qui réponde aux besoins de la population, un programme de défense des droits démocratiques et de tous les acquis sociaux.

17 Avril 1988.

La grève générale révolutionnaire et la chute

J. POSADAS

29 Mai 1968

Vingt ans se sont écoulés depuis les événements de Mai 1968. A cette occasion, nous republions dans ce numéro de «Lutte Communiste» une partie des analyses faites par J. Posadas à cette époque.

Le mouvement de Mai 68 démontrait la volonté d'un profond changement économique et social de l'ensemble des masses françaises, mais à une étape où les directions syndicales et politiques n'étaient pas préparées pour prendre le pouvoir : il manquait le programme anti-capitaliste et la direction pour le mener de l'avant.

Ce ne sont pas les groupes gauchistes qui ont décidé le cours des événements, à travers le mouvement étudiant, mais ceux-ci ont eu lieu parce qu'il y avait les conditions en France, et particulièrement au sein de la classe ouvrière, pour imposer un double pouvoir et de nouvelles relations sociales.

Depuis cette époque, le mouvement ouvrier en France est passé par d'autres expériences importantes, celle de l'Union Populaire et du programme commun, et celle du gouvernement de gauche. Il s'agissait là encore d'expériences de lutte pour le pouvoir, sous une forme différente, mais qui se sont également heurtées aux limitations des directions communiste et socialiste.

C'est pour cela que Mai 68 est encore en discussion aujourd'hui, parce qu'il est nécessaire d'en tirer des conclusions objectives pour le progrès de l'ensemble de la gauche, pour le développement du programme et de l'action anti-capitalistes.

La situation en France se rapproche d'une crise décisive. La grève générale dure depuis maintenant 12 jours, et aucune décision n'est encore intervenue. La bourgeoisie est acculée, mais elle peut encore s'en sortir car la direction du mouvement ouvrier ne donne pas de perspective au mouvement, elle le maintient dans l'impasse et ne lui permet pas d'accomplir des progrès. Les masses progressent de leur propre initiative : elles occupent des usines, elles commencent même à les faire fonctionner comme l'indiquent certaines nouvelles, elles nomment des comités d'usines pour qu'ils prennent en charge la mise en fonctionnement de celles-ci. Ce sont les masses, la base, et plus particulièrement la base communiste, qui prennent l'initiative de tout cela. Elles agissent sans direction, mais de telles actions ne suffisent pas à donner une perspective programmatique. Il s'agit de secteurs isolés, le gros des masses n'intervient pas encore comme direction en organisant la vie économique et en donnant comme perspective qu'elles vont tout diriger et tout résoudre.

La CGT, la direction communiste et socialiste, maintiennent les masses inactives. Les directions n'ont pas pris une seule initiative. Au contraire, elles cherchent toutes à laisser mourir le mouvement, à le laisser s'épuiser, pour pouvoir ensuite négocier avec le gouvernement. Et celui-ci de son côté espère que le mouvement va s'épuiser pour pouvoir utiliser la répression.

La direction de la CGT, les directions communistes et socialistes, commettent une fois de plus l'erreur qu'elles ont déjà commise au cours des périodes antérieures : perdre du temps en laissant ainsi à la bourgeoisie l'occasion de se ressaisir et de se réorganiser, et permettant la division de la grève générale. Quand les masses ne voient plus la perspective, elles se laissent diviser. Les directions communistes, socialistes, syndicales, sont passives, inertes, conservatrices, parce qu'elles comprennent bien que la seule mesure à prendre c'est de lutter pour renverser le système capitaliste, que même un changement de gouvernement n'aurait pas d'effets, en tout cas n'aurait pas d'effets inportants et durables.

Ce sont les masses qui ont pris toutes les initiatives, en particulier celle de faire fonctionner les universités du pays comme des soviets. Dans les universités fonctionnent des sortes de soviets, avec discussion complète, pleine démocratie, pleine intervention de tous. Ce sont les ouvriers des usines qui discutent entre eux et constituent des comités d'usines. Mais il n'y a pas encore un fonctionnement de direction : les ouvriers comptent encore sur les directions existantes, et les directions nouvelles qui surgissent n'ont pas encore un poids suffisant.

De son côté, Mendès-France essaie d'intervenir pour organiser un mouvement qui puisse acquérir une certaine importance, pour l'opposer au PCF et exercer un chantage sur la direction qui l'oblige à se soumettre à lui.

Non seulement le PCF laisse faire ces manoeuvres, mais il les appuie, en laissant le mouvement ouvrier sans perspectives, sans issue. Les masses sont dans la rue, leur volonté de lutte et leur décision d'agir restent intactes. Il n'y a pas encore de retour au travail, seuls de petits secteurs ont repris. Mais chez certains, là où les accords ont déjà été signés accordant de grands avantages aux travailleurs, comme chez les mineurs, ils ont décidé de continuer la lutte et de ne reprendre le travail qu'avec tous les autres grévistes. Il existe une solidarité totale entre les masses, une volonté totale de lutte et de progrès, une volonté d'abattre le capitalisme, car sans de tels sentiments un tel mouvement ne pourrait pas durer aussi longtemps.

La direction communiste est sans initiative, elle permet la division du mouvement alors qu'il a toutes les conditions pour unifier toutes les masses. Il faut appeler dès maintenant à la constitution d'un nouveau gouvernement ! Il faut prendre les usines, prendre les universités, que chacun élise des représentants dans des assemblées générales, et que cette nouvelle assemblée se constitue en gouvernement avec un programme anti-capitaliste ! Toutes les conditions sont réunies pour imposer cette solution. Toutes les masses de France sont prêtes à accepter cette solution. Les 600.000 étudiants représentent un poids immense et décisif. Or, dans toute la France, les étudiants se sont prononcés pour un gouvernement anti-capitaliste, pour la constitution de soviets. Cohn-Bendit vient de déclarer qu'il est d'accord avec une espèce de soviet comme en 1917 en Union Soviétique. Les journalistes rappellent à cette occasion que ses parents étaient des juifs allemands, qu'ils ont souffert la répression nazie, et qu'ils ont été pendant très longtemps des militants trotskystes.

Tous les dirigeants qui jouent actuellement un rôle important sont trotskystes soit par leurs origines, soit parce qu'ils agitent le programme trotskyste, soit parce qu'ils se réclament du trotskysme. La tâche réelle des directions communiste et socialiste a consisté jusqu'à maintenant à freiner le mouvement, à tromper les masses et à empêcher leur unification. Les directions ont été contre toutes les mobilisations, contre le mouvement des étudiants, contre l'appui aux étudiants, contre la grève générale, contre les occupations d'usines. Les masses se sont lancées dans l'action contre la volonté de leurs directions. Celles-ci ont accepté de négocier avec le gouvernement, elles ont accepté ses propositions, mais les masses les ont rejetées et poursuivent la lutte.

Les directions sont incapables de prendre la moindre initiative, elles existent parce qu'elles s'appuient sur des appareils. La tâche la plus importante est donc maintenant de détruire ces appareils. Pour cela il faut encourager les masses à constituer des comités d'usines, des comités de quartiers. Comme nous l'avons proposé dans d'autres articles, la perspective est de constituer immédiatement un gouvernement ouvrier et paysan. Voilà quelle est la solution pour la France. Si le capitalisme parvient à se maintenir au pouvoir, c'est parce que les directions de la CGT, du PCF, du PS, empêchent que les masses, qui ont déjà réalisé leur union dans les usines, dans la rue, dans les universités et à la campagne, élisent leurs soviets et constituent un gouvernement ouvrier et paysan. Telle est la force qui permet encore au capitalisme de survivre.

La CGT ment quand elle affirme que c'est elle qui a eu l'initiative de la grève. Elle s'est opposée à toutes les mobilisations des ouvriers comme des étudiants. Mais ces derniers se sont mobilisés quand même. C'est quand elle a vu que 50.000 personnes, pour moitié ouvriers et pour moitié étudiants, participaient à la manifestation, qu'elle s'est vue obligée de faire une manifestation pour essayer de garder le contrôle sur le mouvement. Mais cette manifestation s'est faite sans mots d'ordre et sans perspectives de lutte. Une manifestation perd toute importance, toute force, si elle n'agite pas des mots d'ordre. Toute manifestation, toute assemblée, tout meeting, doit se terminer sur des mots d'ordre qui orientent la lutte vers la prise du pouvoir, car c'est le mot d'ordre qui permet aux masses de s'unifier et d'exprimer ce qu'elles veulent.

La manifestation de la CGT doit agiter les mots d'ordre suivants : non au gouvernement de de Gaulle ! A bas le gouvernement capitaliste ! A bas le système capitaliste ! Formation de comités d'usines, de comités de quartiers, de soviets ! Pouvoir ouvrier ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Au lieu de cela, les directions organisent des meetings, des assemblées, des manifestations sans mots d'ordre, aussi bien les centrales syndicales que les directions communiste et socialiste, qui n'organisent ces manifestations que sous la pression des masses. Ce sont celles-ci qui prennent toutes les initiatives.

Le niveau atteint par le mouvement le rend irréversible. Les masses ont désormais senti qu'elles peuvent renverser le capitalisme. Et de Gaulle se sent impuissant à les affronter. Il aurait déjà dû faire intervenir l'armée. La constitution bourgeoise permet à de Gaulle d'avoir recours à des mesures d'exception : il peut dissoudre le parlement, décréter l'État d'urgence national, et faire intervenir l'armée. Et du point de vue capitaliste, il est plus que temps de recourir à de tels moyens : les masses ont complètement paralysé le pays et se sentent maîtresses du pays ! De Gaulle n'ose pas recourir aux mesures d'exception, il a peur. Il est évident qu'il attend le moment pour le faire, mais il est évident aussi qu'il a peur, qu'il hésite. C'est pour cette raison qu'il tourne autour du pot : je démissionne, je ne démissionne pas, je dissous le parlement...?

La bourgeoisie cherche une issue. Elle voudrait bien que les directions communiste et socialiste se chargent d'arrêter le mouvement. La bourgeoisie cherche un appui du côté des socialistes, de Force Ouvrière et des tendances petites bourgeoises radicales représentées par Mendès-France et Mitterrand. La bourgeoisie voudrait que ces secteurs assument le pouvoir pour arrêter le mouvement des masses et imposer à celles-ci la reprise du travail. Le capitalisme sent qu'il n'a pas assez d'autorité pour faire cela lui-même, ni pour désorganiser le mouvement.

Le gouvernement n'était pas pour des négociations : il a dû céder parce qu'il se sentait incapable de s'imposer par la force. Il a dû accepter de discuter, alors que les masses sont encore dans la rue et qu'elles continuent à occuper les usines. Mais les masses ont rejeté ces négociations. Maintenant il est d'une urgence vitale pour le capitalisme d'arrêter ce mouvement, qui prend de plus en plus d'ampleur, et qui peut s'acheminer vers la prise du pouvoir.

C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que de Gaulle fasse finalement intervenir l'armée comptant sur le fait que les directions communiste et socialiste, que la CGT, n'essaieront pas de s'opposer à ce coup réactionnaire en lançant les masses dans une action révolutionnaire. De Gaulle se prépare à lancer un coup contre le mouvement, soit en faisant intervenir l'armée, soit en dissolvant le parlement et en laissant ainsi aux socialistes, à Force Ouvrière, à la CFDT et à Mitterrand, avec l'appui de la direction communiste, le soin d'arrêter le mouvement des masses. Mais ni de Gaulle, ni les socialistes, ni le PCF, n'ont la force d'arrêter un tel mouvement !

De Gaulle manoeuvre, il essaie en menaçant de démissionner, de réunir autour de lui toute la bourgeoisie française, ou au moins une majorité parlementaire, afin d'essayer de se maintenir fermement et de pouvoir appeler à des élections pour obliger la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie à s'unir et à franchir ainsi cette étape. Mais ce sont des manoeuvres dificiles, parce qu'il y a douze millions de travailleurs dans la rue. Ces manoeuvres en elle-même montrent la faiblesse, l'impuissance de la bourgeoisie et de l'impérialisme français, qui ont été incapables et qui n'ont pas osé recourir à l'armée. L'OTAN même conseille à la bourgeoisie française de ne pas recourir à l'armée, de ne s'en servir qu'en toute dernière extrémité, car ce serait brûler la dernière carte qu'il lui reste contre la révolution socialiste. L'attitude désespérée du gouvernement de de Gaulle indique que la crise est sans issue pour l'impérialisme français, mais c'est aussi l'indice de la situation dans laquelle se trouvent toutes les bourgeoisies d'Europe.

La direction communiste essaie de tirer profit de cette situation et de la politique qu'est obligée d'adopter la bourgeoisie pour essayer de former un front populaire. Mais elle ne va pas pouvoir mener à bien la même opération qu'en 1936, c'est-à-dire mettre sur pied un gouvernement de front populaire pour arrêter le mouvement des masses. Les masses ne vont plus se laisser arrêter, car elles s'appuient sur les progrès de la révolution mondiale dont elles reçoivent les

(Suite page 3)

du capitalisme en France

encouragements et les impulsions, alors que le capitalisme est en pleine déroute dans le monde entier. Les négociations de Paris sur le Vietnam sont un véritable tribunal contre l'impérialisme, et sur place au Vietnam il est assiégé par les masses. Les masses françaises se sentent fortes, elles sentent qu'elles ont vaincu de Gaulle et qu'elles sont capables de vaincre tout autre gouvernement capitaliste. Désormais, l'autorité des directions sur les masses va être faible, très faible : si elles n'ont pas été capables de les arrêter aujourd'hui, qu'est-ce que cela va être demain ! De toutes façons, comme nous le disions antérieurement, une période de développement permanent de la révolution en France s'est ouverte. La révolution se développe et le moment où les luttes prendront la forme de luttes armées se rapproche.

Telle est la perspective sur laquelle il faut s'appuyer. C'est ce qui explique que toute tentative d'arrêter le mouvement des masses est vouée à l'échec. Les progrès pourront être ralentis par le fait que les masses n'ont pas de direction et qu'il faudra un certain temps pour la construire, mais à cette étape, c'est réalisable rapidement. Les masses sentent que ce sont elles qui dirigent, et elles se sentent soutenues par la révolution mondiale. Ces événements en France vont exercer une puissante influence sur toute l'Europe. Toutes les masses de l'Europe vont se sentir stimulées par les luttes des masses françaises.

Les directions de la CGT, des communistes et des socialistes, ont été vaincues. Les masses ont le sentiment de triompher. C'est pour cette raison qu'elles sont dans la rue : c'est la première fois depuis longtemps qu'il n'y a pas eu en France une grève générale qui dure plus de quinze jours. Le capitalisme est impuissant à faire reprendre le travail, et il a peur de se servir de l'armée, il a peur que la moitié des soldats et des sous-officiers ne retournent leurs fusils contre lui.

Les jeunes étudiants qui se sont lancés dans la lutte en entraînant le reste des masses françaises, ont agi avec une conscience socialiste révolutionnaire, et non poussés par de simples revendications. Ce qu'ils exigent, c'est la destruction du système capitaliste d'enseignement et son remplacement par un enseignement socialiste, révolutionnaire. Il est évident que quand les étudiants ouvrent toutes ces discussions publiques, toutes ces assemblées où tout le monde peut s'exprimer, c'est parce qu'ils cherchent à s'orienter. Mais en même temps ils cherchent déjà à détruire dans les faits tous les appareils qui empêchaient une libre discussion, qui freinaient le développement et l'échange des connaissances. Ils expriment le désir d'unifier, de manière collective, toutes les capacités humaines, pour les mettre au service du progrès de l'humanité. Mais ce qui manque encore, c'est le programme et les objectifs marxistes, et surtout la direction marxiste.

C'est cette direction marxiste que les jeunes recherchent, mais leur action a déjà stimulé les luttes qui sont actuellement en cours et qui sont l'expression de la volonté des masses étudiantes dans le monde entier, qui s'était déjà exprimée d'une manière concentrée, spécialement en Italie, en Belgique et en Allemagne, au cours de la dernière période. Les luttes actuelles expriment avec une grande force que les masses du monde entier sont unies dans la conscience socialiste : c'est cette même conscience socialiste qui fait agir les étudiants et le prolétariat français. C'est sur cette perspective qu'il faut baser toutes les activités pour toute une période qui s'ouvre maintenant, et qui ira jusqu'à la prise du pouvoir, et qui va être marquée par des luttes permanentes. Il ne s'agit pas simplement d'une grève générale ni d'une crise de gouvernement capitaliste. Ce n'est pas une direction capitaliste déterminée qui est en crise : c'est tout le système ! Mais c'est aussi, et simultanément, la crise des directions ouvrières. C'est un processus de lutte pour le pouvoir, les masses de France se sont soulevées à la fois contre le système capitaliste, représenté par de Gaulle et son gouvernement, et contre les directions de la CGT, de la CFDT, de FO et du PCF. Elles sont unies par leur volonté commune de mener de l'avant leurs luttes, et leur combativité est infiniment plus grande que l'image qu'en donnent leurs directions.

Dans cette lutte, les masses ont montré que ce qu'elles veulent, c'est le gouvernement ouvrier et paysan, et c'est là-dessus qu'il faut se baser pour toute la période qui s'ouvre maintenant. C'est dans le cours même de ce processus qu'il faut construire, comme nous le posons depuis longtemps, la nouvelle direction révolutionnaire.

Il faut appeler à l'organisation de comités d'usines, de comités de quartiers, de tribunaux populaires. Il faut appeler à organiser partout des discussions publiques, avec droit d'intervention pour toutes les tendances. Il faut faire fonctionner les usines en planifiant la production au bénéfice de l'ensemble de la population, étatiser les banques, les usines qui sont aux mains des ouvriers, et organiser la production sous la direction du prolétariat. Il faut mettre les transports sous contrôle ouvrier. Il faut commencer par faire des réunions et des discussions pour faire participer l'ensemble des ouvriers à la planification de la production. Il ne s'agit plus de discuter avec le gouvernement pour savoir quelles revendications on va obtenir, c'est l'étape de la prise du pouvoir ! Si les directions communiste, socialiste et syndicales veulent continuer à discuter avec le gouvernement sur la base de revendications syndicales, il faut leur imposer de participer à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Les masses ne veulent pas seulement les 40 heures, mais un gouvernement ouvrier et paysan ! C'est ce gouvernement-là qui accordera aux ouvriers des conquêtes comme les 40 heures, car il est le seul à pouvoir le faire.

Voilà quelles sont les mesures pour lesquelles il faut lutter. Il faut prendre immédiatement des mesures en faveur des ouvriers et des petits paysans de France : expropriation des grandes exploitations agricoles, extinction des dettes des petits paysans, prix minima garantis pour les produits agricoles, encouragement de la production en coopératives socialistes, unification des masses paysannes avec le prolétariat pour imposer le gouvernement ouvrier et paysan, pour renverser le capitalisme et expulser l'impérialisme. Il faut en outre lancer un appel à toutes les masses d'Europe à prendre le pouvoir dans leurs pays respectifs. Il est évident que le capitalisme européen va lancer toutes ses forces contre un tel mouvement, mais il est évident aussi que celui-ci va recevoir l'appui de toutes les forces de la révolution, et que les États ouvriers eux-mêmes vont devoir intervenir pour l'appuyer. L'URSS, la Pologne, la Hongrie, et même la Roumanie, vont devoir appuyer ce mouvement, parce que les États ouvriers cherchent à étendre leur base et à défendre la révolution malgré leurs directions, malgré la volonté des Kossyguine, des Brejnev et autres dirigeants. Les directions communiste et socialiste en France se sont elles aussi opposées à la grève générale, elles ont été contre le mouvement des étudiants, et la lutte dure maintenant depuis 20 jours ! Il va se passer la même chose dans les États ouvriers, ils vont être obligés d'intervenir en appui à la révolution en France.

C'est un processus de développement révolutionnaire qui a commencé en France et qui, du fait de l'absence de direction se développe de manière inégale et tâtonnante. Ce mouvement est à la recherche de sa direction. Le programme, l'action organisée que nous avons mentionnés, vont aider à donner une direction, un programme et des objectifs à la révolution. Pour que cette grève générale ait un sens, il faut lui fixer un objectif : «A bas le régime capitaliste !» Il ne suffit pas de crier «A bas de Gaulle !», il faut dire : «A bas le régime capitaliste ! Vive la révolution socialiste ! Vive le gouvernement ouvrier et paysan !» Il faut appeler les masses à mettre sur pied une planification de la production en fonction de leurs besoins, et à maintenir toutes les conquêtes réalisées au cours des luttes. Pour développer l'action pour abattre le système capitaliste, il faut appeler à la défense et au développement des conquêtes qui viennent d'être réalisées.

Les revendications que posent les masses, même dans le domaine des revendications syndicales, ne peuvent pas être supportées par le capitalisme français. Ce dernier a dû faire une des concessions les plus grandes pour lui à cette étape : accepter le principe de la réduction du temps de travail, et dans certains secteurs accorder les 40 heures. C'est une conquête formidable qui va exercer une influence sur les masses du monde entier, et qui place le capitalisme français dans des conditions extrêmement désavantageuses par rapport à la concurrence du reste du capitalisme mondial, et en particulier dans le cadre du Marché Commun Européen. Pour que le capitalisme soit obligé d'accéder à cette revendication ouvrière, il faut qu'il se trouve sans force pour réprimer et écraser le prolétariat. Il sent que l'armée a encore une certaine force, qu'il pourrait encore la faire intervenir, mais il sent aussi que dans cette lutte il serait vaincu. Cela montre qu'il est possible de renverser le système capitaliste, il n'a plus de force. Il faut s'appuyer sur ce fait - que le capitalisme a dû céder, ce qui met en évidence qu'il est sans force -, pour poser la question de la prise du pouvoir.

Prendre le pouvoir, c'est ce que veulent les étudiants. Les mobilisations des étudiants, la rébellion des jeunes, expriment la volonté de l'ensemble des masses, qui est de renverser le pouvoir capitaliste. Les jeunes ne sont pas des éléments séparés du reste de la société. Ils s'expriment seulement d'une manière plus directe, parce qu'ils ne sont pas entravés, freinés, par une soumission aux vieilles traditions, parce qu'ils ont plus de confiance dans la capacité d'action spontanée des masses. Ils se sont lancés dans la lutte spontanément, mais aussi parce qu'ils avaient senti la force du prolétariat mondial et celle du prolétariat de France. C'est pour cette raison que les jeunes ont fait irruption dans la lutte. Tel est le rôle essentiel des jeunes, qui se sentent capables de tout, sûrs d'eux-mêmes et résolus à aller de l'avant. Mais ce n'est pas un secteur indépendant du reste des masses, ils expriment la même volonté qui existe dans les autres secteurs du prolétariat. La seule différence c'est que les autres n'ont pas osé se lancer les premiers dans la lutte, alors qu'eux ont pu le faire. Les jeunes ont exprimé la volonté unanime de l'ensemble des masses de France, c'est pour cette raison qu'ils ont pu entraîner le reste de la population.

Les étudiants ont commencé, mais le reste des masses a suivi. Les jeunes expriment la rébellion des masses contre tous les appareils, contre toutes les directions dépassées, corrompues, conservatrices, opprimantes, qui limitent leurs objectifs à obtenir quelques petites revendications, quelques petites concessions, parce qu'elles n'ont pas confiance dans la révolution socialiste. Cette rébellion s'est exprimée d'abord chez les étudiants, mais elle est commune aux jeunes ouvriers et aux jeunes paysans. Les directions ne font aucune confiance au prolétariat, elles ne se sont pas préparées pour diriger la révolution, ni pour construire le socialisme. Les directions communiste et socialiste sont l'expression, et rien de plus, de l'impuissance du capitalisme qui est incapable de gouverner par ses propres moyens, et qui est obligé de se servir d'elles pour le faire. Il n'y a pas dans l'esprit de ces directions la décision de construire le socialisme, elles ne savent pas d'ailleurs comment faire, quel est le programme, quelles sont les méthodes nécessaires. Elles n'ont rien appris de Lénine, il y a longtemps qu'elles l'ont abandonné. Elles utilisent seulement la force du prolétariat pour chercher à subsister elles-mêmes.

D'autre part, les groupes soi-disant trotskystes qui se sont lancés dans la lutte en croyant qu'ils allaient être les axes du mouvement, sont actuellement divisés ou paralysés : ils n'ont pas le programme de la révolution prolétarienne. Quand ils se sont lancés dans la lutte, leur intention n'était pas de réaliser la révolution prolétarienne, mais d'arracher une série de revendications dans le cadre du régime capitaliste. Les masses les ont débordés, et elles ont imposé entre autres choses la démocratie prolétarienne. C'est une conquête qu'il faut maintenir à tout prix. Tous ces groupes se décomposent et perdent la petite base qu'ils avaient acquise. Mais les masses élèvent leurs luttes et s'unifient dans la recherche d'une direction socialiste révolutionnaire pour l'Europe. Il faut aider à construire cette direction unifiée de la révolution socialiste en Europe. Pour cela, il faut discuter avec toutes les tendances de la nécessité du programme révolutionnaire, de la direction révolutionnaire, de la démocratie prolétarienne, du front unique prolétarien pour abattre le système capitaliste dans toute l'Europe.

J. POSADAS

Résolution du Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste :

L'INSURRECTION DES MASSES PALESTINIENNES ET LA NÉCESSITÉ D'UNE ISSUE SOCIALISTE

4 Avril 1988

L'insurrection des masses palestiniennes a une énorme inportance historique et sociale. Sans rien, victimes de continuelles répressions et déportations qui ont rendu plus difficile un progrès de leur organisation politique, les masses palestiniennes ont la décision et la volonté d'affronter l'une des principales armées impérialistes du monde. Elles représentent la force des masses du monde. Leur force et leur décision expriment une confiance qui a pour origine un processus mondial déterminé par le puissant progrès des États ouvriers dans lesquels le processus de régénérescence partielle stimule toutes les forces progressistes du monde contre l'impérialisme et le capitalisme. L'impérialisme n'a rien pour arrêter cette avance de l'humanité en dehors de la guerre et de la répression. Mais toutes ses tentatives pour intimider les forces qui se concentrent contre lui échouent, et ceci conduit à une crise de destruction encore plus grande dans tous ses appareils.

Le combat des masses de Palestine continue sans interruption depuis de nombreux mois. La jeunesse, en particulier, n'a montré aucune peur, et c'est ce qui a spécialement démoralisé les troupes d'Israël en accroissant leur sentiment d'être assiégés par des ennemis contre lesquels ils n'ont aucune possibilité de succès militaire. La lutte des masses palestiniennes a gagné un appui dans la population israélienne et a provoqué un désordre au sein des couches dirigeantes d'Israël et dans les centres de l'impérialisme yankee. Elles expriment de plus l'intelligence et l'héroïsme social quand délibérément, et en sacrifiant leurs propres enfants, elles n'ont pas recours aux armes pour démoraliser les forces de répression, mais utilisent seulement des pierres.

Les visites de Shultz ont été un fiasco total en fonction du simple fait que l'impérialisme mondial n'a aucune possibilité de trouver une solution à la situation. L'impérialisme voudrait pouvoir le faire car sinon il apparaît impuissant et en même temps complice des assassins Israëliens. Ils espèrent parvenir à une petite trève, ils n'ont pas la capacité pour faire des concessions de quelque ordre que ce soit aux Palestiniens, parce que cela couperait l'herbe sous le pied d'Israël en tant que base yankee au Moyen-Orient. L'impérialisme est impuissant, il n'a aucune mesure pour empêcher la désintégration sociale permanente de l'État d'Israël, d'un côté parce qu'ils ne peuvent répondre aux aspirations des masses palestiniennes, et qu'ils ne peuvent leur offrir que l'exploitation et l'oppression, et d'un autre côté parce qu'Israël a développé du fait de sa fonction colonialiste et impérialiste les secteurs réactionnaires qu'ils appellent les colons et qui sont aussi racistes que les nazis, se dédiant à exproprier la terre dans les territoires occupés, considérant la population arabe comme une race inférieure.

Tout ce processus se développe dans l'ombre du règlement final des comptes entre l'impérialisme et les États ouvriers, et il n'y a ni le temps ni la possibilité pour une étape de concessions. Le camarade Posadas a déjà analysé les hésitations à intervenir de l'impérialisme et des Israëliens, non parce qu'ils n'ont pas la force militaire pour écraser les Palestiniens (ils ont l'arme atomique !), mais du fait de l'impossibilité pour eux d'affronter les conséquences mondiales, l'intervention des Soviétiques et la guerre mondiale.

Un des aspects les plus marquants dans l'intervention des masses palestiniennes a été la façon avec laquelle la direction traditionnelle des Palestiniens, et même l'OLP, a été complètement dépassée par les événements. Leur programme pour un État palestinien autonome était présent, mais il ne correspond pas à la force exprimée par l'insurrection contre l'État d'Israël. Ce qui fait agir les masses palestiniennes est beaucoup plus fort que le sentiment national, c'est le désir de justice sociale, de transformer la société. Ce qui est en question n'est pas une issue nationale, mais une transformation sociale pour en finir avec la pauvreté, pour une économie qui réponde aux besoins de la population et non aux besoins des colons, qui sont des voleurs de terre, et aux intérêts de la propriété privée.

Dans son analyse à propos du mot d'ordre d'État Palestinien indépendant, Posadas dit : «Nous ne sommes pas contre un État palestinien, mais il est nécessaire d'expliquer quels sont ses objectifs. S'il s'agit de faire une grande patrie, cela n'a pas de sens ; de plus, ils donneront aux Palestiniens un morceau de désert pour terre. Mais de toutes façons, le mot d'ordre d'État Palestinien peut être utilisé comme une mesure pour développer un centre d'unification de la lutte des masses arabes, pour chercher l'unité avec les masses israëliennes contre le système capitaliste»...« La bourgeoisie arabe prosioniste et l'impérialisme ne peuvent pas appuyer le mouvement de libération qui conduit à des transformations sociales. Ils ne peuvent appuyer cela. D'un autre côté, aucun petit pays ne peut poser qu'il doit passer par une étape bourgeoise pour se développer. Il faut poser la nécessité de fédérations et de confédérations...»

Le programme pour que les masses palestiniennes puissent sortir de cette situation est lié fondamentalement à la liquidation du capitalisme en Israël. Israël est un pays capitaliste ayant une lutte de classes dans laquelle le prolétariat urbain et la petite-bourgeoisie affrontent les intérêts du capitalisme. Le cas du scientifique Vanonou, condamné pour ses révélations sur la sinistre préparation nucléaire de la classe dirigeante d'Israël, montre qu'il y a les bases pour un large front unique contre le capitalisme israëlien, pour incorporer des ouvriers, des couches de techniciens et d'intellectuels, de soldats, avec les masses arabes, et ouvrir le chemin à la transformation socialiste, la résolution des problèmes des masses palestiniennes se faisant sur la base d'une fédération avec les masses d'Israël.

La bourgeoisie arabe est restée paralysée face à l'insurrection. Elle a peur de ses implications sociales, spécialement en ce qui concerne la bourgeoisie égyptienne avec sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme yankee. L'Égypte a d'énormes problèmes sociaux pour lesquels il ne peut y avoir aucune issue dans la structure du capitalisme. Que ce soit Hussein de Jordanie, ou Assad de Syrie, et bien que leurs bases sociales soient différentes, ils ont en commun la peur de la révolution palestinienne. De là vient l'absence de proposition de programme ou de politique de leur part. Pour eux, la chute d'Israël doit être «religieusement» évitée.

Dans cette situation, la position de l'Union Soviétique est paradoxale, car objectivement c'est la force, avec les autres États ouvriers, qui soutient la révolution arabe, que ce soit au Maghreb, en Libye, etc... Sans l'existence et le progrès de l'URSS, ce soulèvement palestinien ne serait pas possible. Mais au niveau de la direction politique, les Soviétiques agissent avec précaution et en général en cherchant à maintenir des relations avec les directions arabes telles qu'elles sont, ce qui n'est pas incorrect sur le plan diplomatique, mais ils n'interviennent pas sur les perspectives des transformations sociales au Moyen-Orient. Il est vrai qu'ils n'ont pas de points d'appui directs dans cette partie du Moyen-Orient, tels que des partis communistes puissants. On le voit dans la guerre Iran-Irak, dans laquelle les camarillas dirigeantes de Hussein et de Khomeiny maintiennent une guerre autant sanguinaire qu'inutile. Ceci est le résultat du manque d'une direction communiste pour ces pays, qui est le produit de la période du stalinisme au cours de laquelle la direction soviétique n'a pas organisé de forts partis communistes dans la région, et a privilégié les accords avec les couches dirigeantes qui sont celles qui empêchent le progrès de tous ces pays. Mais en ce moment où il y a une grande rectification en URSS et une réévaluation de toute la politique du stalinisme, il faut poser avec chaque fois plus de force la nécessité de trouver une politique correspondante à la pérestroika en ce qui concerne la politique extérieure.

La proposition faite par l'URSS de la Conférence Internationale de la Paix pour le Moyen-Orient est un ajournement des problèmes et non une solution à ceux-ci. Il faut gagner du temps pour permettre un développement politique des masses arabes et leur alliance avec la gauche israëlienne, mais il faut le faire en l'unissant au besoin d'une issue anticapitaliste. Nous appelons le PCUS en particulier, mais aussi tous les partis communistes et révolutionnaires du monde, à discuter les implications de l'insurrection palestinienne et à ouvrir des discussions sur le programme et la politique au Moyen-Orient, qui doit s'orienter dans sa perspective finale vers l'organisation d'une fédération socialiste de ces pays avec les masses palestiniennes et israëliennes, une fédération maintenant l'autonomie pour les différents peuples. Au cours de telles discussions, des problèmes de type particulier seront mis en lumière mais il n'y a aucune issue pour tous ces problèmes dans cette région qui ne passe fermement par la nécessité de dépasser les frontières nationales et de construire le socialisme en tant que système mondial. Ceci est une des leçons les plus fondamentales de la magnifique expérience de l'insurrection des masses palestiniennes.

4 Avril 1988 — Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste.

HOMMAGE A LA CAMARADE MILTE RADICCIONI DIRIGEANTE DU P.O.R. D'URUGUAY (extraits)

La camarade Milte Radiccioni, dirigeante de l'Internationale en Uruguay, représentante du P.O.R. Posadiste auprès du Frente Amplio, est décédée le 17 Novembre dernier.

Elle a lutté jusqu'au dernier moment de sa vie pour ce qui était son objectif essentiel : les idées du marxisme révolutionnaire, apprises auprès du camarade J. Posadas pendant les trente années de sa militance consciente.

Nous ne lui rendons pas ici un hommage rituel, mais constatons, au travers de sa vie, un exemple de la lutte de toute l'humanité pour le progrès. Par cette lutte, la camarade continue à vivre dans la jeunesse de son pays et du monde.

Nous nous rappelons la lutte de la camarade Milte à l'époque de la fondation de la section uruguayenne et de l'ouverture du local à Montevideo, la formation de la fraction syndicale des enseignants au sein de la CNT, son activité comme dirigeante de son syndicat.

Nous nous rappelons également l'activité de la camarade pendant son exil à Mexico, après que la dictature militaire ait pris le pouvoir en Uruguay. C'est là qu'elle organisa la publication des premiers textes de J. Posadas parus aux Editions Science Culture et Politique. La camarade Milte, c'est aussi l'intervention dans le «Frente Amplio à l'Extérieur» pendant les années de dictature, la relation avec le meilleur du Parti Communiste Uruguayen, c'est encore sa participation à la reprise de l'émission de radio du Parti à la Radio Nationale après 19 années d'interdiction.

L'humanité a perdu avec la camarade une posadiste profondément convaincue, une militante combative, tenace, un exemple de conscience révolutionnaire. Pour l'équipe aguerrie de la section uruguayenne, cette perte sera certainement un grand coup, mais elle ne paralysera pas son activité, car cette équipe a décidé de «continuer à mener cette vie, à lutter pour cet objectif qui est nécessaire pour le progrès de l'humanité» (J. Posadas).

Nous appuyons de tout notre coeur ceux qui continuent cette lutte, sa famille militante et posadiste dont nous partageons tous les sentiments de tristesse. En même temps, nous sentons l'assurance de la continuité de sa vie, de ses objectifs chez les camarades de la section uruguayenne de la IVe Internationale Posadiste et parmi les masses uruguayennes au sein desquelles la camarade Milte laisse un souvenir immense et éternel.

Vive la camarade Milte ! Vive le camarade Posadas ! Vive le communisme !

17 Novembre 1987 — *Secrétariat International de la IVe Internationale Posadiste.*

Suite de la page 1

pour ces mesures est la seule qui pourra mettre une fin aux attaques faites aux conquêtes que les masses ont obtenues au cours de la période antérieure.

Cette campagne doit être organisée dans la perspective d'une Europe qui est en train de s'établir dans les faits, en union avec tous les partis communistes, tous les partis socialistes et toutes les forces progressistes. Il faut faire une Europe qui fonctionne, non pour permettre à quelques grandes entreprises de faire de grands profits, mais pour permettre aux masses de ces pays de travailler dans des conditions normales et de vivre dignement. Le degré de développement de l'économie permet aujourd'hui de résoudre tous les problèmes de la population, que ce soit le logement, les prestations sociales ou le travail.

Nous appelons les communistes, les socialistes, les écologistes, les différents mouvements de gauche, à mener une discussion de tous ces problèmes. Les élections ne vont pas les résoudre, mais par contre, un échec de la bourgeoisie peut permettre, sur la base de l'expérience de 1981/1986, la relance d'un puissant mouvement dans le pays.

12 Mars 1988.

SOMMAIRE

Le mythe de l'Europe 1992	2
J. Posadas : La fonction de la IVe Internationale Posadiste	3
Afghanistan — Pakistan	4
France : les élections	5
Arménie	6

Correspondance : « LUTTE OUVRIERE » — Rue des Hellènes, 38 - 1050 Bruxelles
Tél. : (02) 648.76.75 — CCP 000 - 0976234 - 26 (Pôlet)

LE PARTI SOCIALISTE FACE A LA CRISE CAPITALISTE

Chaque fois qu'un gouvernement est constitué avec la participation du Parti Socialiste, se pose la même question: soit le PS gère la crise pour sauver le capitalisme malade et incapable de trouver des forces en ses rangs, soit le PS empêche le capitalisme de faire ce qu'il veut, dans les limites de son rapport de force électoral et même quand il a la majorité absolue (comme en France en 1981, en Grèce...) . Le gouvernement Martens VIII a exprimé dans sa déclararation d'intentions sa volonté de satisfaire les besoins sociaux, mais d'abord de redresser le budget de l'état, la compétitivité des entreprises.

Les monopoles, les multinationales, les holdings ne sont pas mis en cause dans la déclaration gouvernementale. Au contraire, on n'en parle que pour annoncer des cadeaux tels que les avantages à l'investissement par la réduction d'impôt, alors que la plupart de ces sociétés ne paient presque déjà pas d'impôts, par l'absence de volonté de protéger les travailleurs dans leur entreprise.

Nulle part dans la déclaration, il n'y a une quelconque intention d'abroger les arrêtés royaux pris sous les pouvoirs spéciaux. Au contraire, les pouvoirs spéciaux s'appelleront "LOI CADRE" qui aura un caractère permanent et avec comme pseudo–légitimité le vote positif de plus des deux tiers des députés et des sénateurs.

Nous avons entendu le ministre Busquin (ps) parler comme son prédécesseur, des abus dans les hôpitaux, en faisant un appel vibrant pour que le public aille se faire soigner chez le médecin privé, en inventant qu'un soin coûte dix fois plus cher à l'hôpital. Par contre, l'accord "médico–mutuelliste" augmente le coût financier pour le malade au profit de cette médecine privée, en augmentant le coût des analyses au patient. Cela va accélérer la concentration des laboratoires d'analyse dans les mains de quelques sociétés privées. Ceci n'est qu'un petit aperçu de l'amélioration de la santé pour la population.

Pour la sidérurgie, les Acec, la FN... rien ne fut exprimé et rien n'est fait valablement pour sauver ces entreprises de la faillite, cela toujours au profit des multinationales.

Le PS croit pouvoir résoudre tous ces problèmes dans le cadre de la fédéralisation. En Wallonie, le PS est le principal parti et de ce fait il exprime que la réforme de la constitution lui donnera les moyens de résoudre la crise, de réduire le chômage, d'amélioration de la condition sociale. En même temps, il exprime la nécessité d'adapter la Wallonie à l'Europe des trusts de 1992. Le PS pense s'imagine que la crise en Wallonie est aggravée par les Flamands, comme si en Flandre il n'y a pas de chômage, pas de fermeture d'entreprise, pas de misère. Comment le PS va pouvoir réagir en Wallonie quand il n'aura plus de bouc émissaire pour justifier son manque de courage pour affronter le capitalisme. Beaucoup de socialistes se réfèrent à la conception rocardienne qui oppose industriels et financiers, qui se propose d'appuyer un capitalisme dynamique qui va créer de l'emploi. C'est ainsi que certains trouvent que de Benedetti est meilleur que Suez comme s'il y avait deux capitalismes.

Le PS aura beau promettre de ne jamais bloquer les salaires, les travailleurs ne se font aucune illusion, ils voient très bien comment le PS respecte son engagement électoral.

Suite page 2

Lutte Ouvrière 4

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

25e année | juin 1988 | n° 377 | 10 francs

La discussion sur l'unification de la «petite gauche»

La discussion dans les organisations à gauche du Parti Socialiste est très importante. La raison de la préoccupation et de la recherche d'une unification ,d'un front des différentes organisations à gauche du PSB, est que le courant communiste est important en Belgique, dans la population et que ce courant a besoin d'une perspective anticapitaliste, d'un programme et d'une direction révolutionnaire.

Aucune des différentes organisations, PCB, PTB, et POS ne peut revendiquer d'être le seul représentant légitime de la classe ouvrière et des idées communistes. Aucune de ces organisations ne peut avoir la prétention d'être ou de devenir le Parti Communiste "légitime", seule avant–garde révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils ont chacun, et la IVème Internationale Posadiste également, une raison historique d'exister.

Aucun d'eux ne peut prétendre être la seule perspective communiste pour les travailleurs.Le PTB et le POS ont une influence par leur activité militante et leur présence dans les usines.

Par contre, le Parti Communiste Belge a, depuis la guerre, petit à petit abandonné les principes marxistes essentiels qui font l'identité d'un parti communiste: abandon de la dictature du prolétariat, de l'adhésion inconditionelle aux pays socialistes, de la lutte pour une société socialiste en Belgique. Les autres organisations révolutionnaires ont occupé le terrain traditionnellement occupé par les communistes, qui ont vu se réduire leur influence sociale, politique et électorale.

La préoccupation actuelle d'une "ouverture", la recherche d'une liste électorale commune, n'est pas seulement une préoccupation électorale, mais répond au besoin de rassemblement des forces de gauche dans ce pays.

Les changements dans la ligne politique du PTB depuis 1972 sont considérables. Alors Amada, défendait le concept des deux impérialismes,américain et soviétique, avec toutes les conséquences organisatives que cela impliquait sur le plan de l'analyse de la situation mondiale, s'alignant complètement sur la position des Chinois. Actuellement, le PTB considère l'URSS comme un pays socialiste et propose une alliance avec le PCB, qu'il a critiqué, attaqué et condamné auparavant. Et cela sans donner aucune explication. La raison essentielle de ce changement d'analyse du PTB est qu'il entre dans une crise profonde s'il ne s'adapte pas à la situation objective du monde et au fait que les masses du monde et la classe ouvrière considèrent l'URSS et les autres pays socialistes comme un régime social supérieur, et comme un programme à appliquer dans chaque pays. Le progrès constant des mesures socialistes engagées en URSS actuellement est aussi un élément d'impulsion dans toutes les organisations. Les militants du PCB se laissent impressionner par l'audience du PTB en Belgique. Mais il est nécessaire de remettre les chosesà leur place: le PTB ne va pas remplacer le Parti Communiste à plus ou moins long terme.Il a une certaine influence dans la classe ouvrière, justement parce que le Parti Communiste a abandonnné le terrain. Mais la tradition historique communiste ne peut pas être balayée.

Pour pouvoir continuer à exister, le PTB doit s'adapter à la situation objective. C'est la raison des changements de politique du PTB en ce qui concerne les pays socialistes mais aussi sur la situation du pays, vis– à–vis des syndicats par exemple. L'unification de la "petite gauche", peut être utile, si elle se préoccupe de défendre un programme anti–capitaliste, si elle se préoccupe d'avoir un programme et une tactique vis– à–vis du PS et

Suite page 2

LE MYTHE DE L'EUROPE 1992 ET L'UNIFICATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

«S'adapter, se préparer à 1992» est devenu le slogan à la mode dans tous les milieux, y inclus les organisations de gauche et les organisations syndicales. Comme si l'ouverture des frontières entre les 12 pays du Marché Commun allait apporter un quelconque bénéfice à la classe ouvrière, aux populations !

Cette Europe est celle des sociétés capitalistes multinationales, et elle n'a d'autre raison d'être que de servir de cadre à la concentration capitaliste pour disposer de forces plus grandes pour affronter le reste du capitalisme mondial, nord-américain ou japonais en particulier.

La suppression des barrières douanières sera une mesure supplémentaire qui favorisera ces sociétés capitalistes les plus fortes, au détriment de toutes les autres, et au détriment de la majorité de la population. Contrairement à ce qu'on présente au public, la levée des barrières douanières ne conduira pas à une diminution des prix des produits de consommation pour la population. Au fur et à mesure que les limites nationales ont été réduites, on a vu que, pour les gens, toutes les marchandises ont tendance à s'aligner sur les prix les plus élevés. Ce processus va s'accélérer car ce sont les grandes sociétés capitalistes qui dominent de plus en plus tous les marchés, et qui décident des prix.

D'autre part, le niveau des populations ne s'est pas développé et ne s'est pas égalisé au niveau des pays les plus avancés. On assiste à l'inverse, c'est le chômage qui se développe dans toute l'Europe, l'appauvrissement des travailleurs qui s'aggrave, les conditions de travail et de vie qui empirent sans cesse.

Il y a quelques semaines, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) tenait un congrès pour «faire face aux défis de 1992». Les directions syndicales présentes, qui ne sont pas tous les syndicats de l'Europe des 12, ont manifesté tout leur désarroi devant ces préparatifs d'unification capitaliste de l'Europe, comme si la classe ouvrière ne savait pas quelle riposte donner au capitalisme. Certains points ont toutefois été mis en avant, comme la généralisation de la revendication des 35 heures par semaine dans les différents pays européens, le rejet de principe des nouveaux régimes de travail et système de flexibilités, la lutte pour un meilleur emploi, la défense de la sécurité sociale au niveau des acquis les plus élevés. Mais ils n'ont fait aucune analyse de la crise du régime capitaliste, ni proposé une perspective alternative au capitalisme pour les travailleurs d'Europe. La seule issue qui leur semble possible est celle de faire pression sur les institutions européennes pour obtenir certains avantages communs pour les travailleurs des 12 pays d'Europe capitaliste. L'Europe sociale, l'espace social, qui a été invoqué au congrès, n'est pas, loin s'en faut, l'Europe des travailleurs !

Les moyens d'action évoqués au cours de ce congrès n'ont pas dépassé cette limite. Les problèmes ont été posés comme si les organisations syndicales étaient en retard par rapport aux capitalistes européens, et devaient courir derrière l'Europe des patrons pour avoir un contre-poids plus important à mettre dans la balance. Mais le maximum proposé est de négocier avec les institutions telles que le parlement européen, la commission européenne, afin de créer un «espace social européen».

C'est avec cette position que des dirigeants comme Jacques Delors sont considérés comme les interlocuteurs et les alliés les meilleurs. Mais J. Delors a exprimé, à l'occasion d'un colloque avec les responsables syndicaux métallurgistes belges, sa conception de l'internationalisme des travailleurs européens : pour lui, il faudrait être capables de signer une convention collective au niveau d'une société multinationale allant du Portugal au Danemark, et d'accepter une baisse du salaire de l'ouvrier danois pour permettre une élévation de celui du Portugal ! Il est vrai qu'avec la conception de mener uniquement des pressions «institutionnelles» on ne peut pas espérer faire céder grand chose au capitalisme.

Cependant, la classe ouvrière dans tous les pays d'Europe, et pas seulement l'Europe des 12, a maintenu et développé des luttes pour réduire le temps de travail, comme en Allemagne, contre les conséquences désastreuses pour les travailleurs des rationalisations et de l'automation capitalistes, comme en Angleterre, pour défendre les postes de travail à défaut de la moindre reconversion industrielle. Du Portugal au Danemark, il y a eu des grèves et des grèves générales très importantes. Ce n'est pas la volonté de combat qui manque à la classe ouvrière. Mais c'est difficile de pouvoir s'organiser à l'échelle de l'Europe des 12 avec des directions syndicales qui s'accrochent à d'énormes appareils et vivent de cela, au lieu de garder l'argent des syndiqués pour organiser les luttes et les rencontres des travailleurs entre eux.

Il y a eu beaucoup de tentatives, à chaque grève importante, comme celle des métallurgistes allemands et des mineurs et des marins anglais, d'organiser des rencontres et des mouvements de solidarité des travailleurs des autres pays d'Europe capitaliste. La riposte a été, jusqu'à présent, au coup sur coup, au fur et à mesure que les problèmes s'imposaient aux travailleurs. Il faudrait arriver à une organisation commune des délégations syndicales, des différents syndicats, au niveau de l'Europe. Etablir un programme commun de combat et de revendications anti-capitalistes. Le congrès de la CES a posé quelques jalons de revendications communes, comme les 35 heures, le nivellement de la sécurité sociale au niveau le plus élevé, et cela peut servir de point de départ de ces rencontres, mais il faut avoir un programme beaucoup plus complet, de revendications qui unifient toute l'Europe des travailleurs : imposer le droit au travail et le partage du travail, aucun droit de licenciement, pour un plan de production européen au bénéfice de la population, et sous le contrôle public des syndicats ; pour la défense des salaires au niveau le plus élevé de la communauté européenne, et contre la flexibilité. Si les travailleurs opposent un front unique à l'Europe des capitalistes, ils ne permettent pas les divisions et la concurrence de jouer entre eux non plus.

Parler de libre circulation des travailleurs dans l'Europe des 12 est une chose absurde à une période où il n'y a plus de travail et où le chômage augmente partout. Cette «liberté» concerne donc essentiellement les professions libérales, les cadres supérieurs, les techniciens, mais pas l'immense majorité de la population.

Quand les syndicats ou les partis de gauche parlent de l'Europe, il faut parler des perspectives que l'unification de l'Europe peut représenter sous la direction et avec un pouvoir réel des travailleurs. Il faut parler aussi de toute l'Europe, qui ne se limite pas aux 12 pays du Marché Commun, et qui comprend aussi une moitié de pays socialistes. Les relations avec les États ouvriers européens sont encore très limitées au niveau des organisations syndicales, alors qu'il y a beaucoup d'expériences et de tâches possibles à développer en commun pour la classe ouvrière de tous les pays européens.

La discussion sur l'unification de la petite gauche

des militants socialistes dans le syndicat. Et sur ces objectifs, c'est tout à fait possible de se mettre d'accord.Il est vrai qu'il est nécessaire de maintenir l'identité de chaque organisation. La présentation des listes d'organisations communistes et révolutionnaires aux élections n'est qu'un moyen, un canal pour intervenir, une tribune pour s'adresser aux travailleurs et à toute la population exploitée du pays, comme disait Lénine.

Le PTB refuse de faire un front électoral avec le POS, mais pas avec le PCB,refusant de s'allier avec les trotskystes. D'autre part, le PCB souhaiterait un front Rouge –Vert avec des écologistes qui,eux, ne veulent pas se mouiller avec les communistes.

Pour forger l'identité d'un parti communiste, cela ne se fait pas dans des élections, mais dans la lutte quotidienne, dans la défense d'un programme anti–capitaliste, dans la discussion politique interne sur la base des principes marxistes. Un front électoral PCB–POS–PTB avec d'autres révolutionnaires, et aussi avec les Posadistes, doit avoir un objectif précis. Il ne s'agit pas de forger l'identité d'un Parti et de compter ses voix, mais d'abord de présenter face à la droite et au CVP–PSC l'opinion de la grande masse des gens exploités de ce pays qui ne peuvent pas s'exprimer. Et ensuite d'avoir une tactique et un programme pour pousser la gauche dans le Parti Socialiste à intervenir, à proposer que le PS défende un programme de transformations sociales du pays, un programme de défense des acquis des travailleurs et une solution anti–capitaliste à la crise capitaliste.

La gauche socialiste existe politiquement mais surtout syndicalement. Mais les militants socialistes n'ont aucune orientation pour agir dans les syndicats. La FGTB comme le PS–SP ne sont pas homogènes. Il y a un appareil bureaucratique aussi important à la FGTB qu'au PS. Et d'ailleurs les cadres moyens et les dirigeants bureaucratiques sont les mêmes à la FGTB et dans le Parti.

La "petite gauche" ne peut pas former une majorité électorale ni représenter, toute seule,les intérêts des travailleurs. On ne peut envisager aucun changement politique conséquent en Belgique sans tenir compte que le grand parti ouvrier en Belgique est et reste le Parti Socialiste. Cela ne veut pas dire qu'il faut accepter sa conciliation avec la droite, son réformisme et sa conception sociale démocrate. Un front électoral des petites organisations peut avoir une fonction importante pour changer le PS, pour gagner la gauche socialiste et syndicale à la nécessité d'un changement radical,sinon effectivement cela n'a aucune raison d'être.

Editorial

LE PARTI SOCIALISTE FACE A LA CRISE CAPITALISTE

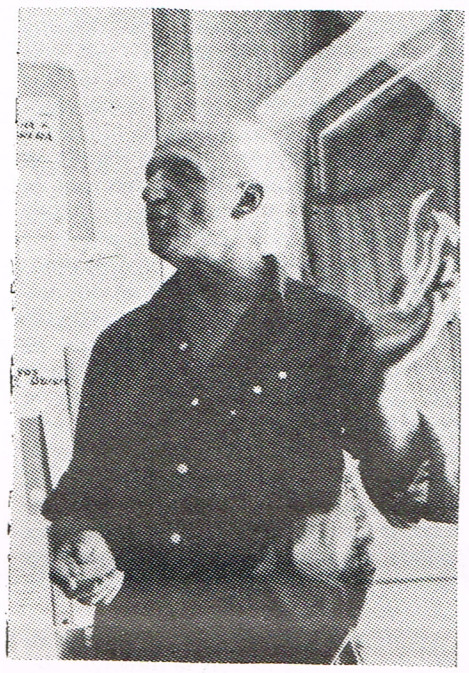
Suite de la page 1

Les travailleurs ont voté PS pour le changement et non un changement dans la continuité de l'austérité sur leur dos. Les travailleurs ne pourront pas rester passifs devant les gestionnaires du capitalisme. Les membres de la base du PS sont coincés entre la fidélité aux objectifs du parti et l'obligation de soutenir la direction. La direction du PS rentre dans le gouvernement avec l'intention d'améliorer la condition sociale de la population, mais le système capitaliste ne peut accorder la moindre chose sans se mettre en infériorité dans la concurence mondiale. C'est ainsi que les capitalistes agissent et ce sera celui qui réduira le plus les salaires qui dominera.

Ainsi le PS se voit obligé, pour rester dans le gourvernement, de gérer la crise sans mettre en cause le système. La bourgeoisie voudrait bien supprimer tous les acquis sociaux, mais elles n'arrive pas à résoudre ses contradictions liées à la concurence. Cela l'oblige à maintenir les acquis et les droits sociaux existant encore actuellement pour être soutenu par le PS. Les militants socialistes s'organisent avec les militants communistes, posadistes, du PTB, du POS, et ceux qui sont organisés au sein des syndicats, et cela sans sectarisme et sans vouloir s'accaparer de l'union au profit de l'une des organisations. Ainsi ils pourront pousser leurs dirigeants syndicaux à prendre leur distance avec le PS et déclencher des luttes pour obliger les dirigeants socialistes à appliquer une politique dans l'intérêt des travailleurs. Ceci existe depuis longtemps, mais aujourd'hui cela donne une ébauche d'un front de la gauche que les partis de gauche devraient amplifier et étendre au niveau national.

LE PROGRES DE L'URSS ET LA FONCTION DE LA IVème INTERNATIONALE POSADISTE

J. Posadas



7 ans après sa mort, survenue le 25 Mai 1981, les analyses de J. Posadas sur l'Union Soviétique et les États ouvriers dans leur ensemble, sont totalement valides, et le processus de restructuration en cours actuellement en URSS le confirme pleinement.

Dans ce texte qu'il a écrit peu de temps avant sa mort, Posadas revient sur le concept de la régénérescence partielle de l'État ouvrier soviétique, c'est-à-dire que les changements en URSS sont inéluctables, parce qu'ils répondent à une nécessité de l'histoire.

C'est cette compréhension théorique marxiste du processus historique qui est une des bases de la fonction de la IVe Internationale Posadiste. Posadas a dédié sa vie à éduquer les cadres et militants de son propre mouvement, et du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, dans cette compréhension, afin qu'ils aient l'assurance nécessaire pour organiser l'action et intervenir dans le sens de ce processus de progrès. C'est avec ce texte que nous lui rendons hommage en ce 7e anniversaire de sa mort, montrant ainsi que sa pensée est bien vivante aujourd'hui.

Si l'URSS n'appuie pas le processus révolutionnaire mondial, elle meurt et se décompose, les bureaucrates se décomposent et donnent plus rapidement accès à l'intervention des trotskystes. L'URSS ne peut vivre sans appuyer le mouvement révolutionnaire mondial, même avec cette bureaucratie. Avant, Staline ne pouvait vivre avec la révolution, et maintenant l'URSS ne peut vivre si elle n'impulse pas le processus révolutionnaire mondial. Elle peut ne pas appuyer dès le début, ou par la suite, les mesures les plus nécessaires ou les meilleures, mais elle doit appuyer tout mouvement anti-capitaliste. Elle peut concilier avec le capitalisme par rapport à un endroit déterminé, mais elle ne peut livrer aucune révolution importante, ou moyennement importante. Elle peut concilier un statu quo avec le capitalisme, mais sa condition de vivre est de progresser, et pour cela elle doit appuyer tout mouvement qui tend à s'identifier avec elle, c'est-à-dire les mouvements qui vont vers la structuration de l'État ouvrier. C'est la condition de la logique de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une interprétation que nous faisons parce que nous voyons les intentions, mais c'est une logique de l'histoire. Il en est ainsi même si je meurs maintenant : l'URSS ne peut vivre sans impulser la révolution mondiale, voilà sa condition pour exister.

A partir d'un niveau déterminé, d'une certaine position dans l'histoire après la seconde guerre mondiale, l'URSS a eu besoin d'étendre sa force dans le monde par rapport au système capitaliste. Elle a acquis cette assurance une fois que Staline ait été liquidé. Staline a été liquidé par l'histoire, la façon dont il est mort n'a pas d'inportance, c'est l'histoire qui l'a tué. Indépendamment de qui l'a tué, il était de trop parce qu'il était un trouble et une opposition au développement de l'État ouvrier. Le développement de l'État ouvrier signifiait impulser la révolution mondiale et créer aussi les révolutions, non pour les absorber, mais pour étendre le rapport de forces mondiales avec le capitalisme.

Ceci est la pensée de base de la bureaucratie actuelle, qui détermine le comportement de l'URSS, tandis que le reste des autres bureaucraties, qu'elles soient des partis communistes ou des autres États ouvriers, a toujours la pensée qui prédominait antérieurement : comment continuer à en avoir l'usufruit. La bureaucratie de l'Union Soviétique en a l'usufruit, mais de moins en moins parce qu'elle doit impulser la révolution. Le capitalisme n'a aucune notion de ce processus. Cela ne vient pas du fait qu'il l'ignore ou qu'il ne peut rien faire, mais simplement du fait qu'il n'en a pas notion. C'est pour cela qu'il espère encore trouver des adeptes en Pologne. Ce sont des mesures désespérées de la part du capitalisme qui fait cela parce qu'il ne peut rien faire d'autre, mais aussi parce qu'il croit qu'il peut avoir du succès. Il n'a pas d'autre mesure dans l'histoire, à l'inverse de l'URSS.

Il faut s'attendre à ce qu'à court délai les Soviétiques changent de façon correcte leur capacité d'analyser, de planifier la lutte anti-capitaliste et de pouvoir influer sur les partis communistes. Il faut prendre le monde tel qu'il est. Ces partis communistes sont le résultat de l'époque stalinienne, mais par contre l'URSS a avancé en passant par-dessus Staline, elle l'a liquidé en tant que figure, en tant que pensée dans l'oeuvre et la pratique. Mais toute la structure n'est pas liquidée, et celle-ci ne trouve pas sa représentation en Union Soviétique mais dans le Parti Communiste Italien, dans le Parti Communiste Français, ou le Parti Communiste Espagnol, qui sont le résultat de la structure qu'a développée Staline. Le processus d'élévation se fait du côté le plus simple, le plus sensible à la nécessité de progrès, et dans ce cas il s'agit de l'URSS, parce qu'elle sent qu'une telle nécessité est unie à sa vie, et elle doit donc changer. Le Parti Communiste Italien ne sent pas pour l'instant la nécessité de changer, il a été éduqué dans la politique antérieure de manoeuvres, du jeu parlementaire. Par contre, les Soviétiques doivent agir en fonction d'une résolution concrète qui est celle de l'affrontement avec le système capitaliste. C'est pour cette raison qu'elle doit progresser, améliorer sa politique, et liquider intérieurement les secteurs qui s'opposent à un tel progrès.

Le progrès est lent, il se donne en URSS et non dans tout le mouvement communiste. Nous devons comprendre pourquoi il en est ainsi. C'est alors que change l'étape antérieure de la révolution politique et de la révolution permanente en fonction de l'étape que nous vivons aujourd'hui. Les principes de la révolution politique et de la révolution permanente restent valides, mais ils se développent de façon différente par rapport au passé. Et comme ces partis communistes ne peuvent changer, il faut donc chercher les moyens, qui sont les grands événements, les coups, pour peser d'une façon décisive sur eux, et permettre à l'aile qui cherche à progresser de gagner.

Mais même avec toutes les menaces que font la droite et le centre du Parti Communiste Italien, l'idée progresse à l'intérieur de celui-ci qu'avec l'URSS il ne peut se rompre, mais aussi qu'il doit l'appuyer. La conclusion qu'a donné Pajetta (délégué du Parti Communiste Italien au XXVIe Congrès du PCUS) a été que le rapport de Brejnev a été très bon.

Voilà ce que nous faisons avec toute notre patience. C'est pour cela que nous sommes un mouvement qui ne croît pas en nombre, mais qui croît en autorité dans le monde entier. Nous ne sommes pas pressés, nous ne sommes pas impatients. La hâte et l'impatience sont le résultat du manque de maturité, et le manque de maturité est essentiellement le manque de compréhension des perspectives du processus et de la façon dont il se donne : c'est ainsi que surviennent alors ces problèmes.

Il est nécessaire de comprendre le développement du processus révolutionnaire mondial et les diverses formes qu'il prend. Avant tout, il s'agit de la combinaison qui existe entre le mûrissement des partis communistes déterminé par le rapport de forces mondiales qui vient de l'influence prépondérante de l'URSS, et le mûrissement des mouvements révolutionnaires du monde qui influent sur l'URSS et augmentent le besoin d'affronter le capitalisme. Cela lui donne alors une assurance historique, politique et organisative. Comprendre ce processus requiert un certain niveau théorique, d'assurance théorique. Il ne s'agit pas seulement de la compréhension, mais de l'assurance théorique, c'est-à-dire de la pratique théorique, et particulièrement de la pratique qui signifie intervenir dans un processus comme celui d'aujourd'hui, dans lequel un petit groupe doit défendre le développement de la vérité historique. Ce n'est pas la vérité en abstrait, en tant que titre ou problème, mais le développement du processus révolutionnaire qui est la condition historique de la vérité et de toutes les autres vérités de l'histoire. C'est de là que partent les autres vérités de l'histoire, c'est-à-dire le raisonnement, la conclusion, l'application nécessaire au développement harmonieux de l'humanité pour supprimer toute forme d'exploitation, de violence et de besoin.

Ceci demande une préparation théorique, une pratique théorique, celle qui compare et affronte les forces matérielles et numériques avec notre force qui est la capacité de conviction, de raisonnement, de préparation de l'assurance théorique et politique, qui est le guide du raisonnement. Mais le guide a aussi un livre qui est le marxisme. Ce guide est déterminé car le processus ne se donne pas comme il y a vingt, trente ou quarante ans, ou comme au moment où je me suis intégré au mouvement révolutionnaire. C'est pour cela qu'il faut éduquer les camarades dans les principes les plus compliqués, les plus profonds, de la façon la plus simple. Dans ce processus, j'apprends également, quand j'enseigne j'apprends et je me préoccupe d'apprendre. J'apporte quelquefois des rectifications à ce que j'ai dit, en corrigeant, en améliorant, parce que j'apprends. J'interprète quelquefois un problème pour la première fois, je donne une forme à ma pensée, et en la formulant il m'en surgit déjà une autre. Alors je la rectifie ensuite, non pour alourdir, mais je rectifie ou je change en impulsant la même pensée scientifique. Je donne beaucoup de définitions de principes qui ne sont pas des conceptions ou des notions théoriques éloignées d'un processus, mais qui s'ajustent à la conclusion organisative pratique.

Voilà ce que nous faisons. C'est ce qu'ont fait à leur époque Marx, Engels, Lénine, Trotsky et les bolcheviques. En dehors de nous, personne ne fait cela aujourd'hui. Cela signifie savoir incorporer au processus révolutionnaire des conclusions pratiques et organisatives qui vont se modifier, changer, sans perdre leur nature originale ou leur objectif original. Elles vont changer parce que cela est nécessaire pour atteindre cet objectif. Nous devons faire cela et éduquer tous les camarades pour qu'ils apprennent à savoir vivre pour cette fonction.

Quels que soient les inconvénients que nous ayons, le principal qui est notre sentiment d'isolement a déjà été dépassé. Quand nous avons pris la résolution de construire cette Internationale, l'Internationale Posadiste, il y a dix-neuf ans, nous savions que nous devions passer par tout cela, ce que nous avions devant nous, et qui étaient les camarades de cette époque. Et c'est avec cela que nous avons fait tout ce que nous avons fait. Regardez la force, le respect et l'autorité que nous avons gagnés dans le monde. Nous consacrons notre vie à cette fonction, et nous créons doublement une vie : en ayant des enfants et en éduquant les enfants des camarades, leurs pères, leurs mères, dans la conviction de cette conclusion théorique, politique et pratique.

Nous sommes en train de développer une coordination sans transition entre la théorie et la pratique, entre la pratique et la théorie. La complexité de ce processus ne vient pas du fait qu'il soit difficile, mais du fait qu'il n'y ait pas la force nécessaire pour le réaliser. Les Soviétiques sont en train d'unir cette force, et alors nous l'impulsons. C'est pour cela que dans notre mouvement il n'y a ni défiance, ni pessimisme, ni désertion, ni doute. Même dans les problèmes les plus difficiles, nous avons l'assurance de poser les choses telles qu'elles sont. Nous éduquons les camarades de l'Internationale dans cette activité, et nous substituons leur manque de préparation théorique - bien qu'ils aient une bonne volonté et une grande décision militante - afin qu'ils puissent acquérir la domination de la compréhension théorique.

Dans l'avenir, l'humanité vivra sur la base de l'amour à la théorie. Mais alors, tout en ne perdant pas son sens historique original, la théorie aura d'autres acceptions beaucoup plus élevées. Toutes les conceptions, qu'elles soient mathématiques, arithmétiques ou algébriques, sont déterminées par le développement de

Suite page 4

La politique de l'URSS en Afghanistan, la défaite de l'impérialisme yankee, et les perspectives de la révolution avec la soi-disant retraite de l'armée soviétique.

L'accord de paix entre l'Afghanistan et le Pakistan

L'accord de paix en Afghanistan représente avant tout une défaite politique de l'impérialisme, de la même manière que le sont les négociations de paix que les contras doivent accepter du gouvernement du Nicaragua. L'impérialisme doit reconnaître publiquement sa contribution militaire aux douchmans et signer l'arrêt de toute aide militaire et financière de l'envoi de mercenaires et de leur entraînement, alors qu'il faisait croire jusqu'à maintenant que toutes les actions militaires des moudjahidins étaient le résultat de leur capacité et de leur fusion avec le peuple afghan.

Les Soviétiques ont posé le principe du retrait de leurs troupes à la condition formelle que l'accord de paix soit respecté par le Pakistan et par les contre-révolutionnaires afghans, et ils ont maintenu le droit inconditionnel d'aider au développement de l'Afghanistan de tous les points de vue. Il ne s'agit donc d'aucune retraite du genre «Vietnam» comme essaient de le montrer la presse capitaliste et un secteur de dirigeants communistes (du Parti Communiste Italien particulièrement). Les militaires yankees ne se sont pas retirés du Vietnam, ils ont fuient comme des rats avec les Vietnamiens réactionnaires, mis dehors par la force militaire et sociale des masses vietnamiennes, et par les millions de gens qui se sont mobilisés dans le monde entier, et fondamentalement aux États-Unis, pour exiger qu'ils s'en aillent.

Le retrait encore très limité des troupes soviétiques, de certaines villes et de certains points de défense afghans, se fait avec les adieux et les saluts émus du peuple afghan. Alors qu'ils se replient, les Soviétiques laissent en grande quantité les armes les plus modernes à l'armée afghane et aux soldats de la révolution qui vont les remplacer. Il n'y a pas eu en URSS la moindre manifestation des masses contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Au contraire, les comités des jeunes vétérans qui se sont constitués posent avec conviction qu'ils ont accompli un devoir révolutionnaire en Afghanistan, en défendant les frontières de leur propre pays menacé par l'impérialisme, et en défendant l'internationalisme socialiste. Ce qui se pose maintenant en Union Soviétique, c'est que la population veut intervenir, donner son avis sur la politique qu'il faut mener, alors que ceci n'a pas été discuté en 1979, même si les masses soviétiques ont appuyé l'intervention des troupes en Afghanistan.

La question qui se pose maintenant, c'est de voir s'il y a ou non un recul de la révolution en Afghanistan avec la conclusion de cet accord de paix. Est-ce que le principe du retrait de l'armée soviétique peut conduire réellement à une contention des plans de guerre contre-révolutionnaires de l'impérialisme yankee ?

L'URSS continue à mener la politique de compénétration, comme le définissait le camarade J. Posadas. Elle cherche à gagner du temps face aux préparatifs de guerre du système capitaliste. Elle essaie de diviser certains secteurs capitalistes et de les attirer, afin qu'ils se séparent d'une coalition militaire avec l'impérialisme yankee. Les Soviétiques ne renoncent à aucune mesure d'importance du point de vue militaire. Avec l'accord de paix en Afghanistan, les Soviétiques pensent pouvoir contenir ou neutraliser l'impérialisme à échelle mondiale, et parvenir à d'autres accords de paix dans ce qu'ils appellent «les conflits régionaux».

Mais l'impérialisme continue et va continuer ses préparatifs de guerre, au niveau le plus élevé de sa capacité industrielle et militaire. D'un autre côté, les peuples du monde continuent la lutte pour leur émancipation, et voient que pour progresser ils ont besoin d'avancer vers l'État ouvrier. Il n'y a aucune possibilité de nouveaux «Yalta» dans l'histoire. La lutte des Palestiniens, des masses d'Afrique du Sud, d'Angola, du Mozambique, d'Éthiopie, du Nicaragua, pour ne citer qu'eux, le démontre.

En Afghanistan s'exprime également ce rapport de forces mondial. Depuis 1979, la révolution a pris le pouvoir et a réalisé, avec l'aide de l'Union Soviétique, un développement très important du pays en faveur de la population. La participation militaire soviétique a fait partie de ce développement, elle l'a défendu et lui a donné de l'assurance en empêchant et en mettant en échec par la force les contre-révolutionnaires, armés et financés à coups de millions de dollars par l'impérialisme yankee et le Pakistan essentiellement. Durant ces 8 années, le pays a commencé à sortir de l'arriération brutale du féodalisme. Avec l'aide militaire soviétique s'est développée l'alphabétisation de la population, il y a eu une élévation culturelle et scientifique, la réforme agraire, un développement de l'industrie impulsé par l'État et par l'URSS, le pays s'est unifié comme jamais auparavant dans son histoire, les relations humaines se sont élevées en donnant la dignité et l'égalité aux hommes et aux femmes, le droit à l'école et à la culture aux paysans et aux tribus les plus reculées du pays.

Que représentent les soi-disants mouvements de guérilla contre-révolutionnaires dans tout cela ? Ils ne représentent que des intérêts de caste, féodaux et réactionnaires, pour lesquels la religion n'est qu'un instrument d'oppression et une couverture. Il ne fait aucun doute qu'ils représentent une «partie du peuple afghan», mais c'est la partie infime qui ne veut que maintenir le pays dans l'arriération et sous la domination des seigneurs féodaux. Ce sont ces gens-là qui ont reçu des armes et des millions de dollars de la part de l'impérialisme yankee.

Il ne s'agissait donc pas de mettre en question, comme l'a fait la direction des partis communistes ou socialistes dans différents pays du monde, l'aide militaire soviétique au nom de la «non-intervention». Il n'y a eu aucune «non-intervention» en Afghanistan. Cet accord de paix entre l'Afghanistan et le Pakistan, qui a été signé récemment avec l'URSS et les États-Unis, confirme qu'il y avait cette intervention de l'impérialisme et déclare qu'elle doit cesser. Mais on ne peut penser que les régimes réactionnaires du Pakistan ou d'Arabie Saoudite vont arrêter d'intervenir contre le progrès de l'Afghanistan vers une expérience socialiste. Ils l'ont fait par le passé et vont continuer à le faire, tout en signant des accords de paix.

Ce qui peut faire reculer ces tentatives, c'est la crise politique très profonde qui se déclare maintenant au Pakistan, où le général dictateur Zia doit proposer des élections, ce qui par conséquent rend possible des changements dans la politique du Pakistan vis-à-vis de l'Afghanistan et par rapport aux contre-révolutionnaires installés sur son territoire.

L'URSS ne peut en aucun cas abandonner l'Afghanistan aux contre-révolutionnaires et à l'impérialisme. Elle a besoin de poursuivre les objectifs qui ont déterminé sa participation militaire à la défense de la révolution afghane en 1979. Il ne s'agissait pas alors d'étendre le pouvoir bureaucratique, mais d'étendre l'État ouvrier et d'arrêter la contre-révolution, comme elle l'a fait en Angola ou en Éthiopie. Ce fut une décision de l'État ouvrier dans un processus de régénérescence, et non la décision d'un dirigeant ou d'un autre.

Aujourd'hui l'URSS discute ouvertement de surmonter les structures et les entraves bureaucratiques, et cherche en particulier à surmonter le manque de participation de la population dans les décisions du gouvernement et de la direction du parti qui avaient décidé l'intervention militaire en Afghanistan. Aujourd'hui avec la pérestroïka, les gens ont la possibilité de s'exprimer et d'intervenir de façon plus large. Il n'y a pas eu la plus petite manifestation contre l'aide de l'URSS à l'Afghanistan, bien au contraire. Ce qui est maintenant en discussion et en préparation en Union Soviétique, c'est la recherche de formes supérieures d'intervention avec la révolution afghane.

Le début du retrait militaire est très limité, échelonné et conditionnel. A n'importe quel moment, les Soviétiques peuvent l'interrompre et revenir s'il y a un danger pour l'État révolutionnaire afghan. Mais il est nécessaire également d'aider au renforcement du parti en Afghanistan, à la formation des cadres, non seulement techniques et scientifiques mais politiques et militaires révolutionnaires, afin de maintenir le développement de l'État révolutionnaire, de ne pas se perdre dans la politique de «réconciliation nationale», et d'approfondir les mesures de transformations sociales révolutionnaires du pays vers le socialisme.

Les Soviétiques ne laisseront pas l'Afghanistan aux mains de la contre-révolution, c'est pour cela que les yankees ont réclamé une «symétrie» entre la cessation de l'aide aux contras et le retrait des troupes soviétiques. Ils se rendent compte que les Soviétiques ne s'en vont pas comme cela. Ils peuvent retirer une partie de leurs troupes, mais ils restent indéfectiblement dans le pays, comme unique garantie de son progrès. Aucun pays arriéré n'a pu s'émanciper en dehors des relations avec l'URSS et les États ouvriers.

Nous invitons les camarades soviétiques à impulser la discussion ouverte de ces principes. Et les partis communistes qui ont condamné l'intervention militaire soviétique en 1979 doivent faire un bilan de ce qu'était et de ce qu'est devenu l'Afghanistan et la révolution dans cette période. Il faut imposer aux yankees de ne pas intervenir parce que leur intervention va contre l'histoire et contre la vie, et il faut soutenir la lutte des révolutionnaires afghans qui veulent le progrès de leur pays et du monde, et qui veulent avancer vers le socialisme.

Bureau Européen de la
IVe Internationale Posadiste
6 Juin 1988.

LE PROGRES DE L'URSS

l'humanité et par son rapport avec le cosmos. Au fur et à mesure que nous nous développons dans ces relations, les mathématiques et l'arithmétique vont changer, non parce qu'elles étaient mauvaises auparavant, mais parce qu'elles indiquaient un degré de connaissance inférieur à celui que nous allons atteindre. Nous représentons une connaissance acquise par le fait qu'on peut accomplir cette fonction avec un petit nombre. Mais comme il faut avoir une maturité plus élevée pour mener cette tâche à bien, il existe peu de camarades pouvant écrire des articles répondant au niveau nécessaire. Je le comprends, et c'est pourquoi j'ai pris la décision de le faire moi-même, en attendant que les camarades mûrissent. Mais partout dans le monde, dans nos sections, les camarades écrivent des articles locaux très bons, ce qui me permet alors de me concentrer sur les problèmes principaux. Nous avons déjà une équipe mondiale qui a la conscience de sa responsabilité historique, et qui a uni sa vie à cette responsabilité.

Notre préoccupation est d'éduquer nos cadres et de substituer leur manque de préparation théorique antérieure. Nous les éduquons dans la théorie et la pratique c'est-à-dire que notre préoccupation est de concentrer tout dans la plus haute interprétation, c'est ensuite que vient le reste, la façon de l'appliquer. Nous avons eu la décision en 1962 d'organiser une nouvelle Internationale, et nous l'avons faite. Et aujourd'hui, cette Internationale est en train de chercher à accroître son poids dans l'histoire, et non seulement à vendre plus de publications, afin de raccourcir les délais de l'histoire. Entre autres choses, il faut réduire les horreurs que va faire le régime capitaliste avant d'être détruit, ou au moment de sa destruction. Nous nous préparons à affronter ces horreurs - que nous avons appelées le «bourbier atomique» (c'est-à-dire la guerre atomique), tout en sachant que nous en ferons partie. Mais la guerre atomique ne sera qu'un bourbier atomique et rien de plus, ce ne sera pas l'extinction de l'humanité. Et même si beaucoup de gens meurent, parce que beaucoup vont mourir, la conviction va se développer - et non pas renaître - avec une profondeur immense. Un an du futur sera l'équivalent d'un siècle actuel, je le pense ainsi. C'est pour cela que ma pensée est très élevée, harmonieuse, rythmique, elle trouve un rythme en tout. Parmi tous les mouvements harmonieux, ma pensée trouve le rythme de ce mouvement. Nous sommes en train d'organiser les camarades pour cette activité, cherchant à ce qu'ils soient les meilleurs, et compensant leur manque de préoccupation antérieure par rapport à ces problèmes. Nous essayons de faire cela le plus rapidement possible.

Nous avons la joie, entre autres choses, de discuter aujourd'hui l'un des événements les plus grands de l'histoire : le capitalisme mondial s'appuyait sur le Parti Communiste Italien pour essayer d'arrêter la roue de l'histoire dont le chariot est conduit par l'URSS, mais l'URSS y répond avec une grande assurance. Quand le Nicaragua et un représentant du Front Polisario vont au Congrès du PCUS, cela signifie que l'URSS est le centre qui dirige le monde. Et ce Congrès a été le meilleur de l'humanité. Le monde vit l'Union Soviétique, et celle-ci doit avancer car c'est une nécessité de l'histoire.

J. POSADAS
1er Mars 1981.

Suite de la page 6

plète avec l'État ouvrier soviétique. Les vieilles couches réactionnaires de la bureaucratie se sont défendues au moyen de rafles assassines qui ont pu compter sur des complices au sein de l'appareil central du parti.

Les plans de la direction bureaucratique sautent. Avec les accords militaires réalisés avec l'impérialisme, elle cherchait à gagner du temps pour un développement de l'économie et de la société soviétique. La politique antérieure de la direction, plus concentrée dans la préparation pour affronter le capitalisme, concentrait la préoccupation intérieure en soumettant les intérêts particuliers et locaux des couches les plus basses de la bureaucratie à la politique anti-capitaliste du pouvoir bureaucratique central. Les tentatives pour gagner du temps de co-existence avec le capitalisme diminuent la pression intérieure, qui était également exercée sur les masses, et celles-ci sentent qu'elles ont un plus grand espace pour intervenir.

Le mouvement communiste, socialiste et révolutionnaire, doit discuter ces événements en Union Soviétique comme un moyen pour élever la conscience socialiste. L'humanité, représentée par les masses de l'État ouvrier, démontre un niveau très grand de progrès, alors que la direction soviétique sélectionne des couches en son sein qui s'élèvent vers la compréhension scientifique du processus de l'histoire.

4 Avril 1988 Bureau Européen de la
IVe Internationale Posadiste.

France

Les élections législatives et la nécessité du front de la gauche

Le résultat des élections législatives a montré une fois de plus la maturité de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, qui ont réussi à attirer la majorité de la population française pour apporter une solution aux problèmes en dehors du système capitaliste.

Cette maturité est le résultat d'une conscience qui n'est pas particulière à la France, mais qui existe dans le monde entier. Les Palestiniens, en rejetant le régime d'oppression que leur font subir les sionistes, ont voté en France, tout comme les révolutionnaires du Nicaragua. Mais c'est surtout l'existence des États ouvriers et les changements qui sont en train de s'y produire qui ont stimulé, donné conscience et sécurité aux travailleurs français, pour rejeter toutes les combinaisons et tous les arrangements que la direction du Parti Socialiste et Mitterrand ont voulu faire pour essayer de gouverner le pays sur la base de la conciliation et du maintien de la structure du système capitaliste.

La classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, ont manifesté clairement avec leurs voix qu'elles s'opposent à toute solution dite «centriste». C'est pour cela que le vote massif qu'avait obtenu Mitterrand il y a à peine un mois, s'est traduit dans les législatives par un vote de sanction aux socialistes. La classe travailleuse française n'a pas voulu que se répète l'expérience de 83 à 86. Son jugement a été unanime. Alors que les socialistes n'ont pas réussi à obtenir la majorité absolue, le Parti Communiste, pour la première fois depuis 15 ans, a augmenté ses voix. D'autre part, il s'est produit la plus grande abstention de tous les derniers temps. Que ce soit la perte de voix du Parti Socialiste, la progression des voix du Parti Communiste, ou l'abstention, ceci indique un même sentiment de la part de la population : le refus de tout ce qui peut signifier un accord avec la bourgeoisie. C'est pour cela que la presque totalité des candidats d'ouverture a été sévèrement mise en échec, et que de nombreux socialistes, dans des régions où Mitterrand avait eu une large majorité, ne l'ont emporté que de quelques dizaines de voix.

On ne peut pas ne pas tenir compte de ce qu'ont voulu exprimer les travailleurs dans ces élections. Nous avons eu l'occasion de faire un bilan des résultats des élections des dernières années, et nous avons considéré que la population s'était exprimée à chaque fois avec une grande maturité politique. En 81, en permettant à la gauche d'obtenir la majorité, et en la lui refusant en 86 pour ne pas avoir appliqué le programme pour lequel elle avait été élue. En 88, en redonnant la majorité à la gauche de manière nette et concluante, pour montrer que le vote de 86 n'avait pas été un soutien à la droite, mais un avertissement à la gauche. Enfin dans les élections législatives de 88, en sanctionnant la politique que voulait appliquer Mitterrand, avec une grande partie de la direction du Parti Socialiste. En l'espace d'un mois, la population passe d'un vote donnant 54% à la gauche, à un vote où la droite et la gauche se retrouvent avec un nombre de voix équivalent. On ne peut expliquer cela par une analyse arithmétique des voix ou pour des raisons conjoncturelles. Dans le mois qui a suivi les élections présidentielles, aucun événement ne s'est produit qui justifie un changement d'opinion de la population. La seule explication doit être trouvée dans le fait que la classe travailleuse, n'ayant aucune autre possibilité d'expression que le vote, a utilisé les élections présidentielles pour montrer qu'elle est profondément ancrée à gauche, et les élections législatives pour montrer qu'elle veut un programme anti-capitaliste.

Il est évident que la direction socialiste et Mitterrand ont eu le sentiment que la population française condamnait leur politique. C'est pour cela qu'entre les deux tours, ils ont beaucoup moins parlé d'ouverture et plus insisté sur une politique plus conforme à ce que veulent les masses, c'est-à-dire l'unification des partis de gauche, même s'ils n'ont pas voulu ouvertement parler de celle-ci. Plusieurs dirigeants socialistes ont dû corriger leurs positions antérieures, et parler de l'existence d'une majorité présidentielle, en associant à celle-ci les députés communistes, dont on pouvait déjà prévoir le nombre après le premier tour.

Cependant, l'intervention de Mitterrand après le 2e tour, ne démontre pas qu'il soit disposé à suivre la volonté des travailleurs d'associer les communistes à un gouvernement commun avec les socialistes. Dans sa déclaration, Mitterrand a tendu de nouveau la main aux «centristes», à ces «centristes» qui n'ont pas hésité à faire alliance avec les fascistes pour battre la gauche, et Mitterrand lui-même. Mitterrand veut maintenir en vie une droite qui avait été complètement déchirée au cours de ces dernières années, à tel point que pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, trois partis de droite se trouvaient avoir un nombre équivalent de voix. Mitterrand et le Parti Socialiste, au lieu de profiter de cette profonde crise de la bourgeoisie, pour permettre à la gauche d'appliquer un programme de transformations économiques et sociales, ont voulu sauver les partis de la droite, parce qu'ils ne voulaient pas rester dépendants de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Avec la recomposition transitoire des partis de la droite, Mitterrand peut justifier sa politique de petits pas, de petites réformes, et laisser la structure économique du pays telle qu'elle est aujourd'hui.

Si après les 54% obtenus dans les élections présidentielles, la gauche avait mené une campagne résolue pour imposer un programme répondant aux vrais problèmes de la population, le vote du 8 Mai aurait été non seulement confirmé mais renforcé. D'ailleurs, les premiers sondages avaient donné à la gauche 56% des voix, et même plus. Il est évident que le Parti Socialiste et Mitterrand ont voulu depuis le 8 Mai casser cette machine, et permettre à la droite de recomposer ses forces. C'est pour cela que la campagne a été menée pour détourner les voix du Parti Socialiste vers les partis de la bourgeoisie. La population française a bien compris cette manoeuvre, c'est pour cette raison qu'elle a décidé de s'abstenir, même au prix de voir la droite revenir à la direction

La classe ouvrière a pu donner un centre à ces élections et éviter le triomphe de la droite en votant pour le Parti Communiste. C'est là l'indication la plus significative et la plus importante de ces élections. Le Parti Communiste constitue une force qui ne peut être éliminée, et qui comptera dans toutes les mesures qui se prendront pour sortir le pays de la crise. Nous avons toujours analysé que l'on ne pourra trouver en France une solution de gauche qu'en comptant sur le Parti Communiste. C'est pour cela qu'il était illusoire de croire que Juquin, ou d'autres tendances du même genre, pouvaient se développer en concurrence avec le Parti Communiste. Juquin a été énormément favorisé par les médias par rapport à la force qu'il représentait. Cependant, il n'a même pas réussi à réunir les voix du mouvement qui le soutenait. Cela ne vient pas du fait que les gens refusaient sa personnalité, mais du fait que la politique qu'il présentait n'avait aucune consistance. C'est ainsi qu'il a été sévèrement sanctionné, comme le seront tous les groupes qui ne chercheront pas à unifier, non avec des mots mais sur la base d'un programme, toutes les forces de la gauche.

Le pays a besoin, pour résoudre les problèmes du chômage, du logement, de l'école, de la santé, d'une politique anti-capitaliste, et c'est à cela que doivent s'attaquer les forces de la gauche. Nous croyons que le Parti Communiste a la possibilité d'élever son poids, y compris électoral, en mobilisant la population sur la base d'un programme anti-capitaliste. Il ne faut pas oublier, et nous pensons qu'une bonne partie du PCF en est consciente, que sa grande perte électorale s'est produite après 81, c'est-à-dire après qu'il ait pensé que l'on pouvait utiliser les institutions de l'État pour résoudre les problèmes de la population, en diminuant et voire abandonnant l'action indépendante du parti dans les entreprises et les secteurs où la population mène son combat quotidien.

Les élections législatives ont démontré que Mitterrand et le Parti Socialiste n'étaient pas tout-puissants. Rocard avait cru que la politique de conciliation avec la bourgeoisie, qu'il défendait depuis des années, était enfin acceptée par le pays. Si quelqu'un a été mis en échec dans ces élections, c'est bien Rocard et la politique de conciliation qu'il n'a pas cessé de proclamer au cours de la campagne des législatives. N'avait-il pas dit dans la campagne électorale qu'il fallait réviser certains points des propositions du Parti Socialiste comme par exemple les impôts sur les grandes fortunes ? N'avait-il pas dit à la télévision que ses bons rapports avec Mitterrand venaient du fait qu'en réalité Mitterrand acceptait enfin ses positions ?

Les mesures que prendra le gouvernement socialiste dépendront pour beaucoup du rapport de forces qui s'établira dans le pays. C'est là que le Parti Communiste peut jouer un rôle tout à fait nouveau. Les dirigeants communistes se félicitent des changements qui se font en Union Soviétique, et ils ont raison. Mais quelle est leur signification profonde ? C'est que, pour la première fois depuis la mort de Lénine et l'élimination de la direction du Parti Bolchevique, le rapport entre la population, les militants du PC, les cadres moyens et la direction du parti, est en train de changer. Les dirigeants communistes de l'URSS sont de plus en plus présents dans tous les mouvements que la population soviétique est en train de mener pour revenir à une forme de vie et de fonctionnement soviétique.

Dans les récentes manifestations d'Arménie, le mot d'ordre le plus crié par les manifestants et qui apparaissait dans la grande partie des banderoles était : «Tout le pouvoir aux soviets !» Et ce qu'il y a de nouveau, c'est que non seulement ces manifestations n'ont pas été réprimées - même si une partie de l'appareil bureaucratique s'y est opposé -, mais qu'elles ont été en partie stimulées par un secteur de la direction soviétique qui veut changer totalement le cadre de fonctionnement des institutions du pays. Un secteur de la direction du PCUS veut réellement que la population soviétique dispose des moyens pour pouvoir participer à la direction de l'État ouvrier. Ils veulent transformer l'État bureaucratique en un État qui soit dirigé par les ouvriers, les paysans et la population travailleuse. Ce sont les éléments les plus importants qui existent en URSS, malgré les résistances aux changements parfois très violentes du vieil appareil. Pour progresser, l'État ouvrier a besoin d'une nouvelle direction, et en partie un secteur du PCUS est en train de tout faire pour que cette direction puisse se mettre en place. Nous pensons que c'est l'enseignement le plus important qui vient de l'Union Soviétique, et aussi des autres États ouvriers qui sont en train de se corriger.

Le PCF se trouve dans une situation particulièrement favorable pour mener une politique offensive. Le capitalisme mondial est dans une crise profonde. Reagan et l'impérialisme américain n'ont pas pu mettre en échec la direction d'un petit pays comme le Panama, où d'importantes forces américaines sont installées. Il a échoué au Nicaragua, et nous pensons que la situation en Afghanistan va se traduire également par un échec, parce que dans tout ce processus, on s'aperçoit que l'Union Soviétique essaie de répondre aux problèmes d'une façon beaucoup plus élevée qu'avant, contrairement aux conclusions que certains peuvent tirer des situations pouvant apparaître paradoxales, comme dans le cas du retrait d'une partie des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Comme nous le disons dans un autre article, l'Union Soviétique essaie de répondre aux problèmes internationaux en élevant sa participation politique, et il n'y a pas de meilleure manière pour aider les autres pays qu'en élevant la vie démocratique soviétique intérieure. C'est ce qu'a toujours démontré le camarade J. Posadas dans ses analyses, et c'est pour cela qu'il n'y a pas un recul de la révolution, mais un progrès partout.

Si le PCF élève sa relation avec les masses, sans abandonner la possibilité de participer à un gouvernement de gauche, nous sommes sûrs qu'il récupérera l'audience qu'il avait précédemment, mais sur des bases plus profondes. Le renforcement du Parti Communiste est essentiel pour poser un programme économique et social capable de résoudre les problèmes du pays. Il n'y a pas de solution sur la base de l'économie capitaliste. L'économie doit fonctionner, non pour avoir plus de capital en abstrait, mais pour permettre à la population de vivre dignement, d'avoir un travail, d'avoir un logement décent, d'avoir accès à la culture. Il y a en France la capacité technique, les moyens matériels, pour permettre à toute la population de vivre dignement, de participer à la vie du pays, et à d'autres peuples à se développer aussi.

Nous croyons que toutes les forces de la gauche doivent s'unifier pour appliquer un programme répondant aux problèmes de la population. Toutes les tendances, y compris les plus minoritaires, ont leur place dans la lutte pour l'application de ce programme. On ne lutte pas pour défendre son petit mouvement, mais pour résoudre les problèmes des masses.

Cela ne peut pas se faire de façon abstraite ou dans la dispute entre les différents secteurs de la gauche, mais en construisant un parti, des organismes, qui permettent à toute la population de s'exprimer. Et nous croyons que le Parti Socialiste, que Mitterrand lui-même, peut avoir une place dans l'application de ce programme.

Cela dépendra de la capacité d'initiative et de mobilisation du Parti Communiste et des militants socialistes, y compris de certains dirigeants socialistes qui ont trouvé que le résultat électoral n'était pas si mauvais que ça, comme l'a dit par exemple Chevènement. Les syndicats, en union avec les forces de la gauche, sont les mieux placés pour relancer une mobilisation, afin que tous les moyens soient pris pour avancer dans la politique et le programme anti-capitaliste.

19 Juin 1988.

Résolution du Bureau Européen : LES MANIFESTATIONS EN ARMÉNIE :

LE PROGRES DE L'ETAT OUVRIER ET DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE DANS LA SOLUTION DU PROBLEME NATIONAL

Les mobilisations des masses arméniennes sont une expression élevée de l'intervention des masses soviétiques afin de corriger et de régénérer l'État ouvrier. Elles vont signifier une impulsion à la direction pour qu'elle résolve l'ensemble des problèmes qui viennent du passé staliniste au moyen de l'élévation de la démocratie soviétique et de la structure socialiste. Les mobilisations ont une origine nationale et s'expriment sous forme de revendications nationales, mais elles ont de solides racines soviétiques et vont contribuer énormément au progrès de l'État ouvrier soviétique et à son influence dans le monde.

Les masses arméniennes ont réalisé des grèves, des manifestations de centaines de milliers, pour des revendications nationales, mais en déployant et en agitant les drapeaux rouges, avec la participation à sa direction de l'avant-garde communiste. L'orientation générale était donnée par le drapeau rouge et non par l'objectif national, les masses ont montré au monde, comme le disait le camarade Posadas, qu'elles se sentaient d'abord masses soviétiques, et ensuite masses arméniennes.

Les mobilisations ont été et sont une expérience qui se développe en Union Soviétique, mais qui sert à l'ensemble de l'humanité. Elles sont une source d'enseignement tant pour les masses soviétiques et leur direction - qui sont en train d'apprendre à construire le socialisme -, que pour les masses du monde qui élargissent leur confiance dans l'État ouvrier et dans le futur socialiste.

Tandis que l'État ouvrier montre sa capacité à se corriger, le système capitaliste montre comment il «résoud» les problèmes nationaux en Palestine ou en Irlande : avec des bâtons et des balles. Alors qu'en Cisjordanie les Palestiniens conduisent leurs luttes vers une remise en question du pouvoir capitaliste et impérialiste dans la région, les masses arméniennes impulsent le nettoyage de l'appareil bureaucratique, en même temps qu'elles s'intègrent de façon plus élevée à l'État ouvrier. Les masses du monde voient que les Arméniens en URSS ont un territoire, alors qu'ils ont été décimés en Turquie et que ceux qui survivent n'ont aucune possibilité de développer leur religion, leur culture, leur langue. Le dignitaire arménien de Rome a déclaré que : «les Arméniens ne rêvent même pas de sortir de l'État socialiste, et cela à aucune période de leur histoire, et il n'existe aucun autre endroit où le peuple arménien puisse jouir des libertés qu'il a aujourd'hui en URSS».

Les revendications de la population arménienne tendent de toutes façons à affirmer l'État ouvrier, et à développer la démocratie soviétique en facilitant la communication et la relation sociale entre les masses de même nationalité. La réponse de la direction soviétique a été limitée et bureaucratique, bien qu'elle ait concédé la majeure partie des choses demandées, à l'exception de l'annexion du Karabakh à la République arménienne, justifiant ce refus par le fait qu'une décision de ce type «allait générer des mouvements similaires dans d'autres régions de l'Union Soviétique». Nous croyons que les problèmes ne se résolvent pas en modifiant les frontières existantes, mais il était nécessaire et il y avait les conditions pour ouvrir un débat sur la responsabilité de la bureaucratie dans les disputes de ce genre. Ceci n'allait pas créer de nouvelles réclamations nationalistes mais plutôt anti-bureaucratiques, et allait mettre de l'ordre dans les éventuelles nouvelles protestations en Lithuanie et en Estonie, où existent de fortes tendances réactionnaires.

Il y a une grande discussion intérieure au sein de la direction soviétique, mais il n'y a pas la préparation pour résoudre des problèmes qui n'étaient pas à l'ordre du jour, un secteur ne s'oppose pas à l'apparition de tels problèmes et à les affronter. C'est pour cela que la direction a concédé un plan d'investissements de plus de 500 millions de roubles, qui comprend la réalisation d'écoles en langue arménienne, la publication de livres, la réception d'émissions télévisées en langue arménienne dans cette région, ainsi que la création d'industries pour stabiliser une grande quantité de main d'oeuvre saisonnière présente dans la région.

L'intervention de la direction du parti, en envoyant des dirigeants du Comité Central et quelques forces de police, ne s'est pas faite contre les masses, mais au contraire en essayant de contrôler la réaction de groupes nationalistes au service des bureaucrates locaux, qui sont sortis dans la rue pour défendre leurs intérêts de privilégiés. Ces secteurs qui se trouvaient du côté arménien ont cherché à conduire la lutte jusqu'à imposer l'annexion du Karabakh, mais ils sont restés isolés après que le gouvernement soviétique ait résolu le programme d'intervention. D'un autre côté, ce sont les secteurs de la bureaucratie azerbaïdjanaise qui ont été les plus mis en question, et qui ont réagi par les massacres de Sumgait. Ces assassinats ont été la réaction de l'appareil qui sent sa propre fin. Ils ont rassemblé 2000 bandits, du genre des escadrons de Pol Pot - venus de partout -, afin de tuer, de détruire les maisons et les écoles arméniennes. Et le fait qu'ils aient mis en pièces les portraits de Lénine qu'il y avait dans les maisons arméniennes, démontre le degré de dégénérescence auquel était parvenu l'appareil bureaucratique.

Il faut distinguer fondamentalement quelle a été l'attitude des masses, tant du côté arménien que du côté azerbaïdjanais. Les masses arméniennes ont utilisé la condition nationale du fait du manque d'organismes, de vie politique des soviets et du parti, et elles ont développé un mouvement qui a mis en question le pouvoir bureaucratique, en impulsant un nettoyage important dans le parti, en même temps qu'elles cherchaient à ne causer aucun tort à l'État ouvrier. Elles ont utilisé les grèves comme un instrument de protestation, mais elles ont résolu ensuite de travailler les dimanches pour compenser les conséquences économiques de ces grèves. Les masses azerbaïdjanaises de Sumgait ont mis en jeu leurs propres vies en donnant refuge aux masses arméniennes qui fuyaient les rafles des bandits, qui ont eu pendant trois jours les mains libres pour agir dans la région.

Une telle attitude des masses démontre bien ce que le camarade Posadas analysait sur le problème des nationalités, en posant qu'un tel problème avait déjà été résolu par l'État ouvrier. Cela ne signifie pas que des caractéristiques et des sentiments nationaux n'existent plus chez des dizaines de nationalités et de groupes religieux qui composent l'URSS, mais que l'ensemble du peuple soviétique - même dans les localités les plus reculées - a déjà développé la confiance et la conscience que la nation ne constitue aucun instrument pour le progrès économique, culturel, intellectuel et scientifique. L'État ouvrier a développé la compréhension chez les masses soviétiques que la planification centralisée, l'étatisation et l'intervention de la population, constituent la base de développement de l'économie et de la science. Même avec la bureaucratie, les différentes nations ne se sont pas développées les unes contre les autres, comme dans le système de la propriété privée, mais au moyen de la coordination et de l'unification.

C'est pour cela que les masses soviétiques orientent leurs jugements et leurs attitudes en fonction de Lénine et non en fonction d'Allah, ou de Dieu, ou de la nation. C'est une des conclusions les plus belles des soixante-dix premières années de l'Union Soviétique. L'intervention des masses se fait actuellement contre l'appareil bureaucratique, et contre l'utilisation que ce dernier a fait des divisions nationales, pour maintenir son pouvoir arbitraire contre les masses.

Le problème des nationalités est un problème que l'État ouvrier a hérité du capitalisme qui a été incapable d'y apporter une solution. Même aujourd'hui dans les pays les plus développés, le capitalisme doit vivre avec les structures multinationales les plus larges, et une Angleterre en lutte contre les Irlandais, une Espagne dépecée, une Belgique divisée en deux. La bourgeoisie a été incapable historiquement de créer un centre politique ayant une autorité pour réaliser l'unification des pays, et postérieurement - avec une grande dépense - elle s'est dédiée à maintenir les différences nationales comme un moyen de diminuer le poids de la classe ouvrière et des masses, et pouvoir encore dominer sur la base de cette division.

La Révolution d'Octobre s'est trouvée face à ces problèmes alors qu'elle devait en même temps apporter des solutions aux innombrables problèmes de l'économie, à la famine, à l'encerclement capitaliste, à la façon d'étendre la révolution socialiste dans le reste du monde. Le déploiement des cadres était immense, les bolcheviques se multipliaient par mille pour répondre à tous les problèmes, à toutes les tâches. Il y a des nations et des républiques qui pendant toute une période sont passées des mains de l'État ouvrier au capitalisme, et vice et versa, parce qu'elles étaient matière à négociations comme à Brest-Litovsk. En même temps la révolution s'était faite de la façon la plus complète à Pétrograd et à Moscou, dans les grands centres prolétariens, laissant aux bolcheviques et au jeune gouvernement des soviets la tâche de l'étendre à toute la Russie. La direction bolchevique a dû recourir à l'art de la manoeuvre et des négociations avec des couches venant d'origines les plus diverses qui après des siècles d'exploitation sous le tsarisme naissaient à la vie avec la révolution socialiste.

Staline a été le premier commissaire aux nationalités, Lénine et Trotsky ne pouvaient pas s'y consacrer à cause d'autres priorités et ont dû lui remettre cette tâche. Trotsky raconte comment Staline a montré à ce poste ses innombrables qualités de nationaliste et de manoeuvrier face aux directions bourgeoises, tribales, patriarcales et religieuses. Dans un premier temps, il fut nécessaire de faire des concessions à ces directions afin de gagner le temps historique dont avait besoin le développement de l'État ouvrier, en diminuant les pressions centrifuges des intérêts nationaux et religieux. Ensuite, sous le régime staliniste, cela s'est converti en concessions destinées à intéresser les couches dirigeantes régionales à la construction et au soutien de la bureaucratie. Ce n'était déjà plus des concessions linguistiques, culturelles, permettant d'accéder aux publications et à l'information la plus complète de manière à ce que les masses puissent intervenir de façon dirigeante dans la vie politique du pays, mais des concessions ayant pour but d'affirmer des groupes bureaucratiques locaux ou la création de disputes ou de situations injustes pour certaines nationalités, afin d'augmenter le pouvoir central de la bureaucratie.

La bureaucratie a fait du problème national une utilisation similaire à celle du système capitaliste. Elle a utilisé la division pour diminuer le poids de la classe ouvrière et du parti, en les corrompant. C'est ainsi qu'aujourd'hui, après que le soviet de Karabakh ait approuvé la proposition d'annexion à l'Arménie, dans la réunion du Comité Central local du parti les dirigeants arméniens ont voté pour un côté, et les azerbaïdjanais pour l'autre côté. Et l'ex-secrétaire général (azerbaïdjanais) a déclaré qu'avant de céder la région à l'Arménie, il faudrait passer par dessus son cadavre. Voilà la mentalité nationaliste avec laquelle a été construite cette direction, c'est la mentalité du «socialisme dans un seul pays», «dans une seule région», un socialisme qui avant tout tient compte de ses privilèges.

Les masses soviétiques ont énormément mûri contre le pouvoir de la bureaucratie. Même dans les moments les plus critiques du stalinisme, elles sont intervenues objectivement, comme ce fut le cas contre l'invasion nazie, lorsque des millions d'Arméniens et d'Azerbaïdjanais ont lutté ensemble pour la défense de l'État ouvrier soviétique. Dans la phase actuelle du processus de régénérescence partielle, les masses trouvent les conditions les plus favorables pour intervenir.

Les récents événements de la République Soviétique d'Arménie ont l'importance la plus grande de l'histoire. Au milieu de la préparation de la guerre de la part de l'impérialisme, les masses soviétiques ont l'audace d'intervenir pour corriger les déviations bureaucratiques de l'État ouvrier, avec l'assurance qu'elles peuvent impulser le processus d'élévation de sa direction. Les manifestations se sont réalisées sous les drapeaux rouges et les portraits de Gorbatchev. Le processus de changement dans l'État ouvrier atteint une dynamique très profonde, dans laquelle tous les problèmes sont mis en lumière. Comme l'analysait Trotsky, et par la suite J. Posadas, l'État ouvrier et le socialisme ne peuvent pas se construire avec le mensonge. La vérité constitue le vent qui parvient à tous les coins de l'Union Soviétique, qui nettoie, ouvre les archives, met à nu les vieux mythes érigés par la bureaucratie comme celui de «l'homme soviétique».

La bureaucratie croyait que puisque cela était enregistré dans la constitution, un tel problème était déjà résolu. On avait déjà repris cette discussion avec Andropov, et maintenant avec l'intervention des masses et les solutions adoptées par la direction de Gorbatchev, elle se présente à un niveau supérieur, balayant les entraves imposées par l'appareil bureaucratique. Et cette discussion exige un grand progrès dans la vie et la fonction du parti en tant que direction de la société. Tôt ou tard, les problèmes se font jour, et la direction doit les affronter. Elle se défend, elle cherche à les renvoyer mais elle ne peut déjà plus les ignorer ou les écraser, surtout, comme dans le cas des récentes mobilisations arméniennes, où s'ajoute le facteur de l'intervention ouverte des masses dans le processus de régénérescence partielle qui se fait en Union Soviétique.

Le système capitaliste ne peut faire aucune utilisation réactionnaire à son propre profit des récents événements d'Union Soviétique, premièrement parce qu'il n'a aucune autorité du fait qu'il se soit montré incapable de résoudre ses propres problèmes nationaux, et ensuite parce que l'attitude des masses arméniennes a été celle d'une identification com-

Suite page 4

Résolution du Bureau Européen sur la XIXème conférence du PCUS

La conférence du PCUS et les changements en URSS affirment l'objectif communiste de l'état ouvrier

La préparation et la réalisation de la XIXe Conférence du PCUS sont un événement de grande importance pour le prochain développement de la révolution politique et de la régénérescence partielle de l'État ouvrier. La base démocratique soviétique de l'Union Soviétique s'élargit, éliminant les secteurs les plus corrompus de l'appareil dirigeant du parti et de l'État. C'est de cette façon que s'élève la fonction de l'État ouvrier et de sa direction, tout en accroissant son influence dans le monde, en donnant confiance dans le futur communiste aux masses du monde, à la petite-bourgeoisie et au peuple nord-américain.

La vie de discussion avec laquelle les masses soviétiques ont préparé, accompagné et continué la réalisation de la conférence, démontre un haut niveau de maturité. La conférence concentre une série de progrès qui ont été réalisés par l'État ouvrier dans la dernière période, en ce qui concerne la participation politique de la population et le nettoyage de l'appareil bureaucratique le plus corrompu, ce qui stimule à son tour une extension plus profonde de ce riche processus de changements intérieurs.

La conférence du PCUS a été un événement mondial. Les yeux du monde étaient fixés sur l'URSS, pour voir ce que discutait le Parti Communiste et comment il le discutait. C'est l'Union Soviétique qui détermine les pas et le chemin de l'histoire. Le système capitaliste a perdu toute initiative, il est acculé à la préparation d'une guerre qu'il sent chaque jour de plus en plus comme une défaite. Les déclarations de Bush et de Thatcher, estimant que les changements en URSS sont encore insuffisants, ou qu'ils sont la conséquence de la pression et de la politique de force de l'impérialisme, s'adressent à des couches du capitalisme qui ne voient pas d'avenir dans un affrontement avec les États ouvriers. Ce sont des déclarations destinées à contenir la désintégration du front capitaliste qui s'accroît en fonction du progrès de l'URSS.

Le capitalisme s'attendait à des reculs dans l'État ouvrier, qui auraient miné son autorité dans le monde. Mais au contraire, l'État ouvrier sort renforcé de cette conférence, beaucoup plus lié à ses racines qui sont les sept premières années de la Révolution Russe, et aux objectifs tracés par les Bolcheviques, par Lénine et Trotsky. Le centre mondial du capitalisme, à travers les voix de Bush et de Thatcher, ne s'y trompe pas : il sait très bien où va l'Union Soviétique, mais il ne peut l'en empêcher.

Les masses soviétiques ont vécu intensément la préparation, la réalisation et les conclusions de la conférence. Elles ont vu qu'elles étaient en mesure d'imposer des relations différentes avec leur direction, qui leur permettent d'exprimer leur maturité, leur capacité et leur intelligence, qu'elles ont construites en plus de 70 ans d'État ouvrier. Elles se sentent capables de corriger les déformations bureaucratiques dans l'économie et la société, d'éliminer les injustices et la suprématie du pouvoir. Elles se sont mobilisées dans plusieurs endroits en cherchant à décider elles-mêmes de la formation des délégations à la conférence, en essayant d'incorporer les communistes les plus honnêtes. La population a suivi les débats sur les places, dans les quartiers, dans les usines, et la direction y a contribué en installant de grands écrans dans les principaux centres, afin que puissent y être transmises les images prises par la télévision. Pour la première fois, des millions de Soviétiques ont vu comment leurs dirigeants discutaient, et les discussions les plus dures comme celles qu'il y eut entre Eltsine et Ligatchev, ou bien les critiques faites à Gromiko, ont eu un caractère public.

L'influence de la conférence est immédiate sur l'approfondissement du processus démocratique. Quelques jours après, il y a le nettoyage en Sibérie, où des dizaines de bureaucrates du parti sont éliminés et où les locaux de leurs commerces particuliers sont transformés en centres sociaux. A Moscou également, beaucoup de ces commerces sont transformés, et même des piscines privées deviennent collectives. La direction qui n'est pas étrangère à ce processus est elle-même poussée par celui-ci, et elle doit faire des pas plus grands alors qu'elle manque de préparation pour cela. Gorbatchev lui-même change, et depuis la conférence il n'utilise plus seulement le terme «perestroika», mais «révolution et perestroika», «plus de socialisme» et «nous devons revenir à Lénine».

Il s'agit actuellement en URSS d'une étape très profonde du processus de la régénérescence partielle prévue et analysée par le camarade J. Posadas. Le processus commencé par la liquidation de Staline et poursuivi par la désintégration continue des appareils bureaucratiques qui lui ont succédé, est le résultat de la structure de l'État ouvrier qui doit se débarrasser des entraves de la gestion bureaucratique. L'État ouvrier a besoin de s'étendre, d'élargir la planification en dehors des frontières nationales, et doit par conséquent impulser la révolution mondiale et élever l'affrontement avec le système capitaliste.

Un tel besoin de l'État ouvrier soviétique requiert une direction plus apte agissant sur la base d'un programme et d'une politique qui ne peuvent déjà plus être identiques à ceux de l'époque de Staline. C'est pour cela que des sélections se produisent constamment à l'intérieur des directions et de chaque groupe dirigeant. Ils se voient obligés de modifier leur politique, leurs intentions d'origine, afin de répondre au progrès socialiste de l'État ouvrier et à l'affrontement avec le système capitaliste. Dans cette sélection et cette lutte intérieure de l'appareil bureaucratique, de nouvelles couches se développent qui ont besoin d'établir des liens plus étroits avec les masses soviétiques, afin de gagner en force et en influence pour éliminer les secteurs les plus arriérés et les plus puissants de la bureaucratie du parti et de l'Etat. Le niveau de

(suite page 4)

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "LUTTE OUVRIERE" rue des Hellènes,38
1050 Bruxelles –CCP 000–0976234–26 (POLET)
☎ 648.76.75

25éme Année | Octobre 1988 | N0 378 | 10 francs

Après les élections communales du 9 Octobre 1988

LA GAUCHE MAINTIENT SON AVANCE: SOCIALISTES ET ECOLOS PROGRESSENT.

LES LUTTES SOCIALES VONT S'AMPLIFIER DEVANT L'INCAPACITE DU SYSTEME CAPITALISTE A RESOUDRE SA CRISE!

EDITORIAL

Les élections du 9 octobre dernier ont confirmé les résultats des élections législatives précédentes: un maintien de l'avance des socialistes, dans les différentes régions du pays, tandis que les partis de droite se disputent, comme l'exprime la présentation des groupes fascistes, PFN à Bruxelles et en Wallonie, Vlaamse Blok en Flandres. Il n'y a pas eu de déplacement politique des masses vers la droite, mais un déplacement au sein de la droite. La radicalisation fasciste a gagné des voix .

Pour nous, il n'y a pas plus de danger fasciste aujourd'hui après ces élections. Mettre cela en avant comme le fait le PTB et en partie les autres partis de la dite "petite gauche" est une manière de justifier le recul des partis à gauche du PS par le virage à droite et à l'extrême droite du pays, comme nous l'analysons dans un autre article de ce journal.

Il se passe en Belgique le même processus qu'en France avec Le Pen. Dès que le mouvement de revendications sociales se développe, l'épouvantail des Le Pen disparaît malgré qu'il ait obtenu 15% des voix aux élections présidentielles. En Belgique, on est loin de ce score. Les groupes fascistes en Belgique sont le résultat de la crise au sein de la bourgeoisie qui n'a plus les moyens de diriger normalement le pays avec sa "démocratie" traditionnelle.

Les masses ouvrières, travailleuses, exploitées de Belgique ont maintenu leur position en renforçant encore les partis socialistes et, en partie, le mouvement Ecolo. Cela signifie non pas un soutien inconditionnel au gouvernement actuel avec les socialistes, mais une exigence pour que les dirigeants socialistes mettent en oeuvre une politique de défense des travailleurs contre les assauts du capitalisme en crise. Comme en France, ce renforcement du Parti Socialiste va signifier une élévation et une concentration des luttes de la classe ouvrière, pour toutes ses revendications.

La progression, très relative, des groupes fascistes, ne doit pas détourner l'attention des agissements du Parti Libéral et de la droite du PSC–CVP, qui sont eux le véritable "danger". parce qu'ils ont le pouvoir et sont les représentants des grands capitalistes qui dominent la société belge. Bien plus préoccupant que l'apparition des fascistes aux conseils communaux, est le fait que, dans le procès des CCC, on a gardé le silence total sur les responsabilités des organes de la Sûreté d'état, de la gendarmerie, d'une partie du gouvernement Martens VII, Gol et Cie. Comme dans l'affaire des tueurs du Brabant, au procès des CCC on n'a pas abordé le problème central, celui de leur manipulation par les services de l'état capitaliste, pour justifier la défense et le renforcement des forces de répression,

(suite page 2)

SOMMAIRE

CHILI: La Campagne pour le "NON" et la liquidation de la dictature dePinochet.....voir page 5

Lettre ouverte à la "petite gauche" .....voir page 2

Hommage au camarade Emilio .....voir page 5

LE STALINISME ET LA REGENERESCENCE PARTIELLE EN UNION SOVIETIQUE J.POSADAS - Mai 1977 .....voir page 3

Lettre ouverte au Parti Communiste et à la "petite gauche"

LE FRONT DE LA GAUCHE ET LE ROLE NECESSAIRE DU PARTI COMMUNISTE

Les militants du Parti Communiste et des autres partis à la gauche du PS, le POS et le PTB, cherchent une série d'explications pour comprendre le recul ou le manque de progrès de leur parti. Le recul électoral du PCB est dû essentiellement à la perte de confiance de son électorat traditionnel dans sa capacité de mobilisation. Depuis de nombreuses années, les électeurs communistes diminuent parce qu'ils ne voient plus le PCB défendre les idéaux communistes, un programme anti-capitaliste, des méthodes de lutte révolutionnaires, une conception internationaliste de la lutte. Ils l'ont vu se détacher des états ouvriers, adopter l'eurocommunisme, et ensuite changer de positions sans aucune explication. Le Parti Communiste a peu à peu renoncé à défendre une perspective révolutionnaire et anti-capitaliste pour la Belgique, à se prononcer dans son programme et son activité pour la nécessité de lutter contre la monarchie, pour une société socialiste, pour un monde socialiste.

Cela ne se fait pas simplement à chaque élection, mais dans la vie, dans la lutte quotidienne. Il est indispensable de renouer avec cette tradition, pour regagner la confiance de ce courant communiste qui existe en Belgique, et qui tient à ce que le PCB récupère son autorité sociale et politique. Pour cela, l'identité communiste est indispensable,il faut argumenter, persuader, convaincre les écologistes que le système capitaliste est le pollueur du monde, les pacifistes que le système capitaliste est fauteur de guerre, les chômeurs et les jeunes que le système capitaliste est responsable du racisme, des lois sexistes et du chômage.

Si la notion de "vote utile" pour un grand parti de gauche à joué, c'est parce que les communistes ne sont pas suffisamment présents sur le terrain, aux portes des usines, pour dire et prouver autre chose. Il faut aussi comprendre que les travailleurs veulent rester concentrés dans le parti ouvrier. Le Parti Socialiste a augmenté dans tout le pays, et les bastions socialistes se sont renforcés, comme à Charleroi. A Bruxelles, la majorité reste libérale, mais les listes socialistes ont progressé notablement dans plusieurs communes. Le Parti Socialiste n'a pas eu un programme particulièrement radical ou combatif dans ces élections, il n'a rien proposé de très différent dans cette campagne électorale, ou même dans ces activités précédentes. La grande majorité des gens qui votent PS-SP, le font pour barrer la route à la droite, pour freiner les mesures de régression sociale des différents gouvernements du style Martens-Gol. Les gens votent PS-SP en connaissance de cause, sans se faire d'illusion sur la valeur de l'un ou l'autre dirigeant socialiste. La grande majorité des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des femmes, des belges d'origine étrangère vote socialiste pour un changement social, pour les idées socialistes, pour la défense des interêts de l'ouvrier, des petits salaires, des services publics, de l'enseignement communal, mais surtout contre la droite. Les Partis socialistes sont et restent de par leur structure et leur histoire et tradition les grands partis de gauche, instruments utilisés par les travailleurs pour la défense des opprimés. Il ne faut pas chercher d'autres explications qui ne correspondent pas à la réalité, comme le fait le PTB en particulier, sans doute pour masquer le dépit de son maigre résultat. Et pourtant, la présence du PTB sur le terrain est réelle dans les luttes, devant les portes des usines, dans les quartiers, et ce parti fait une agitation anti-capitaliste et plus révolutionnaire que celui du Parti Communiste. Le PTB explique avec plus de facilité la déclin électoral du PCB que son propre recul. Celui-ci est atrtribué tantôt à l'importance des moyens financiers de la bourgeoisie, tantôt au silence de la TV, ou à la polémique du PCB contre lui. Et le PTB agite le danger de fascisme comme si c'était le centre de la lutte et l'objectif essentiel des fronts à mettre sur pied maintenant. Ce sont de mauvais prétextes pour ne pour ne pas voir la réalité.

Il n'y a aucune raison de s'alarmer, parce que les partis fascistes ont obtenu une certain nombre de voix et sièges supplémentaires. Il s'est produit un déplacement des voix au sein de la droite et des voix de droite se sont concentrées sur l'extrême droite, mais la gauche dans son ensemble n'a subi aucun recul et, d'autre part,le climat social n'est pas à la résignation. Partout dans les entreprises, les usines, les bureaux, les hôpitaux, les écoles,les services publics la colère monte contre toutes les attaques aux acquis, aux salaires, aux conditions de vie et de travail et pour exiger des socialistes et des directions syndicales un changement de position.

Le PTB a cru pouvoir remplacer le Parti Communiste et devenir le parti de l'avant-garde ouvrière en Belgique.

Nous sommes convaincus que l'absence politique et organisative du PCB, à laissé la possibilité d'intervention et de développement des autres organisations telles que le POS et le PTB. Mais ni l'une, ni l'autre ne remplacera la fonction nécessaire et indispensable du Parti Communiste.Ces différentes organisations ont leur raison d'exister dans ce déficit. Une des préoccupations essentielles des militants communistes et révolutionnaires, dans les communes où ils ont des élus sans avoir de majorité et où ils servent donc de groupe de pression, et dans les communes où ils n'ont pas d'élus, doit être de faire un front avec les socialistes. Pour lutter contre toutes les mesures de la droite d'abord, et ensuite pour créer un rapport de forces favorable pour une politique communale qui corresponde aux besoins de la population, dans tous les domaines. Il ne faut certainement pas tirer des conclusions pessimistes de ces élections, etil faut considérer comme une victoire propre, le progrès du PS. Il faut aussi compter qu' au sein de ce Parti, les militants socialistes cherchent à changer leur Parti, à défendre un progamme et une politique socialiste contre les défenseurs du réformisme, de la social- démocratie et de la conciliation. Pour cela, ils comptent aussi sur les militants communistes, afin qu'ils développent des idées, des propositions et des actions de front unique.

LES LUTTES SOCIALES VONT CONTINUER.....

éditorial suite de la page 1

l'intervention de l'armée dans des tâches de maintien de l'ordre intérieur, préparer un système de lois réduisant les droits démocratiques des gens. La droite n'a pas renoncé à ces intentions, elle fabriquera d'autres CCC, ou utilisera les mouvements fascistes quand elle en aura besoin pour faire face à la montée des luttes et des mouvements sociaux. Maintenant, elle s'exprime au travers de la FEB, qui veut restreindre les droits syndicaux dans les entreprises, les possibilités de faire grève, et noyer toutes les luttes dans des procédures judiciaires . Malgré que les dirigeants du Front Commun Syndical ont réduit leur programme de revendications interprofessionnelles à un strict minimum, le patronat ne veut rien entendre, ni rien concéder en ce qui concerne les droits syndicaux. Dans ce conflit latent, le gouvernement ne va pas être un simple arbitre. Même avec les socialistes , il va se soumettre devant la pression et les arguments habituels des capitalistes sur la compétitivité des entreprises belges. La Loi-Cadre qu'il tient dans ses cartons va servir à la tentative de museler le mouvement ouvrier. S'il y a un danger auquel il faut faire face, c'est bien celui-là: un gouvernement avec les socialistes va faire la politique de la droite et répondre aux exigences du capitalisme.

Les travailleurs qui ont voté et confirmé le vote pour les socialistes aux élections communales, l'ont fait pour faire pression justement sur les directions socialistes, pour avoir plus de forces pour la lutte. Et pas pour faire aveuglément confiance à ce gouvernement et attendre qu'il résolve les problèmes.

Il ne se passe pas un jour sans grève dans l'une ou l'autre entreprise, la poste, les grands magasins, les usines, les hôpitaux. Les travailleurs ne comptent pas sur les résultats électoraux pour donner une issue aux problèmes d'emploi, de salaires, de conditions de travail, de sécurité d'existence pour leurs enfants. Les conclusions des élections ne conduisent pas au pessimisme, même si les tendances politiques à gauche du PS n'ont pas progressé. Il n'y a pas une régression du mouvement ouvrier ni aucune avance de la droite dans le pays. Il faut rechercher toutes les possibilités de front unique au travers de l'action syndicale pour ne pas en rester au programme minimum présenté par les directions FGTB-CSC aux négociations interprofessionnelles. **Il faut développer la démocratie syndicale, faire des assemblées des différentes organisations et en commun pour établir quel doit être le programme à opposer au patronat dans ces négociations. Il ne restait vraiment pas grand chose à négocier et malgré cela, le patronat s'est montré intraitable, parce qu'il se croit fort de la soi-disant neutralité du gouvernement et de la timidité des directions ouvrières.**

Cependant les problèmes posés par la flexbilité, les nouvelles technologies, la revendication de diminution du temps de travail pour tous, les problèmes des salaires et de la défense de l'indexation, les problèmes du chômage des jeunes et des moins jeunes, sont tous fondamentaux et ont tous besoin d'être envisagés ensemble, en front commun, et au plan national. S'il n'y a pas d'accord interprofessionnel, on laisse le champ libre aux négociations secteurs par secteurs, ce qui est néfaste pour l'ensemble des travailleurs, car il y a des secteurs mieux organisés que d'autres et qui pourraient obtenir plus de revendications.

Il faut aussi construire l'unité entre les services publics et les entreprises privées pour ne pas se retrouver devant le même problème qu'en 1984, avec l'isolement des grèves des services publics. Il ne faut pas se faire d'illusions sur des effets bénéfiques de la régionalisation pour la population travailleuse du pays. La régionalisation ne change rien à la nature de la crise du système capitaliste et aux maux qui ont découlent. Le Parti Socialiste qui est majoritaire à la Région Wallonne n'aura pas pour autant le pouvoir d'organiser l'économie en fonction des besoins des gens et pour affronter ou surmonter la course au profit capitaliste, la spéculation mondiale, la concurrence et la concentration du capitalisme. Pour le faire, il doit prendre des mesures radicales et décider d'une politique résolument anti-capitaliste. Mais pour le moment, la seule chose qu'il envisage sera d'augmenter les taxes personnelles des gens dans les communes pour compenser les trous budgétaires de la Région...

Il faut faire cette discussion dans toutes les assemblées et les activités du mouvement syndical et des organisations de gauche pour préparer les prochaines luttes.

LE STALINISME ET LA REGENERESCENCE PARTIELLE DE L'UNION SOVIETIQUE

J.Posadas

Mai 1977

Le stalinisme se caractérise par l'absence de pensée scientifique, d'application du marxisme, de compréhension et d'éducation marxiste. Cette absence de pensée a pu exister car elle correspondait à des intérêts sociaux de caste, même si cette couche de dirigeants était issue de la révolution.

Le stalinisme a perverti la pensée scientifique, il l'a détruite et remplacée par la pensée bureaucratique destinée à défendre des intérêts matériels concrets. Ces intérêts matériels contre-révolutionnaires ne prenaient pas racine dans un Etat capitaliste, mais dans l'Etat ouvrier. La bureaucratie devait adapter la défense de ses intérêts de caste à l'existence de l'Etat ouvrier. Elle se basait sur un des aspects contradictoires du régime de l'Etat ouvrier. Celui-ci a, d'une part, une base révolutionnaire et socialiste constituée par la propriété étatisée, la planification de la production, le contrôle de l'état sur toute l'activité économique. Mais d'autre part, il connaît des relations sociales, une forme de distribution, qui sont encore bourgeoises: le salaire existe toujours et la relation entre l'ouvrier, l'état et le système de propriété s'établit selon la conception "à chacun selon ses capacités".

Cette contradiction a créé et développé des anomalies qui allaient tendre vers l'antagonisme avec la structure même de l'état ouvrier, ou tendre à disparaître et à se dépasser. Tant que cette contradiction subsistait, il fallait chercher à ce qu'elle n'ait pas d'effet de régression sur l'état ouvrier lui-même.

Les circonstances de l'histoire ont permis à Staline de développer un appareil bureaucratique, en s'appuyant sur ces contradictions. Ce n'est pas lui qui a inventé ni diagrammé cette bureaucratie. Tous ceux qui pensent cela attribuent à Staline un caractère de "génie" qu'il n'avait pas. Si Staline avait eu le moindre génie, il aurait eu l'intelligence de poursuivre la révolution. Staline a été placé là où il était par des circonstances de l'histoire, qu'il n'avait absolument pas prévues. Les Bolchéviques eux-mêmes n'avaient pas pu prévoir le niveau que ces circonstances pouvaient atteindre.

La bureaucratie s'est élevée à partir du recul mondial de la révolution et elle a développé un appareil d'état qui a pris une extension énorme. Staline a affaibli l'état ouvrier, il a brisé la direction bolchévique en la tuant toute entière, il a persécuté les révolutionnaires, emprisonné les opposants, inclus ceux de droite comme Boukharine. Il élimina toute vie théorique et politique marxiste et tout lien avec le passé de la Révolution russe. Il isola la révolution de ses traditions, de ses bases de soutien et il stimula le carriérisme de toute une couche de gens qui ont servi de base sociale à la bureaucratie. Mais cette base n'était pas enfouie dans une cachette. Elle était présente dans la prédisposition de certaines couches de la société à devenir bureaucratiques.

La bureaucratie peut se développer quand les conditions le lui permettent, quand il y a un corps central de direction, comme celui de Staline, qui la favorise. Elle provient de couches sociales nationalistes, ayant des vues politiques très limitées.

Ce n'est pas le Parti Bolchévique qui est devenu bureaucratique, ce sont ces couches sociales qui ont délogé le Parti Bolchévique de la direction. C'est pour cela que Staline a dû tuer tous les bolchéviques. Il s'est isolé et est devenu lui-même dépendant de cette bureaucratie.

Mais la bureaucratie ne pouvait pas liquider Staline, bien qu'elle ait eu envie de le faire pour le remplacer par un de ses représentants plus directs afin de négocier avec le capitalisme. Staline représentait, de toutes manières, une connexion avec le passé bolchévique et la bureaucratie en avait besoin, comme d'un bâton sur lequel on s'appuie pour marcher. Elle en avait besoin également parce qu'elle avait peur des réactions du prolétariat soviétique. Elle gardait donc Staline pour avoir du crédit aux yeux des masses, pour pouvoir donner l'apparence d'un lien avec le passé bolchévique.

Staline a été le premier à liquider la dictature du prolétariat, à faire le "pluralisme". C'est lui qui considérait que l'époque de la dictature du prolétariat était terminée, qu'il ne fallait plus de partis communistes comme celui des Bolchéviques, qu'il ne fallait plus de révolution comme la Révolution d'Octobre. C'est là que l'eurocommunisme des partis communistes prend sa source.

Staline liquida tout le monde. Mais il fut lui-même liquidé ensuite. L'Etat ouvrier l'a supporté, l'a liquidé et s'est développé.Toute une couche des vieux bolchéviques aidèrent à sa reconstitution. Mais tous ces gens ont disparu aujourd'hui, il est possible qu'il y ait des boukharinistes, des trotskystes et d'autres révolutionnaires en URSS, mais pas en tant que groupes organisés.

Mais il y a une tradition en Union Soviétique de confiance et de certitude que la révolution bolchévique a triomphé grâce au programme, à la politique et aux méthodes léninistes. Cette tradition est un pont jeté entre le passé et le futur, parce qu'elle contient toutes les conclusions nécessaires au développement de la révolution.

Le Parti Bolchévique et toute sa direction ont été décapités. Le parti de l'époque de Lénine n'existe plus, il faut revenir à celui-ci. Il se développe un processus de régénérescence qui est complètement logique. La régénérescence est possible parce qu'il s'agit de l'Etat ouvrier. Le capitalisme ne peut pas se régénérer parce qu'il se base sur la propriété privée, alors que le progrès social s'accomplit sur la base de la propriété étatisée. Si le régime capitaliste crée de la propriété étatisée, il engendre un antagonisme. Par contre, l'Etat ouvrier peut se régénérer parce qu'il maintient le principe de la propriété étatisée, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, les trois bases essentielles du développement de l'Etat ouvrier. Le maintien de ces principes doit engendrer la direction nécessaire pour ranimer le développement de ceux-ci.

Comme le Parti Bolchevique a été décapité, cette régénérescence dans le camp économique, et en partie dans la politique mondiale et nationale, n'engendre pas automatiquement au sein de la direction des courants et des mouvements ayant la préoccupation programmatique de revenir à l'époque de Lénine. Cependant, cette régénérescence rapproche l'Union Soviétique de sa fonction originelle comme centre vital de la révolution et de la transformation sociale du monde, et sur cette base, impulse le développement d'un nouveau parti. Tout cela est vécu de façon très fragmentaire en Union Soviétique. Ces problèmes ne sont pas les thèmes essentiels de la préoccupation quotidienne, mais ils pèsent de façon toujours plus concentrée en Union Soviétique.

La classe ouvrière du monde assimile les expériences. Elle ne va pas à l'université, mais elle acquiert sa culture et sa compréhension au travers de sa fonction dans la production et dans la société. Elle prend conscience qu'elle est le centre essentiel de la production. Et jusqu'au socialisme, la production restera fondalmentale dans le développement de la société.

Cette fonction donne au prolétariat une assurance que ne possède aucune autre classe sociale dans l'histoire. Le prolétariat ne peut devenir propriétaire, de là vient son objectivité. Le prolétariat soviétique vit tout cela, mais il ne peut l'exprimer parce qu'il n'y a pas de vie, de réunion, de congrès pour le faire. Les congrès des partis communistes sont fixés par les directions, et la ligne qui sera approuvée est déjà déterminée un an à l'avance.

En Union Soviétique doit se refléter la préoccupation de la classe ouvrière pour ce qui se passe dans le monde, et sa volonté d'intervenir, de donner son opinion, de manifester contre l'eurocommunisme, de défendre la dictature du prolétariat. La classe ouvrière soviétique défend aussi l'Union Soviétique, le Parti Communiste et ses dirigeants, non parce qu'elle est suiviste, mais parce qu'elle

(suite page 6)

Résolution du Bureau Européen sur la XIXème conférence du PCUS

La conférence du PCUS et les changements en URSS affirment l'objectif communiste de l'état ouvrier

la lutte est tel que de simples déplacements ou remplacements de fonctionnaires ne sont pas suffisants, mais qu'il est nécessaire de faire participer les masses de façon plus active. La direction veut contrôler cette participation et en contenir sa portée, mais les masses soviétiques débordent d'enthousiasme et de maturité. Elles ne se sont pas mises à crier désespérément parce qu'elles ont dû se taire pendant longtemps, mais parce qu'elles ont voulu mettre de l'ordre dans l'État ouvrier. Et pour mettre de l'ordre, elles doivent se souvenir de l'enseignement de Lénine et des Bolcheviques.

La direction actuelle a préparé la conférence avec cet objectif, et celle-ci a combiné le meilleur de ses intentions, le nettoyage de puissants secteurs bureaucratiques et la nécessité pour l'État ouvrier de développer deux piliers fondamentaux de sa structure : l'intervention démocratique des masses et la fonction dirigeante du parti. C'est ainsi que la XIXe Conférence du PCUS a eu une importance supérieure à ce qu'en attendait la direction et à ce qu'ont exprimé les résolutions adoptées. Les masses ont vérifié une fois de plus que leur intervention a de l'effet et que leur objectif d'impulser les changements dans le parti est correct. C'est pour cette raison que l'interprétation qu'en fait la presse capitaliste est erronée. Elle montre que la conférence avait résolu «moins de parti et plus de démocratie», en opposant les deux choses, alors que le PCUS développe sa confiance en s'appuyant sur les masses, et que celles-ci voient qu'elles peuvent intervenir sans être réprimées.

Le capitalisme mondial a le même espoir qui a animé Hitler en 1941. Comme l'a analysé Posadas, Hitler espérait que la haine des masses pour le régime stalinisteta faciliterait le succès de son invasion de l'URSS. Mais au contraire, «les masses soviétiques se sont fondues dans l'État ouvrier et ont ensuite réglé leur compte avec Staline». Aujourd'hui, le capitalisme croit qu'avec le démantèlement de l'appareil du pouvoir créé par Staline, des reculs et des déchirements sont possibles dans l'État ouvrier. La solution est au contraire dans un progrès communiste plus important, qui va influencer le monde entier.

La discussion réalisée durant la conférence a été très limitée du point de vue politique. Les principaux problèmes et les principales expériences de la lutte de classes mondiale n'ont pas été abordés. La conférence a dû répondre à une pression très forte provenant de la société soviétique, à un besoin urgent de l'Etat ouvrier, comme le nettoyage de l'appareil bureaucratique. L'ensemble de la discussion, des initiatives et des propositions, a été centré sur cette préoccupation, et ce sont les résolutions sur les soviets et la glasnost qui vont avoir une portée dans l'avenir immédiat de l'Union Soviétique, parce qu'elles expriment la nécessité de revenir à l'expérience des sept premières années de la révolution. Ce sont ces résolutions qui vont déterminer le cours immédiat des changements en URSS, et qui vont servir à corriger les initiatives les plus limitées ou les plus erronées, comme celles qui se rapportent à l'économie. Aucun délégué n'a défendu l'autogestion des entreprises, le stimulant privé pour développer l'économie, mais toutes les interventions ont été faites contre la toute-puissance du pouvoir bureaucratique en tant que principale entrave au développement de la société soviétique.

Le processus actuel n'est pas conduit par une direction révolutionnaire. Il s'agit de couches de la direction bureaucratique provenant de ce qui reste de l'appareil staliniste qui élèvent leur fonction. Elles font partie d'un processus qu'elles ne peuvent contrôler à l'intérieur de la sphère bureaucratique, et qui détruit les bases de leur existence et de leur reproduction en tant que bureaucratie. Elles cherchent alors à élargir la vie démocratique des masses et à rendre transparente la gestion du pouvoir, tout en proposant des mesures sur le terrain économique qui vont en contenir la portée. Mais les mesures qu'elles veulent appliquer sont limitées à une aire réduite de l'économie soviétique, et elles ne vont pouvoir ni contenir ni dévier la préoccupation des masses de participer plus à la gestion et à la direction de l'État ouvrier.

Les résolutions sur les soviets et la «glasnost» ont une grande importance, parce qu'elles reprennent des principes de fonctionnement qui viennent de l'époque de Lénine. Le pouvoir du soviet s'élève par la décentralisation d'une série de tâches que pose le pouvoir central, et du fait de l'affirmation de principes démocratiques appliqués à l'élection des délégués, au vote universel et secret, et à la limitation de la durée des mandats. C'est le programme que Lénine a tracé pour les soviets en 1905, et qu'il a affirmé en 1917. Après avoir surgi en tant qu'instrument politique de centralisation des grèves de 1905, les soviets ont constitué un centre de préoccupation pour Lénine et Trotsky, ce dernier ayant été président du premier et du plus important d'entre eux, celui de Pétrograd. Lénine a accompagné l'évolution des soviets et l'ascension de la lutte des masses, depuis le moment où ils servaient à établir les alliances politiques dans la lutte contre le tsarisme, jusqu'au moment où ils ont constitué le siège du pouvoir et sont passés successivement d'«organes de l'insurrection», d'«embryons de la dictature», à la constitution du pouvoir révolutionnaire, «la forme étatique la plus démocratique, plus démocratique que n'importe quelle république parlementaire bourgeoise». La continuité de la pensée de Lénine est présente aujourd'hui dans ce que le camarade Posadas prévoyait à travers l'élévation de la fonction des soviets dans la société soviétique, à une étape où il considérait comme possible le développement en URSS de la distribution «à chacun selon ses besoins» et non en fonction de la capacité de chacun.

Il s'agit là d'une vision marxiste des soviets en tant qu'instruments d'une étape plus élevée de l'Etat ouvrier vers le socialisme, dans laquelle la population dirige la marche de la production et de l'économie, en simplifiant l'administration de la société, en élevant la participation sociale et le développement des relations humaines, artistiques, culturelles et sportives. Les conditions sont mûres dans l'État ouvrier pour qu'une telle participation sociale mène à «l'extinction de l'État» dont parlaient Marx, Engels et Lénine. Cela ne signifie pas éliminer l'État dès maintenant, mais élever la gestion sociale de l'économie en donnant plus d'importance au développement de la conscience sociale et de la science, et dépasser l'empirisme des relations qui existent encore dans l'État ouvrier. Par conséquent, il n'y a aucune raison de se consacrer à édifier un «État de droit». Les soviets doivent revenir complètement à la conception léniniste, en assumant la fonction administrative, judiciaire et politique, et s'appuyer sur la maturité atteinte par le peuple soviétique pour éliminer à bref délai le caractère oppressif de l'État sur l'ensemble de la population.

Elargir la démocratie soviétique est une nécessité inévitable de l'État ouvrier, il en a besoin comme de l'air. Et le parti est en train d'apprendre à avoir confiance dans le fonctionnement soviétique. Dans une région de Sibérie (Omsk) les cadres communistes se sont mobilisés pour mettre en question certains dirigeants bureaucrates qui constituaient la délégation à la conférence. Dans une déclaration qu'ils ont faite, ils disaient : «On a toujours fait de cette façon...», «Nous ne nous attendions pas à ce que les gens puissent s'intéresser à l'élection des délégués à la conférence». Ils acceptaient les raisons des gens qui mettaient en question leurs privilèges, et étaient d'accord avec la limitation de leurs mandats. Ce type de déclarations ne vient pas de personnes qui aspirent à être toujours bureaucrates, mais qui ont appris à travers la vie de parti qu'il s'agissait là de la façon de diriger. Cela ne va pas se passer ainsi avec tout l'appareil bureaucratique. Une partie de celui-ci résiste férocement à sa liquidation, mais la désintégration de cet appareil s'approfondit et il ne peut déjà plus répondre avec une totale homogénéité.

Une telle situation facilite l'ascension de couches dirigeantes qui sont plus liées à l'objectif socialiste. Ceci se reflète dans quelques unes des mesures adoptées par cette direction, tout comme dans la discussion ouverte dans laquelle Gorbatchev polémique avec un courant qui veut aller plus à fond, alors qu'il impulse en même temps des mesures contraires au fonctionnement bureaucratique. C'est ainsi que la conférence, qui était de toute façon organisée bureaucratiquement, a reflété une volonté de changements très profonds. Sur les 5000 délégués, 200 ont voté selon les principes de Lénine, en proposant un amendement contre le troisième mandat et pour la séparation des charges de secrétaire du PCUS et de président des soviets. L'accumulation des deux charges est utilisée transitoirement par la direction pour faire prévaloir le parti sur l'appareil technocratique et administratif. Mais le parti a déjà l'assurance qu'il est possible de revenir au principe de Lénine. Le dirigeant du parti ne peut pas être en même temps un dirigeant de l'État, parce qu'il pervertit sa fonction dans le parti en la soumettant aux avantages que donne l'appareil de l'État. Le dirigeant du parti a besoin d'avoir la tête libre de toute préoccupation intéressée pour arriver à la plus grande objectivité, afin de pouvoir contribuer au développement communiste du peuple soviétique.

Le rôle du parti n'a pas été beaucoup discuté, mais la résolution sur la transparence de son fonctionnement et la possibilité d'élire des membres du soviet qui ne soient pas des éléments du parti, même si cela s'applique immédiatement de façon limitée, vont signifier un stimulant, fondamentalement au sein de la classe ouvrière. Il s'agit de revenir à l'authentique fonction dirigeante du parti, non par rapport à un article de la constitution, mais comme une conséquence d'une action quotidienne et constante de la vie politique et culturelle autour de tous les problèmes.

Il n'y a pas eu non plus de discussion sur les syndicats dans la conférence. La direction représentée par Gorbatchev a peur d'un conflit ouvert avec la bureaucratie des syndicats. Elle cède alors à un secteur qui propose des différenciations de salaires et de traitements basés sur le stimulant à la production. On ne peut impulser de telles mesures ou distribuer selon la capacité de chacun, sans que la classe ouvrière ait la possibilité d'intervenir ouvertement avec plein droit de grève. C'est un principe léniniste qu'on ne peut éluder dans le «retour à Lénine». Une plus grande vie politique des syndicats est nécessaire pour intervenir dans le fonctionnement des soviets et des collectifs de travailleurs. C'est de cette manière que la classe ouvrière se sentira stimulée par ce qu'elle produit : en trois ans il y a déjà eu d'importantes augmentations de la production et de la productivité sans avoir eu besoin de recourir aux primes.

Les mesures économiques stimulant l'intérêt privé, que ce soit du kolkhosien, du petit propriétaire ou du coopérativiste, ou l'autogestion des entreprises d'État, n'ont pas eu une grande application.

Un meeting dans la ville d'Omsk.

(suite page 6)

Chili

La campagne pour le "NON" et la liquidation de la dictature de Pinochet

(tiré de Voz Proletaria, organe de la section argentine de la IVe Internationale Posadiste)

La situation qui s'est ouverte au Chili avec le referendum, le retour des exilés et les manifestations contre Pinochet,signifie un affaiblissement général de la dictature qui peut mener à son effondrement.

La conclusion politique à en tirer est celle de l'échec du régime capitaliste et de l'impérialisme américain qui ont fait au Chili une expérience d'implantation d'un régime de soumission et de répression des masses et d'organisation d'une économie sur la base de l'exportation sans tenir aucun compte du bien-être et du progrès social.

Le Produit Intérieur Brut a augmenté au Chili, sur la base précisément des stimulants à l'exportation, mais pour soutenir ce schéma ils avaient besoin de bailloner le peuple chilien pour qu'il ne lutte pas pour améliorer ses conditions de vie. Le processus actuel montre justement que les masses chiliennes élèvent leur participation, leur intervention politique et sociale contre la dictature et préparent le renversement de Pinochet.

En 1977, J. Posadas prévoyait l'échec de la dictature chilienne et montrait que celle-ci n'avait pas pu s'étendre en Amérique Latine, alors que l'influence de Cuba s'était profondément développée. Le Nicaragua et le Salvador en premier lieu, la chute des dictatures au Brésil, en Argentine, en Uruguay, le processus au Panama, au Pérou, en Equateur, ensuite, marquaient à différents niveaux l'échec des tentatives de l'impérialisme d'étendre l'influence chilienne.

Pour comprendre ce processus, il faut mesurer ce que pouvaient faire les masses chiliennes il y a dix ans et ce qu'elles font actuellement. Pinochet a massacré, assassiné, persécuté et expulsé le meilleur de l'avant-garde révolutionnaire. Il a voulu effacer de la conscience des masses l'influence de l'expérience du gouvernement d'Unité Populaire, malgré les erreurs qui conduisirent à sa chute. Mais aujourd'hui, on peut voir, pour la première fois depuis 18 ans, la manifestation passant par le Palais de la Moneda après que les gens aient écouté un discours d'Allende. Cela veut dire, non seulement que l'expérience réalisée par l'Unité Populaire reste vive, mais aussi qu'il y a la conscience de la nécessité d'aller plus loin et d'avancer vers la constitution d'un gouvernement révolutionnaire au Chili.

Il n'y a pas de doute que Pinochet comme l'impérialisme ont lancé ce referendum dans l'espoir d'escamoter la volonté des masses. Mais cette manoeuvre indique qu'ils n'ont pas de force de décision et que c'est la seule chose dont ils sont capables pour essayer de maintenir une autorité sur un secteur de la petite-bourgeoisie, et ce malgré l'immense aide économique des Etats-Unis. C'est certainement une manoeuvre, mais dans un processus de déclin et non de renforcement.

On a fait toute une campagne pour démontrer un progrès de l'économie: la baisse de l'inflation, l'augmentation du Produit Intérieur Brut, l'excédent commercial. Mais cela n'a pas signifié une augmentation du niveau de vie de la population. Ces indices économiques montrent le processus de concentration de la richesse en très peu de mains et l'enrichissement de certaines couches de la petite-bourgeoisie, mais rien de plus. Cette politique économique ne pouvait se soutenir qu'au moyen du baillonnement des masses. La dictature a complètement échoué.

L'actuel referendum est différent de celui qui eut lieu il y a 9 ans. A cette époque-là, il s'agissait aussi d'une manoeuvre, mais elle n'eut aucune valeur car personne n'est allé voter. Mais comme Pinochet se sentait plus fort, cela ne lui importait pas beaucoup. Aujourd'hui, il doit permettre le retour des exilés, concéder quelques libertés démocratiques et la présence d'observateurs internationaux pour contrôler le scrutin. Ce n'est pas un signe de force, mais bien une condition imposée par le rapport des forces défavorable à la dictature. A la crise intérieure dans le groupe dirigeant s'ajoute le fait qu'un secteur de l'impérialisme juge nécessaire d'opérer certains changements avant que le Chili se convertisse en nouveau Nicaragua.

Ce processus est semblable à celui de l'Argentine, quand la dictature étouffait non seulement les masses, mais aussi les secteurs de la bourgeoisie ayant intérêt au marché intérieur et qui étaient détruits par l'économie libre.

Si l'impérialisme et la dictature se voient obligés de manoeuvrer de cette manière, c'est parce que les masses ne se sont pas soumises et elles n'ont pas accepté de renoncer aux conquêtes réalisées sous le gouvernement d'Unité Populaire. Pinochet n'aurait eu besoin d'aucun referendum s'il avait réussi à mettre les masses à genoux.

La manoeuvre vise, en partie, à stimuler une opposition bourgeoise pouvant servir de barrage au mouvement des masses. Mais au Chili, il n'y a pas de possibilité d'une étape intermédiaire du type Alfonsin. Le processus, une fois mis en route, va aller très vite.

Le triomphe du NON est très possible, et il faut profiter au maximum de cet espace. Mais, même si la fraude s'avère assez forte pour empêcher la victoire de la volonté populaire, un processus s'est engagé de toutes manières qui conduira à un aiguisement de la lutte de classes et à la préparation de la lutte pour le pouvoir au Chili.

La dictature s'est affaiblie et elle cherche de nouveaux points d'appui, dans certains secteurs de la démocratie chrétienne et de l'impérialisme américain, pour pouvoir empêcher l'offensive des masses.

Nous appelons à soutenir de toutes ses forces la campagne pour le NON, à prendre position dans les syndicats, les partis politiques et toutes les organisations sociales pour se joindre à la campagne des masses chiliennes. Il ne faut pas pour autant encourager l'idée que le triomphe du NON signifierait automatiquement la chute de Pinochet. Pour y parvenir, il faut organiser le front unique de tous les secteurs et partis révolutionnaires et progressistes qui ont organisé la lutte des masses chiliennes, en vue du renversement de Pinochet et de l'instauration d'un gouvernement populaire et révolutionnaire qui poursuivra l'expérience de l'Unité Populaire. (20.9.1988)

HOMMAGE AU CAMARADE EMILIO (PEDRO STILMAN)

Le camarade Emilio est décédé le 8 juillet dernier en Argentine. Beaucoup de camarades de notre Parti ainsi que des militants communistes, l'ont connu en Belgique au cours du séjour qu'il y fit en 1983 et se souviendront de sa participation aux activités menées en commun dans la campagne électorale, comme un militant internationaliste construit par Posadas. Nous nous associons pleinement à l'hommage que lui rend le Bureau Politique de la section argentine de la IVe Internationale Posadiste et dont nous reproduisons ci–après un extrait.

"Emilio a vécu comme il l'avait décidé dès sa jeunesse. Il fut co–fondateur du "Groupe IVe Internationale" en 1945 en Argentine, aux côtés du camarade Posadas et, à partir de là, il participe à la formation de l'actuel Parti Ouvrier Révolutionnaire Posadiste en Argentine, de nombreux partis trotskystes dans d'autres pays d'Amérique Latine et de l'Internationale Posadiste.

Le camarade Emilio fut un des rares militants provenant du trotskysme des années 40 qui ait compris le processus de l'Union Soviétique et des autres états ouvriers et partis communistes. J.Posadas y fait référence dans une lettre à la section argentine en 1980 et lui rend hommage pour avoir maintenu cette compréhension théorique, à travers toutes les vicissitudes de l'histoire.

Emilio a été et restera dans les mémoires d'un grand nombre de camarades, posadistes ou non, qui l'ont connu, un pilier dans la construction des instruments nécessaires pour en finir avec la société capitaliste et pour organiser la société humaine fraternelle du socialisme.

Il a vécu, avec sa compagne Rachel, toutes les difficultés de la vie d'un révolutionnaire, en gardant constamment l'optimisme et la joie de vivre de celui pour qui rien n'est plus beau que la lutte révolutionnaire pour le progrès de l'humanité.

L'hommage que lui rend le Bureau Politique est empreint de l'immense amour pour l'humanité dont il a fait preuve. Notre hommage consiste à le garder à nos côtés et à suivre son exemple parce que le Parti, l'Internationale, l'histoire, en ont besoin.

Vive le camarade Emilio!"

Un meeting d'adieu au cimetière de la Chacarita à Buenos Aires s'est tenu en présence de camarades de la section, de l'Internationale, de camarades communistes et du FRAL.

LE STALINISME ET LA REGENERESCENCE PARTIELLE DE L'UNION SOVIETIQUE

J.Posadas

MAI 1977

sent que c'est cet instrument qui l'a conduite jusqu'ici. Elle comprend qu'il faut le changer, qu'il faut l'obliger à laisser les gens raisonner et parler. La classe ouvrière sent qu'il n'est pas nécessaire de le détruire pour le reconstruire. Elle a de l'assurance parce qu'elle est parvenue à imposer des changements même à Staline. Si la classe ouvrière s'était découragée, la bureaucratie aurait pu déloger Staline et revenir au capitalisme.

Mais la classe ouvrière a continué à aller fermement de l'avant. Aucun parti communiste ne tient compte de cela. L'Union Soviétique le fait parce qu'elle a la classe ouvrière la plus développée du monde. C'est le prolétariat à la fois le plus jeune et le plus mûr, parce qu'il a vécu l'expérience de l'Etat ouvrier. Il est passé par l'étape de Staline, de l'invasion nazie, il a triomphé de l'un et de l'autre, sans crier victoire, mais simplement comme une fonction nécessaire. Il fallait en finir avec Staline et il l'a fait. Il fallait d'abord écraser Hitler et il l'a fait. Vingt cinq millions de Soviétiques sont morts, dont sept millions de femmes. Il y eut une infinité d'orphelins, mais aucun enfant ne se laissait abattre par le chagrin. Ils criaient peut-être de faim, parce qu'ils passaient de longues semaines sans manger, mais pas de chagrin.

Des petits enfants voyaient tomber leur famille, et ils attrappaient la grenade pour la relancer contre les nazis. Ces exemples ne sont pas propres à l'URSS, mais ils expriment la conscience que donne l'Etat ouvrier, comme l'a fait la Commune de Paris ou 1905 en Russie. Cette conscience ne vient pas de la lecture d'un texte mais de son intervention pour transformer la société. L'objectivité du prolétariat lui permet d'exercer cette fonction. Aucune autre classe sociale ne ferait cela.

Mais actuellement en Union Soviétique, le prolétariat intervient encore très peu. Il y a des déclarations du PCUS ou des dirigeants syndicaux. Mais le prolétariat a très envie d'intervenir. Par la nature de sa fonction, de sa résolution, le prolétariat soviétique doit vivre tous ces problèmes. Et s'il les vit, pourquoi ne participe-t-il pas ? Pourquoi ne peut-il faire connaître son jugement ? Pourquoi ne pèse-t-il pas mondialement ?

Il pourrait par exemple s'adresser à la CGIL d'Italie ou à la CGT de France, aider à organiser les syndicats et les centrales ouvrières de Chine qui n'existent pas, ou bien s'adresser aux syndicats des Etats-Unis où une tendance est organisée pour mener la concurrence avec la FLAM, le syndicat agent des patrons. Et cette tendance propose le contrôle ouvrier de la production.

Staline a été liquidé, mais les conséquences subsistent toujours. Le

suite de la page 3

Parti Bolchevique a été détruit, il faut en construire un autre. Il a été détruit par la structure bureaucratique. Ce sont des carriéristes qui sont entrés dans le parti à la place des Bolchéviques et qui ont empêché que le parti raisonne, reçoive et communique des expériences, vive intérieurement de façon dialectique. Il faut donc construire un nouveau parti, et nous sommes en train d'aider à cela. Dans un texte antérieur, nous posions que dans ce processus les masses soviétiques, et plus particulièrement les syndicats, le prolétariat soviétique, allaient chercher à intervenir, à donner leur opinion, à faire des réunions, à vouloir participer à ce processus et se faire entendre.

Les dernières résolutions et déclarations politiques des dirigeants soviétiques indiquent que cette expression existe de la part du prolétariat, car elles visent à répondre à cette nécessité. Le Parti Communiste d'Union Soviétique critique les militants et les dirigeants parce qu'ils ne discutent pas avec la population, parce qu'ils ne donnent pas leurs opinions, parce qu'ils ne répondent pas aux inquiétudes et aux besoins de la population. C'est une résolution bureaucratique, mais qui tend à corriger des failles qui empêchent le développement de l'URSS. D'autres résolutions vont apparaître demain, montrant que les ouvriers doivent donner leur opinion et intervenir directement.

Les changements qui sont en train de se produire, et qui sont encore très partiels, vont se poursuivre de façon plus révolutionnaire et plus ouverte. Une des conditions essentielles et nécessaires pour le développement de l'histoire est la démocratie soviétique, non parce que les "dissidents" le disent, mais parce qu'elle est nécessaire pour que la classe ouvrière soviétique puisse peser et attirer le reste du monde, pour qu'elle puisse peser sur la classe ouvrière nord-américaine, japonaise, allemande, anglaise, française, italienne, portugaise et espagnole. Le fonctionnement démocratique soviétique permet d'intervenir et de développer l'Etat ouvrier à son niveau le plus élevé, alors que la gestion bureaucratique le maintient à son niveau minimum.

J. Posadas — Mai 1977

Résolution du Bureau Européen sur la XIXème conférence du PCUS

La conférence du PCUS et les changements en URSS affirment l'objectif communiste de l'état ouvrier

D'ailleurs, les succès dans la production qu'annonce Gorbatchev ne sont pas la conséquence de ces mesures, mais celle d'une plus grande participation des gens qui stimule un plus grand développement économique et social de l'État ouvrier. De telles mesures n'ont au contraire aucune perspective. Ce n'est pas la première fois qu'elles sont proposées dans les États ouvriers, elles l'ont été en URSS en 1965, et sont toujours restées dans le tiroir ou ont servi à la bureaucratie pour justifier une aire de petite propriété déjà existante. La formulation de telles mesures exprime l'intérêt de l'appareil bureaucratique à se maintenir, et par conséquent à affaiblir les mesures démocratiques. La bureaucratie ne peut contenir le progrès des masses, ni les exclure complètement de la gestion de l'État ouvrier, mais elle cherche avec ces mesures à partialiser leur intervention.

Il est évident que tout le vieil appareil technocratique de gestion économique monté par Staline est entré en conflit ouvert avec le développement de l'État ouvrier et de l'actuel groupe dirigeant, depuis les bureaucrates du Gosplan jusqu'aux sections économiques du Parti Communiste d'Union Soviétique. Il faut considérer alors qu'à l'intérieur du groupe dirigeant existe un secteur qui approuve de telles mesures parce qu'il n'a ni notion ni expérience supérieure, et qui croit qu'il pourra de cette façon démanteler une grande partie du pouvoir bureaucratique. Nous sommes opposés par principe à toute mesure de stimulant privé, ou à une gestion décentralisée de la propriété étatisée, parce qu'il s'agit d'une sorte d'empirisme qui ne résoud pas les problèmes et qui empêche les masses d'avancer dans le contrôle de l'économie. La planification de la propriété étatisée et le monopole du commerce extérieur sont les piliers essentiels du progrès de l'URSS et son avenir. C'est la gestion bureaucratique qui a affaibli et limité la portée de cette structure, et qui a rendu possible l'enrichissement de groupes qui se sont appropriés le pouvoir, comme celui qui est maintenant condamné en Ouzbékistan.

Entre la programmation bureaucratique existante et la programmation socialiste, il y a tout un processus qui combine des mesures et des intérêts d'ordre différent, et il en est ainsi parce que pour toute une étape la bureaucratie est à la direction des changements dans l'État ouvrier. La structure de l'État ouvrier impose à la direction des mesures qui servent le développement et l'extension de la planification. Et dans la structure de l'URSS, il faut considérer la maturité des gens qui expriment déjà une certaine résistance aux mesures économiques. De nombreux petits propriétaires ne se sont pas mis en règle, et beaucoup préfèrent continuer à utiliser le marché noir, parce que le Soviet Suprême leur a imposé des taxes élevées.

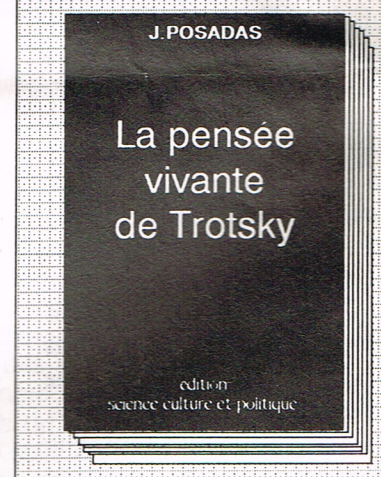
Ces mesures vont être corrigées dans la marche, ou elles vont prendre dans leur application un sens différent, comme par exemple la proposition correcte d'une plus grande intégration entre le sovkhose et le kolkhose. Maintenant il s'agit d'augmenter l'appui au kolkhose, sur la base d'un fonctionnement démocratique supérieur et d'un progrès dans la planification centralisée. Le marché ne peut avoir la même fonction dans l'État ouvrier que dans le système capitaliste. Dans le marché capitaliste, les prix sont imposés par les grands groupes qui dominent l'économie. Dans l'État ouvrier, la productivité doit se baser sur l'élévation de la vie des soviets, et les masses doivent pouvoir participer à la production et à la direction de la société.

L'économie doit répondre aux besoins de la société. Il faut développer un programme pour élever la qualité et diminuer le temps consacré à la production, élargir celui consacré à la culture, à la science et au soviet. Voilà l'objectif de l'économie de l'État ouvrier. Si on élimine la bureaucratie, on réduit infiniment le coût social de la production, et avec une plus grande intégration des masses à l'État ouvrier on multiplie par mille la quantité et la qualité de la production. Tout ceci ne peut être réalisé qu'avec la planification centralisée. On centralise la planification et on décentralise son application. Le pouvoir décentralisé doit donner aux gens les moyens de participer à la programmation de l'économie. Les syndicats, les collectifs de travailleurs, les soviets, décident ce qu'il faut produire, comment le produire et comment organiser l'approvisionnement, la production et la distribution, et le parti coordonne pour que la production serve au développement des relations humaines et des relations avec la nature et l'univers.

Ce processus en URSS va influencer tout le reste du mouvement communiste mondial qui est loin d'en comprendre toute la profondeur. Le programme des soi-disantes «réformes» est refusé en Pologne, en Chine, et montre son échec total en Yougoslavie où il a conduit à une décomposition très grande du parti et de l'État. Aucun État ouvrier qui applique des «réformes» parle de mettre en pratique le programme démocratique de l'URSS. Ce sont des appareils bureaucratiques qui résistent. Dans tout ce processus, c'est la direction soviétique qui a le plus conscience de ce qu'il faut faire.

Bureau Européen
6 Septembre 1988.

Va Paraître en Novembre



Pour obtenir ce livre
de 165 pages
180 Francs

Ecrivez à l'édition
science culture et politique
B.P.17 - Bruxelles 6 1060 Bruxelles